



Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13885 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 19 SEPTEMBRE 1989

La faucille, le croissant et le goupillon

Où s'en était toujours douté, mais, par-dessus tout, on en a de multiples preuves : la religion est vivante, bien vivante, en Union soviétique. Les religions, devrait-on plutôt dire, car cet empire dévasté, cette mosaïque de peuples non convertis, est aussi divisé du point de vue religieux qu'éthnique.

Dimanche 17 septembre, ce sont plus de cent mille catholiques d'Ukraine occidentale (Galicie) qui ont manifesté à Lvov pour se rappeler au bon souvenir de Moscou et du Vatican et réclamer la légalisation de leur Eglise uniate, dont Staline était parvenu à faire un bout pour la plus grande joie de l'Eglise nationale russe orthodoxe. De rite byzantin, ces quelques millions de catholiques orthodoxes ne veulent pas rompre avec Rome, mais ne veulent pas pour autant adopter le rite latin, qui est celui des catholiques des pays latins, nombreux surtout en Lituanie. Hier encore clandestine, la descente dans la rue pour demander à la fois le droit à la religion de leur choix et une plus grande autonomie de l'Ukraine.

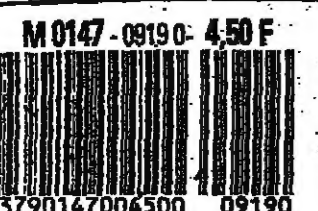
Leur première demande n'est pas d'être reconnue tant il est vrai que les revendications religieuses sont souvent les revendications nationales et risquent d'ajouter encore à l'atomisation de l'empire. M. Gorbatchev, pour sa part, ne peut pas voir d'un bon oeil la démission des unités ukrainiennes, puisqu'elle réveille la querelle d'influence qui oppose depuis des siècles dans cette région les catholiques à l'Eglise nationale russe.

Or, à quelques exceptions près, vite réprimées, l'Eglise orthodoxe russe n'a jamais beaucoup marchandé son soutien au régime en place au nom de la défense des paysans. Ses patriarches ne sont jamais en retard d'un ralliement et, alors qu'on assiste à une forte répression de l'après-guerre, M. Gorbatchev n'a pas hésité à infliger une humiliation supplémentaire aux princes d'une Eglise aussi soumise.

La dégel n'affecte pas que les chrétiens (sans oublier les protestants d'Estonie, les baptistes rétrogrades au service militaire, l'Eglise orthodoxe autocephale de Géorgie et celle, apostolique, d'Arménie). Plus difficile à observer, il agit aussi de plus en plus les Républiques musulmanes d'Asie centrale et leurs dizaines de millions d'habitants. Ici et là, les autorités civiles ont dû s'efforcer de démentir des manifestations et accepter, comme à Tachkent, le remplacement de tel ou tel hiérarque religieux connu pour sa corruption et son asservissement au pouvoir politique.

30 % des enfants russes sont baptisés, on estime que 50 % des enfants musulmans soviétiques sont circoncis, la totalité des enterrements de musulmans, sont religieux. A terme, ces données sont explosives. L'Union soviétique n'est-elle pas finalement le seul pays au monde où coexistent une majorité de chrétiens et une très forte communauté islamique ? Si M. Gorbatchev pense parfois au Liban, il doit avoir des sueurs froides ou bien être renforcé dans sa conviction qu'il faut à tout prix désamorcer la bombe latente en héritage par les tsars, mais dont la puissance a été multipliée par dix par Staline et sa détestable politique des nationalités.

(Lire nos informations page 3.)



Cinq morts, plus de dix mille sans-abri

La Guadeloupe dévastée par le cyclone Hugo

Le cyclone Hugo a quitté dimanche soir 17 septembre la Guadeloupe, laissant derrière lui au moins cinq morts, plus de quatre-vingts blessés, plus de dix mille sans-abri et de très importants dégâts matériels, selon le dernier bilan provisoire établi lundi matin à Paris par la Sécurité civile.

Le cyclone poursuivait, lundi matin 18 septembre, sa route dans les Caraïbes et se dirigeait vers Porto-Rico, après avoir touché les îles Vierges et fait quatre autres victimes.

Un premier avion militaire Transalpi est arrivé dimanche en fin d'après-midi en Guadeloupe avec, à son bord, une cinquantaine de militaires, de personnels médicaux et du matériel de première urgence. Trois autres avions étaient attendus dans la journée, avec notamment le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, et le directeur de la sécurité civile, M. Hubert Fontaine.

« Les sinistrés recevront dans les prochains jours une indemnité », a déclaré M. Le Pen.

(Lire page 12 les articles de notre correspondant ANDRÉ LÉGER et de YVONNE REBERYOL.)

Une enquête auprès des jeunes Français

La consommation de drogue a cessé d'augmenter

Selon une étude de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), la consommation de drogues illicites chez les adolescents en France s'est stabilisée : 2,7 % des élèves de sixième et 19 % des élèves de terminale ont au moins une fois dans leur vie « touché » à la drogue, en général de la marijuana ou du haschisch.



(Lire page 12 l'article de FRANCK NOUCHI sur l'étude de l'INSERM.)

M. Vernes à la rescousse de M. Hersant

Le président de la Cinquième tente de conserver le contrôle de la chaîne

PAGE 16

L'armée et la nation

De la célébration de Vaincre à l'amélioration de la condition militaire

PAGE 10

Agression contre Robert Faurisson

L'obstiné négateur du génocide

PAGE 14

Démographie française

Le taux de fécondité s'est stabilisé en 1988

PAGE 23

Le sommaire complet se trouve page 28

Un entretien avec M. Willy Brandt

« Il faut parvenir au maximum d'unité entre Allemands de l'Ouest et de l'Est »

Willy Brandt, soixante-quinze ans, chancelier fédéral de 1969 à 1974, a été à l'origine du rapprochement de son pays avec les pays de l'Est et la RDA. Aujourd'hui, président d'honneur du SPD et président de l'Internationale socialiste, il observe non sans inquiétude l'évolution de la situation en Allemagne de l'Est. Il plaide ici pour « le plus d'unité possible » des Allemands, un objectif qui, selon lui, ne peut se réaliser qu'avec l'assentiment des voisins de l'Allemagne et des vainqueurs de la seconde guerre mondiale.

BONN de notre correspondant

« Les événements qui viennent de se dérouler en RDA et en Hongrie, la fuite massive vers l'Ouest de plusieurs milliers de ressortissants est-allemands ont suscité émotion et interrogations, en Allemagne et à l'étranger. Comment analysez-vous cette situation ?

— Ce mouvement de fuite est certes un événement qui nous touche, sur le plan humanitaire, mais qui ne change rien au cœur du problème. Le vrai problème, c'est la RDA, qui, à la fin de la guerre, a obtenu sur le plan économique de meilleurs résultats que ses voisins occidentaux. Mais l'expérience chinoise nous a montré que des

réformes économiques ne parviennent pas à apporter une réponse à l'attente des hommes : être traités comme des citoyens majeurs sur le plan politique. Si le processus de démocratisation et de reconstruction se poursuit dans cette partie du monde jusqu'à être dominé par le communisme, la RDA ne pourra pas s'en tenir à l'écart. Ce n'est pas pensable.

— Ce que l'on peut aujourd'hui affirmer avec certitude, c'est que les perspectives allemandes, l'avenir des Allemands vivant dans les deux États ne peuvent pas être séparés de l'évolution de l'Europe dans son ensemble. Certains de nos compatriotes, et quelquefois nos voisins, oublient que les affaires allemandes sont de plus en plus dépendantes des affaires européennes. Des progrès de l'intégration en sein de la Communauté à l'Ouest, et de l'expansion du mouvement de réforme à l'Est.

— En ce qui concerne l'avenir des rapports entre la RFA et la RDA, vous avez déclaré récemment que l'ère du rapprochement par « petits pas » touchait à sa fin. Par quel processus doit-elle être remplacée ?

— Je crois que ce que l'on a appelé la « politique des petits pas » a été un succès. Elle a facilité la vie de beaucoup de gens.

Propos recueillis par LUC ROSENZWEIG (Lire la suite page 4.)

Des fonctionnaires aux salariés de Peugeot

Les conflits de l'après-crise

Le conflit se durcit chez Peugeot. Lundi 18 septembre, des salariés du groupe devaient manifester à Paris. Le président, M. Jacques Calvet, se trouve confronté — comme le premier ministre avec les fonctionnaires — à un même problème : comment faire comprendre aux salariés la nécessité de maintenir une certaine rigueur de gestion, alors que tous savent que la crise est finie. Encore en « convalescence », l'économie française comme la firme automobile ont retrouvé la santé. L'après-crise appelle des relations sociales d'un type nouveau.

par Erik Izraelwicz

La crise est finie. Les économies industrialisées — dont la France — ont retrouvé, d'une manière durable, les chemins d'une croissance soutenue. Les experts sont de plus en plus nombreux à partager ce jugement. « Nous sommes repartis pour dix nouvelles glorieuses », nous confiait, il y a peu, l'un des principaux dirigeants du patronat français, faisant ainsi référence à la formule de Jean Fourastié sur les trente années « glorieuses » de l'après-guerre (1945-1975), période à forte croissance. Certains économistes du ministère des finances français, comme ceux du FMI (Fonds monétaire international) et du GATT (Accord général sur les échanges et les tarifs douaniers) pensent comme lui. Tous jugent qu'il n'est pas utile de divulguer la bonne nouvelle. Elle pourrait, selon eux, faire renaitre des revendications corpora-

tistes et, de ce fait, casser la dynamique retrouvée.

Contrairement aux sombres prévisions des experts, les pays industriels continuent, en 1989, à enregistrer des rythmes de croissance très élevés. L'euphorie est générale : l'effondrement boursier d'octobre 1987 est complètement oublié. Annulé même : sur toutes les grandes places financières, les indices ont retrouvé des niveaux records, reflétant la bonne santé des entreprises. Dégagant de substantiels bénéfices — les résultats semestriels publiés actuellement confirment la tendance — les entreprises investissent massivement, créant des emplois, des emplois. Les profits d'hier font les investissements d'aujourd'hui et les emplois de demain : le cercle vertueux du capitalisme semble réenclenché.

Partout, dans les pays industriels capitalistes, la croissance est forte. En Allemagne fédérale et en France elle pourrait approcher cette année les 4 % ! Globalement, après avoir crû de 5 % en 1988, la production mondiale devrait progresser, en 1989, de 3 % à 3,5 %, selon le GATT. Le volume du commerce mondial est, lui aussi, en plein boom, retrouvant ses rythmes des années 60 : 8,5 % en 1988, entre 6 % et 7,5 % en 1989. Contre toute attente et contrairement à ce qui avait toujours été observé dans le passé outre-Atlantique, la croissance américaine, retrouvée en 1982, se poursuit dans la durée (pour la septième année consécutive).

(Lire la suite page 43.)



LA TENTATION NIHILISTE
Roland Jaccard

On se lasse de tout, sauf du nihilisme...

Collection « Perspectives critiques » dirigée par Robert Jaccard 200 pages - 60 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde ÉCONOMIE

Réinventer une politique de développement régional.
Mutations dans le tiers-monde socialiste.
Vingt ans de réforme agraire au Pérou.
La chronique de Paul Fabra : « Contrainte extérieure » et partage.
Pages 18 à 21

SPORTS

Automobilisme : la percée nipponne au rallye d'Australie.
Volley-ball : l'équipe de France avant les championnats d'Europe.
Page 22

À L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 900 ml. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 dr. ; Italie, 120 li. ; Japon, 100 ¥ ; Liban, 1,400 L.L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 F. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 336 F. SFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Taiwan, 1,80 NT. ; USA (incl. Alaska), 2 \$.

Débats

CHINE

En attendant la fin d'une dynastie

par CHEN YAN (*)

Le « printemps de Pékin » s'est terminé par une répression sanglante à l'initiative du gouvernement communiste. Depuis lors, la Chine ne fait plus la « une » de l'actualité. Les condamnations des puissants pays occidentaux risquent de ne pas exacerber la sanction verbale tant il est vrai que les intérêts économiques en jeu concernent aussi bien les entreprises privées que le peuple chinois ; et les hommes d'affaires, rapatriés au moment du massacre, retournent donc à Pékin où l'ordre règne à nouveau. Bref, les bouchers de la place Céleste (Tiananmen) passent pour les vainqueurs de l'histoire.

On peut se demander comment un massacre si cruel a pu se produire à la fin de notre siècle marqué par l'empire de tendances démocratiques et démocratiques. *A priori*, il paraît à première vue impensable que cet épisode survienne dans une Chine quadri-millénaire, réputée pour la continuité de son histoire et le pacifisme de son peuple. Le « pays du Milieu », éternellement désigné l'emplacement géographique, mais il indique aussi l'impact de la modernité, le goût du juste milieu.

En pleine révolution culturelle, à l'apogée de sa grandeur et de sa gloire, Mao Zedong, dans un poème, indiquait que la politique des premiers empereurs (deuxième siècle av. J.-C.) avait été pratiquée sous toutes les dynasties. Clairvoyance historique du Grand Timonier ? Certes. Mais, surtout, mise en évidence d'une réalité politique. Les Qin s'appuyaient sur une doctrine, le légalisme, qui fournira, à partir du premier empereur, l'essence de la politique de l'Etat chinois. Issu de la période chaotique des Royaumes combattants (476-221 av. J.-C.), le légalisme s'était donné pour objectif de fonder un Etat tout-puissant capable de mettre fin à une situation déplorable. Pour faire régner l'ordre, tous les moyens étaient bons. Dans ce sens, le légalisme est parent du machiavélisme. Cette doctrine est d'abord une théorie qui légitime l'autocratie avant de devenir l'ossature théorique du régime impérial. Le secret de l'ordre, pour les légistes, c'est le pouvoir politique absolu de l'empereur. Aucun rapport d'égalité n'est concevable entre sujets et souverain. Pour les légistes, la puissance d'un Etat se fonde sur la faiblesse du peuple. Dans cette logique, le but ultime de l'Etat est d'affaiblir celui-ci. Cela se traduit par la mainmise sur les ressources agricoles et commerciales. La

terre, considérée à l'époque comme la seule source de la richesse, était propriété de l'Etat, ou du moins placée sous son contrôle, tandis que le commerce des céréales, du sel et du fer était monopolisé par le pouvoir politique. Ces pratiques révèlent une sorte de subordination de la rationalité économique aux exigences de la domination politique.

Du légalisme au confucianisme

Pour achever de verrouiller son emprise sur le peuple, le légalisme avait installé une dictature idéologique. Après la fondation de l'Empire, consolider le trône devenait la tâche essentielle de la cour impériale. Eriger l'autorité absolue de l'idéologie officielle, interdire la diffusion de toute autre pensée que la doctrine autoritaire, telles étaient les missions idéologiques des légistes. Qin Shihuang, le premier empereur, n'avait-il pas enterré vivants quelque cinq cents lettrés et brûlé la quasi-totalité des œuvres confucéennes ?

Paradoxalement, le régime impérial, qui devait son apparition à la doctrine légaliste, ne l'a reconnue comme idéologie officielle que pendant une dizaine d'années. Le légalisme a ensuite cédé la place au confucianisme, devenu, pendant deux mille ans, la seule idéologie officielle de la Chine.

Phénomène curieux, le communisme venu de l'Occident n'échappe guère à la tradition cyclique de la culture politique chinoise. Surgi dans une Chine divisée, déchirée par les seigneurs de la guerre et les puissances occidentales, le Parti communiste a sorti le pays de la guerre civile à l'aide d'une armée de paysans et a réussi à fonder une république unifiée au nom du peuple. Mao et le Parti ont bénéficié de la perte du soutien populaire accordé à Tchang Kai-shek. Si la jeune République populaire a su réaliser des performances remarquables, c'est parce que le peuple chinois a participé avec enthousiasme à la fondation du nouvel ordre. Autrement dit, Mao et son parti ont été les héritiers du mythe du mandat céleste.

Cependant, Mao ne pouvait pas recourir aux valeurs traditionnelles confucéennes à l'instar des fondateurs des dynasties impériales.

(*) Historien.

riaux. Par chance, le communisme coïncide parfaitement avec les enseignements légalistes : pouvoir politique absolu, possession étatique des moyens de production et dictature idéologique ; à cela près que le marxisme-léninisme s'est substitué au confucianisme comme idéologie d'Etat.

Pour conserver le mandat céleste, Mao a largement exploité la vieille utopie paysanne, qui se résume en une sorte de communisme primitif. L'instauration des communes populaires, le Grand Bond en avant, n'étaient-ils pas proposés officiellement comme l'anticipation de l'avènement du communisme ? Pour la majorité des Chinois, cet avènement correspond à la Grande Concorde du Livre des rites, l'un des cinq grands classiques du confucianisme. Dans ce sens, la révolution culturelle, lancée par Mao avec la participation d'une masse fanatisée, tend à illustrer ce rêve eschatologique de concorde ou d'harmonie universelle.

Contestation muselée

En même temps, le pouvoir communiste n'a jamais cessé de jouer la carte légaliste, surtout dès qu'il s'est agi de liberté de pensée et d'expression. On se souvient d'avoir ressenti une impression d'ambivalence primordiale lorsque Mao en 1956 déclara solennellement la fin de la campagne des Cent Fleurs. Pourtant, ce songe éphémère a été rapidement balayé par la campagne antidroitiste de 1957. Et puis, l'histoire se répète : en 1959, en 1960, en 1962, les campagnes prennent différents noms : « Lutte contre les tendances droitistes », « Lutte contre la révisionnisme », etc. Ces tentatives successives de museler toute forme de contestation ont culminé avec la révolution culturelle.

Le massacre de la place Tiananmen, après la campagne contre la « pollution spirituelle » de 1983 et celle contre le « libéralisme bourgeois » de 1987, s'inscrit dans cette logique. Au début des années 40, Mao n'avait pas hésité à user de la répression envers les intellectuels qui osaient le contester ; en 1987, Deng Xiaoping n'a pas eu non plus le moindre scrupule à se déclarer prêt à faire couler le sang si c'était nécessaire.

Mais le monde a changé, la Chine aussi. Durant deux mille ans, le confucianisme et le légalisme ont pu cohabiter dans une Chine isolée du reste du monde. De même, légalisme et communisme ont fait bon ménage en profitant de la fermeture du pays longtemps favorisée par le contexte international.

Aujourd'hui, il n'est plus question d'invoquer les obstacles naturels ou la politique des nations. La réforme économique lancée par Deng Xiaoping il y a dix ans a signé l'arrêt de mort du communisme utopique. Le mouvement démocratique du « printemps de Pékin », et, surtout, le massacre qui a suivi révèlent la perte du mandat céleste du régime. N'oublions pas que la tyrannique dynastie des Qin n'a pu régner plus de quinze ans ! Quel sera le bail céleste du gouvernement actuel ?

CHINE

Bibliographie : « Le Réveil du dragon », de Patrice de Beer

Les enjeux d'une décomposition

par JEAN-CLAUDE DOMENACH (*)

JUSQU'AU massacre de Pékin, l'opinion française sur la Chine a été, massivement gouvernée par la mode, une mode qui applaudissait les avatars successifs du communisme chinois : son avatar totalitaire inspiré par Mao Zedong, et son avatar modernisateur inventé par Deng Xiaoping. La surprise étonnante de l'opinion contribue largement à expliquer son retournement contre les dinosaures qui dirigent aujourd'hui la Chine. Le danger, pourtant, serait qu'elle se retourne sans se modifier en profondeur, et que la nécessaire protestation ne se double pas d'une véritable réflexion sur les enjeux de la décomposition politique qui frappe le communisme chinois.

L'ouvrage de Patrice de Beer arrive donc à temps. Car ce n'est pas d'abord un livre sur la crise d'avril-juin mais la première véritable fresque des « années Deng Xiaoping ». Inspiré et nourri par un séjour de correspondant du *Monde* en Chine qui s'est achevé en 1987, c'est un vrai livre de journaliste, qui combine dans un style alerte le reportage et l'histoire immédiate.

Patrice de Beer ne se contente pas de faire l'histoire des événements — encore que l'un de ses meilleurs chapitres décrive la « guerre de succession » qui s'est ouverte après l'échec des manifestations étudiantes de l'hiver 1986. Il ne se contente pas, non plus, de multiplier les anecdotes et les petits faits vrais — bien que ceux-ci soient souvent originaux et significatifs : il n'est pas indifférent, par exemple, que 20 % des cinq cents employés du ministère de la justice aient entre eux des liens de parenté ; et l'on trouve dans ce livre des portraits intéressants de plusieurs dirigeants politiques ou d'intellectuels comme l'astrophysicien Fang Lizhi et le journaliste Lin Binyan.

Non, le cœur de l'ouvrage est l'analyse des contradictions de toute nature que la politique de modernisation déclenchée en 1978 a engendrées. Patrice de Beer en donne une esquisse saisissante lorsqu'il définit le processus réformiste des années 1986-1988 comme une « démocratisation de fait devenue en quelque sorte une dictature tempérée par l'anarchie ». Le communisme ? A aucun moment il n'a disparu, et Patrice de Beer rappelle son scepticisme ancien sur les intentions ultimes de Deng Xiaoping : la réforme, c'était un détour, voire une manœuvre, à aucun moment les objectifs politiques n'avaient changé.

Et pourtant, le journaliste reconnaît que la modernisation a eu d'immenses effets économiques et sociaux, qui ont largement modifié la problématique politique : la crise du printemps est sortie du progrès, non de la stagnation. La décollectivisation agricole et l'ouverture du pays sur l'étranger, notamment, apparaissent comme des acquis fondamentaux, très difficiles à remettre en

cause. En même temps, la modernisation est très inégale et, par bien des côtés, pathogène, dans la mesure où elle est mise en œuvre par un appareil corrompu et inefficace. Patrice de Beer multiplie les exemples de réformes freinées, détournées ou acceptées.

Les dérapages de la réforme

Ainsi, cet ouvrage est en fait une analyse des difficultés et des dérapages de la réforme chinoise. En cela, il se démarque fondamentalement de la littérature hagiographique ou abstraitement dénonciatrice qui avait accompagné les premières années de la modernisation déguisée. Une tentation bien française eût été de l'habiller de considérations idéologiques. Par prudence, l'auteur s'en garde bien — jusqu'à éviter, ce qui est parfois dommage, un parallèle trop appuyé avec l'expérience Gorbatchev.

Voici un ouvrage sur les pays communistes qui ne se contente pas de déguiser ou de contester la propagande officielle, mais donne toute leur importance aux évolutions sociales qui modifient et nuancent la texture du pouvoir — le cas n'est plus unique, mais il n'est pas si fréquent. A aucun moment non plus l'auteur n'oublie que la Chine est un immense pays, dont près de 80 % de la population vivent dans des zones rurales où les différences de conditions sont incroyables. La facilité serait alors d'écarter d'un revers de main les revendications démocratiques (ou plutôt républicaines) du printemps dernier, en montrant à quel point elles étaient socialement minoritaires. Patrice de Beer n'y succombe pas. Il montre comment la même crise de transition a trouvé des expressions différentes dans l'économie, la société et la culture. Il repère également les influences étrangères qui ont favorisé l'émancipation de la conscience sociale — tout en remarquant justement que, placés devant un choix politique qu'ils percevaient comme radical, les dirigeants de Pékin ont frappé sans tenir compte du monde extérieur.

La crise chinoise est à la fois hâte et relativisée par le fait qu'elle se développe dans un vieux empire humilié mais qui en a subi bien d'autres, dont les traditions intellectuelles et morales ont été érodées, non détruites. Le confucianisme revient à la surface : il rongé le système, et en même temps lui offre un surcroît de légitimité.

Le résultat est un livre très ordonné mais abondant, à la fois reportage et guide politiques, qui éclaircit le lecteur, mais en abolissant les tentations simplifiées.

(*) Sinologue.

trices : « Des millions de jeunes et de moins jeunes défilant sur la place Tiananmen, le fils de Deng Xiaoping convoquant les journalistes pour affirmer qu'il n'est pas un escroc, des gens ordinaires pillant des wagons de chemin de fer, des gangsters attaquant des trains en rase campagne, des femmes vendues à l'encan, un couple d'homosexuels essayant de se marier, des dizaines de millions de paysans affluant vers les villes à la recherche de travail : voilà l'image que donne la Chine après quarante ans de communisme. »

Cette description est mille fois préférable aux louanges comme aux dénégations toutes faites. Elle rappelle que la situation chinoise ne se résume ni aux édifices du *Quotidien du peuple* ni aux exubérances citadines. Elle fait comprendre que, derrière les apparences et les conjonctures, le facteur décisif est le travail de la société chinoise sur elle-même. Mais elle comporte aussi de réels inconvénients. Tout d'abord, celui de placer sur le même plan des phénomènes d'importance inégale : nous aurions pour notre part accordé beaucoup plus d'importance à la masse paysanne (sur laquelle le livre revient certes dans plusieurs chapitres), et pas seulement pour des raisons économiques et sociales : parce que l'absence d'écho du mouvement démocratique dans les campagnes chinoises scelle son infirmité politique.

Une rupture énigmatique

L'auteur, certes, fait vertu de son métier de journaliste ; mais l'on aimerait parfois qu'il aille au bout de sa propre ligne de pensée. A plusieurs reprises ailleurs, par exemple, une méfiance à l'égard du réformisme de Zhao Ziyang. On aurait aimé qu'il pose plus nettement la question de savoir si la politique chinoise ouvre un véritable espace à une tendance qui ne serait pas seulement technocratique, mais effectivement réformiste. Et l'on aurait plus encore aimé connaître son pronostic d'avenir. Car la rupture politique engendrée par le massacre du début juin est à la fois spectaculaire et énigmatique. Jusqu'où peut aller la « décollectivisation » qui caractérise actuellement la politique chinoise ? Quelles sont ses limites objectives ? Il y a là un vrai problème que la colère de l'opinion néglige souvent.

Patrice de Beer accorde toute leur place aux innovations sociales et intellectuelles apparues depuis quelques années. Mais il montre bien, également, que les « vieux démons » sont toujours en embuscade : la division, le népotisme et la corruption. L'envie (la fameuse « maladie des yeux rouges ») et ce despotisme qui n'a pas craint de faire couler le sang. A le lire, on imagine possible un retour politique des partisans de Zhao Ziyang, après la mort de Deng Xiaoping, mais beaucoup plus difficilement la victoire sociale et politique d'un véritable réformisme démocratique : il faudra de très longues années pour que la société chinoise bascule dans la modernité.

Or — c'est la deuxième leçon du livre — la Chine n'est pas seulement un Etat communiste, mais un immense pays pauvre enpiété dans ses traditions, qui se trouve dans une transition extrêmement douloureuse entre le passé et le présent. Pendant que le pouvoir réprime ses élites et menace de retourner en arrière, les problèmes s'accumulent et leur solution se fait de plus en plus difficile. La crise ouverte du communisme offre la véritable occasion d'un « réveil du dragon » chinois : mais les plus graves difficultés sont sans doute encore à venir.

★ *La Chine, le réveil du dragon*, de Patrice de Beer. Editions du Carrefour. 380 p., 125 F.

Au courrier du Monde

PRÉCISIONS

Le Luxembourg et l'argent de la drogue

Sur le dessin humoristique ayant figuré à la page une de l'édition du 7 septembre de votre journal, il est indistinctement affirmé que les banques luxembourgeoises se prêtent au blanchiment de l'argent de la drogue.

Je tiens à vous affirmer que, jusqu'à cette date, le gouvernement luxembourgeois n'a jamais été approché par un gouvernement étranger à propos d'une affaire de blanchiment d'argent par les banques luxembourgeoises. Si le Luxembourg était saisi par une commission rogatoire, les autorités judiciaires n'hésiteraient pas un instant à prêter toute l'assistance sollicitée. Le Luxembourg dispose des textes législatifs nécessaires à ces fins. En effet, l'article 8 de la loi du 7 juillet 1989 (renforçant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie) stipule :

« Art. 8-1. — Seront punis d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 5 000 francs à 50 000 000 francs ou l'une de ces peines seulement, ceux qui auront sciemment facilité ou tenté de faciliter la justification mensongère de l'origine des ressources ou des biens de l'auteur de l'une des infractions mentionnées à l'article 8 sous a) et b) ou ceux qui auront sciemment ou par méconnaissance de leurs obligations professionnelles apporté leur concours à toute opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit d'une telle infraction. »

Ces dispositions pénales sont à l'heure actuelle les plus sévères parmi les législations européennes en matière de répression contre le trafic de la drogue et le blanchiment du produit de ce trafic.

Au cas où vous disposeriez de détails précis sur une affaire de blanchiment mettant en cause une banque luxembourgeoise, je vous saurais gré de bien vouloir me les communiquer, afin que les autorités puissent en être saisies.

qui auront sciemment ou par méconnaissance de leurs obligations professionnelles apporté leur concours à toute opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit d'une telle infraction.

« Art. 8-2. — Dans les cas prévus à l'article 8 sous a) et b), le tribunal, sans préjudice de l'article 42 du code pénal, ordonne en outre la confiscation des biens meubles ou immeubles, divis ou indivis, du condamné qui auront été acquis au moyen du produit de l'infraction. »

Au cas contraire, je vous prie de rectifier de façon adéquate l'affirmation ne correspondant pas à la réalité, diffusée dans votre édition citée ci-dessus.

PIERRE WURTH, ambassadeur du grand-duché de Luxembourg.

605 PEUGEOT

Venez la découvrir et la baptiser au MUMM Cordon Rouge dès le 14 septembre

NEUBAUER

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

صكنا من الاموال

URSS : la réunion du comité central sur les nationalités

M. Gorbatchev condamné à l'emporter

MOSCOU

de notre correspondant

Logiquement l'agence TASS devrait annoncer, mardi 19 septembre en fin de soirée, qu'à l'issue de sa première réunion plénière de l'année politique le comité central du Parti communiste de l'URSS a remercié M. Gorbatchev et désigné un nouveau secrétaire général.

Ce serait logique puisque le système soviétique craque aujourd'hui sur tous les fronts, que le chaos n'a jamais été aussi évident, que la situation révèle une forte majorité de l'appareil et notamment de ce comité central dont M. Gorbatchev tient, statutairement, son pouvoir. Logique en ce sens, mais, au sein même de ce comité central, il n'est pas évident que tous les membres de ce comité central ne soient pas prêts à se battre pour la défense de M. Gorbatchev.

Certains parlent de quatre départs au bureau politique. D'autres indiquent qu'un s'orienterait en une ou plusieurs étapes, vers la constitution d'une direction restreinte car « la réserve (d'hommes) de l'actuel comité central se déborde pas d'une frange ». D'autres encore se refusent à accepter que M. Gorbatchev ne soit pas le seul à être en jeu.

Non seulement donc, les proches de M. Gorbatchev ne semblent en rien soulagés, mais ils affirment une détermination à continuer à lutter avec le totalitarisme des milieux intellectuels libéraux qu'il a multipliés, à l'ouest, des pronostics sur le prochain échec et met du secrétaire général. Cela ne signifie pas que le plénum de mardi sera pour lui une partie de plaisir.

Une centaine d'organisations indépendantes ont tenu, samedi 16 septembre, une réunion à Leningrad au cours de laquelle M. Iouri Afanassiev, coprésident du groupe des députés progressistes du Congrès de l'URSS, a accusé M. Gorbatchev et le bureau politique d'être « incapables d'écouter les voix nationales et de les considérer autrement que comme des phénomènes hostiles et agitatifs ». De son côté, le Parlement arménien a accusé samedi l'administration d'imposer un véritable blocus économique à l'Arménie au moyen d'une grève des chemins de fer empêchant l'approvisionnement en vivres et en essence. La situation de ravitaillement devient particulièrement préoccupante dans le Haut-Karabakh.

On ne peut même en rien exclure qu'il ait - ce ne serait pas la première fois - à battre en retraite, mais le fait est que pour au moins trois raisons le glas de la perestroïka n'a pas encore sonné.

Fondamentale, la première est que dans ce chaos croissant M. Gorbatchev a toujours l'initiative face à une mouvance conservatrice qui n'a encore trouvé ni sa ligne de défense ni ses chefs de file indiscutés. Car lorsqu'on se dit, logique, si M. Gorbatchev est virtuellement fini, on oublie que même le plus furieux des conservateurs obtus ne peut ignorer qu'une entreprise de restauration pure et simple ne serait pas aisée.

Si l'URSS arrogante et gâtée ment agressive de Léonid Brejnev n'a jamais été intervenu en Pologne, alors que Solidarité ne rêvait que d'un dialogue avec un système communiste toujours puissant, on voit en effet mal ce que Moscou pourrait aujourd'hui faire pour ramener à l'orthodoxie les marchés de l'Empire. Non seulement le Parti polonais ne dispose plus d'une majorité parlementaire, mais le gouvernement formé par Solidarité bénéficie de l'évidence d'appuis plus que circonstanciels dans l'armée, la police et les services secrets. La Hongrie bascule parallèlement, dirigeants communistes en tête, dans la démocratie parlementaire.

Bref, la normalisation de ces pays qu'on appelait autrefois satellites demanderait un tel effort que l'hypothétique successeur conservateur de M. Gorbatchev n'aurait le choix qu'entre y renoncer ou déstabiliser un peu plus, en s'y lançant, l'URSS elle-même. Or la renouveau serait un aveu de faiblesse qui ne contribuerait pas, aux quatre coins de l'URSS, à la crédibilité d'une entreprise de restauration intérieure, et l'avenir d'une tentative de reconquête de l'empire serait, elle, si aléatoire qu'on peut, sans risque d'erreur, la dire perdue d'avance.

Sa réussite supposerait en effet la régression de l'Europe centrale à sa décadence, l'acquiescement tacite du monde occidental, la cohésion interne de l'URSS et sa capacité à faire face à la crise socio-économique sans réelles réformes, sans appuis étrangers et avec l'obligation, en revanche, de réaménager brutalement ses dépenses militaires.

Si même, et contre toute probabilité, les trois premières conditions s'avéraient réunies, la quatrième ne pourrait l'être en aucun cas car l'URSS est aujourd'hui un pays ruiné dont la population ne soutient plus et n'est plus prête à se satisfaire de sa situation présente mais exige un relèvement de son niveau de vie.

De tous points de vue, l'alternative conservatrice est ainsi si évidente que la masse de l'appareil en est venue à juger moins dangereux de laisser en place un Gorbatchev sur lequel elle a pris que de se lancer dans une épreuve de force dont les incertitudes lui sont évidentes.

Tactiquement - et c'est là la dernière raison de ne pas le déclarer politiquement mort - le secrétaire général et ses amis paraissent en outre décidés à passer à l'offensive. Dans le domaine économique d'abord, un coup d'accélérateur, annoncé il y a dix jours par M. Gorbatchev, est maintenant en préparation (le Monde du 12 septembre). Sous couvert d'un objectif aussi difficilement discutable que la réduction des 120 milliards de roubles de déficit budgétaire, plusieurs mesures radicales vont être prochainement proposées au Parlement.

Bataille pour le congrès

De la diversification des formes de propriété (statiques, républicaines, municipales ou coopératives) à l'arrêt des subventions aux entreprises chroniquement déficitaires en passant par un coup de frein sur les investissements lourds, la création d'un marché d'actions, le lancement d'emprunts rémunérés destinés à éponger la dette monétaire et un coup d'accélérateur sur la production des biens de consommation, le chamboulement devrait être assez profond pour acquiescer une dynamique propre. Et dans le domaine politique, M. Gorbatchev a déjà obtenu de la main politique que le comité central soit appelé à avancer de quelques six mois la date du prochain congrès du parti qui devrait en conséquence se tenir à l'automne de l'année prochaine.

Cela signifie que, dès avant Noël, va s'engager la bataille pour l'élection des députés et la redéfinition de la ligne du parti et ce quelques mois de différences devraient permettre, espère-t-on dans l'équipe au pouvoir, de court-circuiter à la fois les réformateurs les plus radicaux et les conservateurs.

Face à l'enjeu clair de la réforme contre la contre-réforme, les premiers - des nationalistes baltes à M. Eltsine en passant par les Arméniens et l'intelligentsia libérale - ne pourront en effet, rien faire d'autre que se rallier à M. Gorbatchev. Quant aux seconds, qui tentent en ce moment de mettre les bouchées dou-

bles sur la voie de l'union entre slavophiles anti-occidentalistes et bureaucrates stationnaires, ils auront du mal à ne pas être pris de court dans la recherche de leur programme commun.

Stratégiquement, enfin, troisième raison de la relative sérénité de l'équipe gorbatchévienne - l'ampleur des changements dont le secrétaire général est prêt à prendre son parti dans l'ensemble de l'empire est encore largement sous-estimée, tant à l'ouest que dans les salons politiques moscovites.

Homme d'Etat et homme d'Etat russe, M. Gorbatchev sait, comme ses collaborateurs, que le seul moyen de préserver aujourd'hui les chances de la Russie en Europe et dans le monde est de négocier la transition de l'asservissement à l'indépendance dans l'interdépendance économique. Il a pour cela un atout de taille : la possibilité d'offrir l'espoir que cette transition se fasse pacifiquement. Naturellement capital pour les élites de l'empire comme pour le monde, cet atout offre d'autant plus de chances de réussite qu'économiquement parlant, une brutale rupture des liens du défunt bloc ne serait une bonne chose pour personne.

En Europe centrale comme dans les pays baltes et l'ensemble de l'Union soviétique, M. Gorbatchev est en conséquence décidé - ou résigné - à l'évolution démocratique à la seule condition qu'elle n'aille pas si vite si loin qu'il se retrouve mis en minorité dans le parti, et donc paralysé.

Car s'il s'est mis à l'abri d'une soudaine destruction par le comité central en se faisant élire chef de l'Etat par le nouveau Parlement, il ne pourrait, en effet, se permettre d'engager, dès cette année, une épreuve de force frontale avec un appareil qui reste la seule colonne vertébrale de l'URSS. Comme les conservateurs et comme les réformateurs les plus radicaux, il est en fait condamné à temporiser et dans l'incertitude partie qui va se jouer jusqu'au congrès, au milieu des cent rebondissements que promet l'année politique, se laissant déjà voir un avantage précaire et un lourd handicap.

Le premier est que l'un dans l'autre, aisément en Europe et difficilement en Lénine, les pays baltes comprennent qu'ils n'ont nullement intérêt à ne laisser à M. Gorbatchev le choix qu'entre défaite et renouveau. L'échec de compromis conçoit la semaine dernière (le Monde du 17-18 septembre) en est le signe et elle devrait aider le secrétaire général à bien se sortir de ce piège tendu à la question des nationalistes - c'est-à-dire de la décentralisation du pouvoir en URSS.

La soudaine et profonde accélération de la crise allemande constitue à contrario un problème majeur pour le Kremlin. Hypothèse tenue pour l'instant plausible à Moscou, l'éventuel effondrement du régime est-allemand pour cause de sécheresse rigide conduirait, en effet, à une telle remise en cause de l'équilibre européen que les intérêts géostratégiques et non plus idéologiques de la Russie s'en trouveraient assez menacés pour induire une crispation brutale.

BERNARD GHETTA.

POLOGNE

Plusieurs manifestations ont marqué le cinquantième anniversaire de l'invasion par l'armée rouge

Plusieurs manifestations, dont certaines ont revêtu un caractère ouvertement antisoviétique, ont marqué dimanche 17 septembre le cinquantième anniversaire de l'invasion de la Pologne par l'armée rouge. Ces rassemblements autorisés, notamment à Varsovie, Szczecin, Gdansk et Cracovie, n'ont donné lieu à aucun incident.

L'organe du Parti communiste polonais (POUP), *Trybuna Ludu*, a pour la première fois évoqué cette date de manière critique. « Le 17 septembre, écrivait samedi le quotidien, a profondément marqué la conscience des Polonais, en particulier parce que l'entrée de l'armée soviétique a été suivie d'une répression de plus en plus dure et de crimes de masse, dont ont été victimes des millions de Polonais. Il faut dire la vérité sur ces événements, par devoir à l'égard des victimes de cette répression et envers la nation toute entière, mais aussi parce qu'il est important de libérer les relations soviéto-polonaises du fardeau de la période stalinienne. » *Trybuna Ludu* précise que les frontières tracées après la guerre ne sont pas remises en cause. C'est également ce qu'avait précisé le bureau politique du POUP puis le Parlement polonais en adoptant, le mois dernier, des résolutions qui condamnaient comme « nul et non avenue » le pacte Molotov-Ribbentrop.

Par ailleurs, le comité central du POUP devait tenir, lundi 18 septembre, son quinzième plénum et débattre de l'éventualité d'un congrès extraordinaire, que nombre de militants réclamaient comme « la seule chance de survie » du Parti communiste. Le plénum devait décider si les préparatifs du congrès se feraient dans l'optique d'une transformation du POUP en un nouveau parti.

L'aide occidentale et le carmel

De son côté, le chef du groupe parlementaire de Solidarité, M. Bronislaw Geremek, a lancé un appel aux gouvernements occidentaux pour qu'ils réduisent le service de la dette polonaise. « C'est vous qui

avez prêté de l'argent au pouvoir communiste, et c'est nous maintenant qui portons ce fardeau de 40 milliards de dettes, contractées dans les années 70, à l'époque de l'argent facile », a dit M. Geremek, interrogé sur Europe 1 dans le cadre de l'émission « Le club de la presse ». Le dirigeant de Solidarité a estimé qu'en huit à dix mois l'agriculture polonaise pourrait de nouveau assurer l'approvisionnement du pays en produits alimentaires, et notamment en viande, mais que la Pologne avait besoin d'un aide alimentaire de départ. Il s'est également déclaré favorable au plan Giscard d'Estaing proposant un fonds d'aide à la modernisation de l'industrie polonaise - le même M. Giscard d'Estaing qui, dans les années 70, accordait d'importants crédits à Edward Giersek, alors numéro un de la Pologne, dont le remboursement était aujourd'hui l'économie polonaise.

Au cours de cette émission, M. Geremek a, pour la première fois, publiquement pris position sur l'affaire du carmel d'Auschwitz. Jugant « malheureux » les propos du cardinal Glemp, il s'est cependant refusé à les qualifier d'antisémites. « Il n'y a pas plus d'antisémitisme en Pologne qu'ailleurs », a-t-il affirmé, et le recours « aux stéréotypes de l'antisémitisme constitue des accusations injustifiées à l'égard de la société polonaise et à l'égard du cardinal Glemp ». La croix érigée à Auschwitz, a-t-il dit, « restera en place, car elle est liée à l'histoire de la Pologne, elle est le symbole de la répression de l'Eglise par le régime communiste ». Cela dit, « les carnalités doivent partir ».

M. Adam Michnik, autre dirigeant juf de Solidarité, avait précédemment pris une position similaire dans un éditorial publié par le journal qu'il dirige, *Gazeta Wyborcza*. M. Michnik s'élève en particulier contre les déclarations du premier ministre israélien, M. Shamir, selon lequel les Polonais « tiennent l'antisémitisme avec le lait de leur mère ». Ce type de généralisation, estimait M. Adam Michnik, est une « offense » pour les Polonais et ne peut que servir la cause de l'antisémitisme.

S. K.

Crise entre Rome et Vienne

Vingt mille poids lourds italiens bloquent la frontière autrichienne

ROME de notre correspondant

Il y a maintenant une semaine que les routiers italiens, avec vingt mille camions, ont établi un blocus entre la péninsule italienne et le Tyrol autrichien. Une semaine de colère, de menaces et de diplomatie pour rien, puisque Vienne refuse toujours de laisser poluer ses magnifiques vallées par les envahisseurs du Sud.

Deux cent trente mille par an, c'est-à-dire plus d'un million par jour ouvrable : c'est le nombre de poids lourds italiens - sans compter les gros, les turcs, les yougoslaves, les

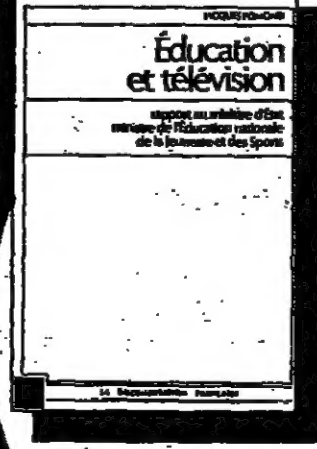
hongrois et les autres - qui sont autorisés à transiter en Autriche par l'autoroute du Brenner. Destinations finales, pour la plupart d'entre eux : l'Allemagne fédérale et la Belgique. Pour les Italiens, ce n'est pas assez. Pour Vienne, arrivée à la pression des élus « verts », qui ont obtenu l'interdiction - à partir du 1^{er} décembre et pour tous les gros camions - de circuler la nuit, c'est déjà trop.

« L'Italie, disent-ils, promet, depuis vingt ans, de réduire son trafic marchand sur route et d'accroître le ferroviaire. Or celui-ci n'a augmenté que de 60 %, tandis que le tonnage sur pneumatiques a été multiplié, dans le même temps, par au moins dix ! » Et les écologistes tyroliens, soutenus par leur ministre des transports, de dénoncer, au surplus, l'état parfois hallucinant des monstrueux d'acier fumant et crachant la pollution à qui mieux mieux dans leurs pâturages. Les Autrichiens, qui entendent désormais contraindre les poids lourds italiens à s'équiper de pots catalyseurs et de silencieux, sont d'accord pour augmenter le nombre de permis de transit, mais sur rail.

Or pour transporter les transports, il faudrait que les chemins de fer italiens prélèvent au moins quinze locomotives sur leur stock. Sans à déorganiser un peu plus leur transport voyageurs, ils ne le peuvent pas.

Au Brenner, les routiers en furie, qui ont obtenu trente mille autorisations immédiates de transit à valoir sur le contingent de l'année prochaine, réclament maintenant la dénonciation par l'Italie de l'accord bilatéral de circulation des biens, signé il y a trente ans entre les deux pays. La plupart des chauffeurs ont regagné leur foyer pour le week-end, abandonnant un véritable cimetière de 30 kilomètres de long de camions sur l'autoroute.

PATRICE CLAUDE.



Éducation et télévision

COOPÉRATION "TÉLÉVISION ÉDUCATION" UN ENJEU MAJEUR DU 21^e SIÈCLE

par Jacques POMONTI

Collection des Rapports officiels 146 pages, 85 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire Paris 7^e Tel. (1) 40 15 70 00

Europe

L'exode des Allemands de l'Est via la Hongrie

L'ouverture de la frontière avec l'Autriche est définitive
déclare le premier ministre hongrois

Plus de mille Allemands de l'Est sont encore arrivés en République fédérale, pendant le week-end, via la Hongrie et l'Autriche. Le nombre des arrivées, depuis que la Hongrie a ouvert sa frontière, le 10 septembre, a dépassé, samedi 16 septembre, la barre des quinze mille. Six mille personnes étaient déjà passées en Autriche avant le 10 septembre.

D'autres Allemands de l'Est, craignant de ne pas obtenir l'autorisation de se rendre en Hongrie, tentent des fuites clandestines. Deux d'entre eux ont ainsi réussi à franchir la frontière interallemande en Basse-Saxe, dimanche, tandis qu'un autre était intercepté par les gardes est-allemands. Des tentatives de fuite, pas toutes réussies apparemment, ont eu lieu aussi à la frontière entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie. L'accès à la Tchécoslovaquie est libre pour les Allemands de l'Est, mais les gardes tchécoslovaques font la police pour le compte de la RDA et réclament les autorisations nécessaires au passage en Hongrie.

Par ailleurs, dans un entretien avec une radio berlinoise, le ministre des affaires étrangères ouest-allemand, M. Hans Dietrich Genscher, a estimé, dimanche, que les pays occidentaux devaient proposer un plan d'aide aux États socialistes engagés dans des réformes, incluant notamment un allègement de la dette.

VIENNE
de notre correspondant

La Hongrie ne reviendra pas sur sa décision d'ouvrir sa frontière avec l'Autriche, a déclaré le premier ministre hongrois, M. Miklós Németh, dans un entretien au quotidien ouest-allemand *Bild am Sonntag*. M. Németh a fait référence, pour justifier cette décision, à la fois aux engagements pris dans le cadre du processus d'Helsinki et à M. Gorbatchev : « Si nous voulons construire la maison commune européenne dont parle Mikhaïl Gorbatchev, nous ne pouvons en isoler les pièces au moyen de barbelés », a-t-il notamment déclaré.

Dans une note officielle remise à l'ambassadeur ouest-allemand à Budapest, les autorités hongroises ont également rappelé à la RDA qu'elle avait accepté, au début de cette année, le document final de la conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui est très clair sur le droit à la libre circulation.

Enfin, le gouvernement hongrois invoque l'article 62 de la convention de Vienne sur les traités internationaux qui stipule qu'un accord peut être dénoncé quand les conditions dans lesquelles il a été signé ont fondamentalement changé. L'attribu-

tion aux citoyens hongrois de passeports valables pour tous les pays du monde est, selon les autorités de Budapest, un des éléments de ce « changement fondamental » en vertu duquel elles demandent aux dirigeants est-allemands de renégocier l'accord de 1969 qui réglementait la circulation entre les deux pays et aux frontières extérieures de la Hongrie.

Le gouvernement hongrois a cependant tenu à souligner que cette politique d'ouverture des frontières n'est valable que pour des citoyens qui peuvent être accueillis dans un pays tiers, en l'occurrence la RFA. La convention de Genève sur les réfugiés servira de référence pour d'éventuels autres réfugiés. La Hongrie a été, cet été, le premier pays de l'Est à adhérer à cette convention, dont l'entrée en vigueur est prévue à partir du 1^{er} octobre. En outre, le gouvernement envisagerait un traitement spécial pour les réfugiés de souche hongroise dont plusieurs milliers, en provenance de Roumanie, se trouvent en Hongrie – visant à leur reconnaître immédiatement la nationalité hongroise. Aucune décision n'a cependant été prise ; les juristes hongrois y réfléchissent encore.

WALTRAUD BARYLL

HONGRIE

L'opposition remporte
une nouvelle élection partielle

Budapest. – Le Forum démocratique hongrois (FDH), principale force d'opposition du pays, a remporté samedi 16 septembre sa quatrième victoire électorale contre le Parti socialiste ouvrier (PSOH) au pouvoir. Cette victoire s'ajoute à celles déjà enregistrées par l'opposition dans trois scrutins partiels en juillet et en août derniers, les premiers vraiment libres depuis 1947. Ces élections laissent prévoir des résultats douloureux pour le PSOH dans la perspective des élections législatives libres prévues en juin prochain.

Par ailleurs, un Mouvement pour une Hongrie démocratique a vu le jour ce week-end. C'est M. Imre Pozsgay, l'un des quatre dirigeants du PSOH et chef de file des réformateurs, qui en assure la présidence. Ce mouvement doit offrir à ceux qui ne veulent pas adhérer à un parti politique « un cadre d'action pour encourager le processus de réforme et de transition engagé en Hongrie sans avancer un programme déterminé », a déclaré M. Pozsgay. – (Reuters, AFP, AP.)

Un entretien avec l'ancien chancelier Willy Brandt

« Il faut parvenir au maximum d'unité »
entre Allemands de l'Ouest et de l'Est

(Suite de la première page.)

« D'un point de vue national, elle a maintenu vivants les liens familiaux, et, comme je le disais déjà au temps où j'étais bourgmestre de Berlin, « que peut être la nation si ses familles sont séparées ? ». Mais, au-delà des problèmes humanitaires, cette politique faisait partie de nos efforts pour promouvoir un nouvel ordre européen : par le processus d'Helsinki, les accords de Berlin, etc. Les propos que vous évoquez ne doivent pas être compris comme une prise de distance par rapport à cette politique, mais comme l'indication qu'aujourd'hui l'enjeu est autre. Il s'agit de l'avenir de la RDA, de l'avenir des deux États allemands dans un contexte européen modifié.

– Au sein de votre parti, le SPD, le débat est ouvert sur l'attitude qu'il convient d'adopter vis-à-vis du SED, le parti communiste est-allemand. Certains disent que la politique de « changement par le rapprochement » doit être poursuivie, d'autres estiment au contraire qu'il faut prendre plus de distance. Certains pensent également que la signature, en 1987, d'un document commun avec le SED a été une erreur. Qu'en pensez-vous ?

– Je dirais tout d'abord que les deux attitudes – changement par le rapprochement et changement par la prise de distance – peuvent se compléter dialectiquement. Il y a des circonstances où l'on doit mettre l'accent sur ce qui sépare, et il y a des domaines pratiques où il faut se rapprocher le plus possible.

– En ce qui concerne le document SPD-SED, son message essentiel est que la confrontation des principes, ou d'idéologies fondamentalement opposées, ne peut se dérouler que par des moyens pacifiques. Il essaye de décrire comment on peut se disputer de manière civilisée. Il y a des gens qui voient plus dans ce texte ce que je vous en dis là. Mais si l'on considère l'état actuel du SED, aujourd'hui je ne signerais pas un tel document.

– Quelle attitude vis-à-vis du SED s'impose pour vous aujourd'hui : prise de distance ou rapprochement ?

– Je suis contre l'affaiblissement des relations économiques. Cela serait déraisonnable pour les deux côtés. Je suis contre le fait d'arrêter les négociations sur des problèmes pratiques : l'environnement, les transports et autres. Mais je suis également contre l'attitude consistant à mettre entre parenthèses les sujets délicats qui sont aujourd'hui à l'ordre du jour. Mon parti et moi-même avons toujours estimé que le principe d'autodétermination devait rester une boussole. L'application des droits de l'homme les plus élémentaires doit être étendue aux droits démocratiques. Cela, de plus en plus de gens le demandent en RDA. Jusqu'à la sécurité d'État de la RDA envoyait vers l'ouest les gens qui lui déplaisaient. Elle a fait passer plus de gens de l'autre côté du mur qu'elle n'en a mis en prison. On doit également observer avec attention la manière dont les évolutions en cours dans le bloc oriental exercent leur influence en RDA. Nous constatons par exemple que, dans le processus en cours à l'Est, les idées et les groupements d'inspiration social-démocrate commencent à jouer un rôle. Il serait complètement

absurde de penser que cela ne pourra jamais être le cas en RDA.

Pas de retour
au Reich bismarckien

– Souhaitiez-vous personnellement qu'un jour les Allemands vivent dans une seule entité étatique ?

– Vous avez remarqué que l'ambassadeur des États-Unis en RFA vient de déclarer que la question de la réunification était importante et actuelle. Il a repris aujourd'hui des termes qui, dans les années antérieures, étaient contenus dans chaque communiqué de l'OTAN. L'estime, en accord avec ce que le chancelier Kohl a dit au congrès de la CDU à Brême, que l'autodétermination et l'unité demeurent des objectifs importants. Je signale en passant que, dans le préambule à la loi fondamentale de la République fédérale, on ne trouve pas le mot « réunification », mais celui d'« unité ».

– Je vois les choses ainsi : il faut parvenir, dans les circonstances qui nous sont données aujourd'hui, au maximum d'unité, ce qui ne signifie pas obligatoirement l'existence d'un seul État, hypothèse qui ne peut pourtant être exclue. La réunification est un concept qui me déplaît de plus en plus parce qu'il implique qu'il pourrait s'agir d'un retour au Reich bismarckien, qui ne se fera jamais. Si, comme on peut l'entrevoir pour les décennies à venir, la division de l'Europe s'efface peu à peu, se pose alors la question de savoir comment les Allemands pourront resserrer leurs liens dans les domaines où ils ont plus d'affinités entre eux qu'avec les autres nations : la langue, la culture, l'héritage historique commun.

– Cela ne doit pas obligatoirement se traduire par l'existence d'un seul État. Je pense que, dans ce domaine, on doit laisser à l'histoire le soin d'avoir de l'imagination. Mais l'expérience de plusieurs siècles nous a appris que la forme étatique ou quasi-étatique dans laquelle ont vécu les Allemands n'a jamais

été déterminée par eux seuls, mais par les eux et leurs voisins. Pour être exact, il faut ajouter qu'aujourd'hui l'avenir de l'Allemagne ne peut se décider qu'avec l'accord des vainqueurs de la seconde guerre mondiale.

– Il y a pourtant une question à laquelle je n'ai pas de réponse : que se passera-t-il si rien ne bouge en RDA, si les dirigeants de ce pays persistent dans leur immobilisme ? Imaginez qu'un jour, dans les rues de Leipzig, de Dresde ou de Berlin-Est, il n'y ait pas comme aujourd'hui



quelques centaines, mais quelque centaines de milliers de manifestants demandant d'être réunis à l'autre Allemagne ? Comme Helmut Schmidt, je pense que nous ne devons pas fonder notre politique sur l'éventualité d'un mouvement éruptif en RDA, mais je ne peux donner aucune garantie qu'un tel mouvement ne se produira pas.

Les frontières
à l'Est

– Une autre question qui inquiète les voisins de l'Allemagne : celle des frontières à l'Est, de la ligne Oder-Neisse que, réguliè-

rement, des hommes politiques ouest-allemands remettent en question...

– On dit beaucoup de sottises à ce propos. J'ai dit dans mon discours au Bundestag le 1^{er} septembre que nous aurions perdu tout bon sens si nous faisions en sorte que l'on puisse dire que la présence des troupes soviétiques en Pologne est nécessaire pour défendre la frontière occidentale de ce pays. Je repense à mes entretiens avec Charles de Gaulle au temps où j'étais bourgmestre de Berlin. A cette époque il disait avec une absolue clarté : nous, Français, sommes prêts à vous aider dans beaucoup de domaines, sauf à mettre en question les frontières établies avec la Pologne et l'Autriche.

– Que pense l'homme qui a impressionné le monde entier en s'agenouillant devant le monument aux morts du ghetto de Varsovie de la controverse en cours à propos du Carnet d'Auschwitz ?

– Je vois avec une grande tristesse réapparaître en Pologne certaines formes d'antisémitisme que l'on pouvait croire passées aux poubelles de l'histoire. Cela n'est pas seulement à porter au débit des Polonais d'aujourd'hui, mais c'est la conséquence du fait que le régime en place jusque-là n'avait pas fait son travail d'analyse de l'histoire. Il n'a pas su ou pas voulu reconnaître la spécificité du martyre juif, et n'a voulu voir que des victimes indifférenciées du fascisme et de l'occupation. Mais on n'est pas seulement triste, on est aussi révolté lorsque l'on entend le primat de l'Eglise catholique de Pologne s'exprimer comme il l'a fait récemment. Mais un Allemand, même avec un passé comme le mien, est mal placé pour porter des jugements sur de telles déclarations...

Propos recueillis par
LUC ROSENZWEIG.

ESPAGNE

Offensive policière contre l'ETA :
deux morts, plusieurs dizaines d'arrestationsMADRID
de notre correspondant

Quatre jours après l'assassinat du procureur M^{re} Carmen Tagle (que l'ETA vient de revendiquer officiellement dans un communiqué), le gouvernement reprend l'initiative dans sa lutte contre les séparatistes basques. Le spectaculaire coup de filet de la Garde civile, samedi 16 et dimanche 17 septembre, a permis de démanteler l'un des principaux commandos de l'ETA et de mettre la main sur une partie de l'infrastructure de l'organisation.

L'opération policière a commencé samedi, vers 22 heures, sur l'autoroute reliant Bilbao à Hendaye, lorsqu'un fort contingent de gardes civils a arrêté, au poste de péage d'Irun, un camion circulant en direc-

tion de la frontière française toute proche. Quatre membres de l'ETA, couchés à l'intérieur du véhicule, ont alors tenté de s'échapper. Selon la version de la police, l'un d'eux est mort, à la suite de l'explosion d'une grenade qu'il s'apprêtait à lancer, tandis qu'un autre était tué, alors qu'il tirait à la mitrailleuse sur les policiers. Parmi ces derniers, trois ont été blessés, tandis que les deux autres passagers du camion étaient finalement capturés, ainsi que le chauffeur.

Les deux membres de l'ETA tués sont Juan Oyabide, alias « Xiribitas », et Manuel Urrutia-Arrieta, dit « Manu ». L'un de leurs compagnons arrêtés est Juan Arruti, connu comme « Paterra ». Tous trois formaient le « commando Araba » de l'ETA, l'un des plus recherchés, et accusé, au total, selon le directeur de la Garde civile, M. Luis Roldan, de trente-neuf assassinats. Tout porte à croire que les membres du commando cherchaient à se réfugier provisoirement en territoire français, en raison de la pression croissante des forces de l'ordre. Urrutia-Arrieta avait déjà failli être arrêté, le 21 août, dans le centre de Vitoria, et s'était échappé de justesse, tirant sur les policiers.

Demandes
d'extradition ?

L'opération s'est ensuite poursuivie dans la nuit de samedi et la journée de dimanche. Vingt-six personnes, soupçonnées de collaborer avec le commando, ont été arrêtées dans les trois provinces basques, et une quinzaine d'appartements habituellement utilisés par l'ETA ont été découverts. Plus de 200 kilos d'explosifs, des armes et des faux documents ont été saisis.

Comme de coutume, l'opération policière a provoqué la mobilisation des organisations proches de l'ETA. Quelques manifestations de protestation ont eu lieu dimanche après-midi et plusieurs véhicules, dont trois autobus, ont été brûlés, notamment à Renteria et à Hernani, près de Saint-Sébastien, bastions traditionnels des indépendantistes.

Parallèlement à la pression policière, le gouvernement tente de res-

serrer l'étau international autour de l'organisation séparatiste. Confrontant les rumeurs dont avait fait état la presse de Madrid, le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a laissé entendre qu'il songerait à demander l'extradition des membres de l'ETA déportés en Amérique latine, et notamment ceux qu'a expulsés l'Algérie vers la République dominicaine, après l'échec, en avril dernier, des « conversations d'Alger ».

A Saint-Domingue se trouvent actuellement plusieurs « gros bonnets » de l'organisation, dont Engenio Etyveste, dit Antxon, et les membres « historiques » du commando Madrid, Ignacio Aracama Mendia et Anna Belem Gonzalez.

Les autorités dominicaines viennent toutefois de provoquer la surprise en affirmant qu'il était superflu de mettre en œuvre la procédure d'extradition et qu'elles étaient disposées à livrer immédiatement, sans autre forme de procès, les activistes de l'ETA au gouvernement espagnol. Une déclaration qui a, paradoxalement, mis ce dernier dans une position inconfortable : on ignore, en effet, si l'Espagne s'était initialement engagée auprès de la France et de l'Algérie à ne pas demander le rapatriement des membres de l'ETA envoyés outre-Atlantique par ces deux pays.

THIERRY MALINIAK.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 42-23-06-81BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐9 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie. 821 MONDO

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Taux

FRANCE

365 F

399 F

504 F

700 F

3 mois

720 F

762 F

972 F

1 400 F

6 mois

1 030 F

1 089 F

1 484 F

2 040 F

9 mois

1 300 F

1 390 F

1 800 F

2 600 F

1 an

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENVOYEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés

sont priés de nous adresser

avant leur départ, la dernière

bande d'envoi à leur correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1983)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

M^{re} André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wauters

Rédacteur en chef :

Daniel Vermet

Correspondant en chef :

Claude Salas.

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Taped LEMONDE

code d'accès ABO

Imprimerie

du Monde

7, r. des Italiens

PARIS-IX

1988

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taped LEMONDE

ou 36-15 - Taped LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

صكرا من الاميل



Imaginez...

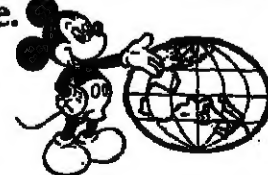
Imaginez Disneyland... Imaginez un royaume bâti sur l'imagination.
Un royaume de joie, de rires, de découvertes, d'aventures.

Un royaume d'émerveillement. Un royaume qui chaque année,
en Californie, en Floride, au Japon, reçoit près de 50 millions de visites.

Et maintenant, fermez les yeux et imaginez ce royaume près de
Paris, en 1992, en plein cœur de l'Europe, au milieu de plus de
330 millions d'habitants. Imaginez Euro Disneyland. Imaginez que
vous puissiez bientôt en être actionnaire.

**INVESTISSEZ DANS LE MONDE MAGIQUE DE DISNEY.
DEVENEZ ACTIONNAIRE D'EURO DISNEYLAND.**

MINITEL: 3614 CODE EURODISNEY. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers.
© 1989 Disney.



Euro Disneyland S.C.A.

هنا من الفصل

صكتنا من الامل

...si vous avez du mal à imaginer, découpez ce bon.

Avez-vous déjà visité Disneyland ?
Avez-vous souvent entendu parler de Walt Disney World ?
Voici maintenant Euro Disneyland,
l'aboutissement de 35 ans de travail... et d'imagination.
Peut-être avez-vous un peu de mal à imaginer
ce que va être ce domaine qui va s'établir sur près
de 2 000 hectares avec des golfs, des lacs, des hôtels,
et tout un monde de loisirs.
Peut-être avez-vous envie d'en savoir plus sur
Euro Disneyland ? Alors découpez ce coupon et vous
recevrez une brochure détaillée.

Nom _____
Prénom _____ Tél. _____
Adresse _____
Code postal _____
Envoyez ce bon à EURO DISNEYLAND S.C.A., C/O Ressources MMC, 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex.
**INVESTISSEZ DANS LE MONDE MAGIQUE DE DISNEY.
DEVENEZ ACTIONNAIRE D'EURO DISNEYLAND.**



Euro Disneyland S.C.A.

Proche-Orient

La visite éclair du ministre israélien de la défense au Caire

M. Rabin discute avec M. Moubarak des propositions de paix égyptiennes

Le ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin, était attendu lundi 18 septembre au Caire, où il se rendait à l'invitation du président Hosni Moubarak. Il devait y discuter, à la suite des propositions de paix égyptiennes, de la façon dont pourraient se tenir des pourparlers palestino-israéliens, préliminaires à la tenue d'élections dans les territoires occupés. On indique de source informée au Caire, rapporte notre correspondant

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Itzhak Rabin, superstar de la politique israélienne ? La question fait en tout cas les titres d'une bonne partie de la presse qui estime que le ministre de la défense, qui devait être l'hôte du président Hosni Moubarak lundi 18 septembre au Caire, n'a jamais paru aussi puissant. Et ce, aussi bien dans sa propre formation, le Parti travailliste, dirigé par M. Shimon Pérès, vice-premier ministre, qu'au sein d'un gouvernement d'union nationale présidé par le chef du Likoud, M. Itzhak Shamir, et dont le ministre des affaires étrangères est M. Moshe Arens. C'est dire que le rendez-vous du Caire, organisé à l'invitation des Égyptiens, a dû faire pas mal de jaloux à Jérusalem.

Il illustre, très clairement, la position centrale occupée par M. Rabin sur la scène politique israélienne. C'est sans doute parce qu'il est considéré qu'il est aujourd'hui un des hommes-clés de la situation politico-diplomatique que les Égyptiens ont couru le ministre de la défense à venir dans la capitale égyptienne. L'entretien, prévu pour quelques heures seulement, devait porter sur les récentes propositions égyptiennes (Le Monde daté 17-18 septembre) destinées à relancer un processus de négociations à partir du projet israélien d'élections en Cisjordanie et à Gaza — un projet qui fut précisé

Alexandre Baccianti, qu'une liste de personnalités palestiniennes « de l'intérieur » et de la diaspora est en préparation en vue de composer la délégation susceptible d'entamer des négociations avec les Israéliens. Parmi les noms cités figurent ceux de MM. Fayçal el Hassane, Mohamed Melhem et Akram Hamieh. Ces deux derniers ont été expulsés des territoires occupés. On note, en outre, la présence en

ment l'œuvre du ministre de la défense.

Comme c'est ce même Itzhak Rabin qui, l'hiver dernier, fut l'avatar puis l'artisan de la participation des travaillistes au gouvernement d'union nationale, il est aussi « le seul », écrit le quotidien Haaretz, à pouvoir brandir de manière crédible la menace d'un départ des travaillistes du gouvernement », au cas où il jugerait que ses partenaires du Likoud s'opposent aux tentatives en cours pour relancer des négociations. Cela donne du poids, et les Égyptiens paraissent l'avoir parfaitement compris.

Il y a plus. Ministre de la défense à l'heure du soulèvement palestinien dans les territoires occupés, M. Rabin est le maître d'œuvre de la politique de « la main de fer » — ce qui arrange bien M. Shamir et le Likoud. Visage buriné, voix rocailleuse, éternelle cigarette aux lèvres, M. Rabin a centré l'exercice de ses fonctions. Mais l'homme n'est pas si simple.

Ancien premier ministre (1974-1977), chef d'état-major lors de la guerre de six jours (en juin 1967), ancien responsable du Palmach (les unités d'élite de la Hagannah, avant la création de l'État), Itzhak Rabin est aussi le dirigeant politique israélien qui a le plus crûment décrit à ses compatriotes la vraie nature du soulèvement palestinien : expression d'une revendication nationale, par-

te de l'ensemble de la population de Cisjordanie et de Gaza et qui ne saurait trouver de règlement que politique. Depuis bientôt deux ans, le ministre de la défense l'a dit et répété à longueur d'entretiens.

Le plus populaire

Ce mélange de comportement rugueux, de parler franc et de gros bon sens lui vaut la sympathie de l'opinion. A soixante-sept ans, le numéro deux du parti travailliste est aujourd'hui, à en croire tous les sondages, l'homme politique le plus populaire du pays — et de très loin. Au début du mois, l'historienne et influente journaliste Idith Zertal écrivait dans l'hebdomadaire Ha'ar : « Sa force politique actuelle, la confiance illimitée dont il jouit auprès de l'opinion publique, dans son pays et d'une manière générale, sur la scène politique rappelle la position qui fut celle de Ben Gourion et Golda Meïr au sommet de leur carrière : cela lui permet aujourd'hui de faire adopter n'importe quel plan. » et de brin de scepticisme ironique, mais aussi d'espoir, la journaliste interrogeait : « Saura-t-il rallier les rendez-vous de l'histoire ? »

L'invitation à se rendre au Caire a été transmise à M. Rabin dans la soirée de vendredi par l'ambassadeur d'Égypte en Israël, M. Mohamed Bassiouni. Celui-ci venait de présenter officiellement aux quatre

principaux responsables du gouvernement les propositions égyptiennes : elles doivent permettre — espère Le Caire — de convoquer une conférence réunissant les Israéliens et une délégation palestinienne pour débattre de l'organisation d'élections dans les territoires occupés.

Le « forum des quatre », déjà réuni vendredi, a été de nouveau convoqué samedi soir, mais sans réussir à se mettre d'accord sur la réponse à apporter à l'initiative du président Moubarak. MM. Shamir et Arens (Likoud) ne veulent pas donner suite à des propositions égyptiennes qu'ils ont qualifiées de « champ de mines » et qui, estiment-ils, s'éloignent beaucoup trop du projet israélien. Les travaillistes Pérès et Rabin sont d'un avis contraire : ils évoquent une « occasion historique » à saisir et qui devrait permettre de redonner vie au projet du gouvernement d'élections dans les territoires.

La décision finale sera prise en cabinet restreint — qui regroupe cinq ministres du Likoud et cinq du parti travailliste — d'ici deux à trois semaines. Entretemps, M. Shamir peut toujours espérer que l'OLP rejetera l'initiative du président Moubarak — ce qui permettrait au premier ministre de faire l'économie d'une crise au sein du gouvernement d'union nationale.

ALAIN FRACHON.

LIBAN : nouvelle volte-face diplomatique

Le Comité arabe s'aligne sur les thèses syriennes

BEYROUTH
de notre correspondant

Le Comité tripartite arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite) a présenté, samedi, un plan en sept points qui constitue son verdict entre les belligérants au Liban. La Syrie et ses alliés libanais l'ont accueilli sur-le-champ avec enthousiasme, le camp chrétien avec consternation.

Le premier point du plan de règlement arabe est un ordre de cessez-le-feu immédiat. Le second prévoit la constitution d'une commission interlibanaise, présidée par M. Lakhdar Ibrahim, délégué du Comité arabe au Liban, pour superviser le cessez-le-feu et contrôler les navires soupçonnés de transporter armes ou munitions pour l'une quelconque des parties belligérantes.

Le troisième point enjoit la levée du blocus (du réduit chrétien) et la réouverture de l'aéroport de Beyrouth dès que la commission précitée sera à l'œuvre.

Le quatrième point est une répétition de l'ordre de cessez-le-feu, assortie, cette fois, d'un appel à l'arrêt des campagnes médiatiques. Le cinquième est une invitation à tous les pays concernés, notamment à ceux qui ont apporté leur soutien au Comité arabe, pour qu'ils cessent les fournitures d'armes à toutes les parties au Liban, le triumvirat soulignant qu'il a trouvé une pleine coopération de la part de tous les pays qu'il a sollicités à ce sujet, ce qui, implicitement, désigne l'Irak qui fournit des armes au camp chrétien.

Déception dans le camp chrétien

Le sixième point comporte une convocation de l'Assemblée nationale libanaise pour le 30 septembre, en vue de préparer et de discuter le document de l'entente nationale, en un lieu qui sera l'objet de concertations de M. Ibrahim avec les députés, à Beyrouth, étant précisé que cette réunion parlementaire se

tiendra après consolidation du cessez-le-feu, levée du blocus maritime et réouverture de l'aéroport. Le septième point annonce l'arrivée de M. Ibrahim à Beyrouth, le 17 septembre, pour mettre ces résolutions en application.

Les déclarations du général Michel Aoun, premier ministre en exercice dans le réduit chrétien, en attendant le complément d'information et les explications de M. Ibrahim, traduisent la déception et l'émotion du camp chrétien face à ce qui, à vrai dire, était prévisible si l'on voulait obtenir la coopération de Damas pour sortir de l'impasse, — mais il n'est plus question, non plus, d'observateurs arabes ou onusiens pour superviser la trêve, ou, au moins, l'embargo sur les armes. Sans compter que cette surveillance s'appliquerait expressément au littoral et donc à l'armée libanaise, mais guère aux frontières terrestres avec la Syrie, qui reste maîtresse des mouvements de son armée au Liban, avec la signification politique que cela implique.

Dans ces conditions, on comprend que Damas ait aussitôt donné son plein accord, relayé par ses alliés libanais, notamment par le premier ministre en secteur musulman, M. Solim Hoss. Pour se reconforter quelque peu, on se persuade dans le camp chrétien qu'un retrait des troupes syriennes de Beyrouth-Ouest est convenu entre le triumvirat et Damas, quitte à laisser aux Syriens l'apparence d'un retrait de l'initiative de leur plein gré et de le baptiser « regroupement ». Une allusion très sibylline — à ce sujet est relevée dans la conférence de presse de l'émir Saoud El Fayal, ministre saoudien des affaires étrangères, qui a accompagné la proclamation du plan en sept points, où il parlait de « l'extension de la souveraineté libanaise à l'ensemble du territoire », après réalisation de l'entente nationale. On souligne dans le sec-

teur chrétien que, non seulement M. Ibrahim, retardant sa venue à Beyrouth, s'est aussitôt après la proclamation de Djeddah rendu à Damas, où il a rencontré le vice-président Khaddam et le ministre Charré — ce qui n'était pas prévu, — mais que l'émir Saoud El Fayal lui-même y a porté un message du roi Fahd au président Assad. Etait-ce pour rappeler à ce dernier quel engagement ? Y aurait-il des clauses secrètes complétant cette proclamation et la rééquilibrant ? Les spéculations vont bon train à Beyrouth.

Le dilemme du général Aoun

Quoi qu'il en soit, pour le général Aoun, il va être assez difficile d'accepter, dans son ensemble, le plan de Djeddah que de le rejeter en bloc. Dans une interview télévisée diffusée dimanche soir, mais enregistrée samedi à midi avant la proclamation de ce plan, il a rappelé les lignes de force constantes de sa politique, dont certaines répondent, a priori, à ses dispositions. Ainsi, il s'en tient au principe que la réforme ne peut intervenir « à l'ombre de l'occupation », émettant des réserves sur la représentativité du Parlement et de ce qui en reste au bout de dix-sept ans d'autoproclamation de son mandat, sans cependant rejeter expressément le projet de convocation des députés à un débat sur l'entente.

Le général Aoun a réitéré, avec force, ses attaques contre la Syrie, Israël et surtout les États-Unis. Il s'est finalement montré ferme, tout en donnant des indications de ce qu'il pourrait faire pour ne pas paraître s'opposer au programme du comité arabe et ne pas se retrouver (à la limite de la Syrie) dans le rôle de l'accusé. Après tout, souligne-t-on dans son entourage, si le rapport du comité arabe mettait Damas en accusation est passé sous silence dans la proclamation de Djeddah, il n'est pas remis pour autant et il demeure une pièce capitale du dossier.

Arrivé dimanche soir à Beyrouth — soumise, une fois de plus, à des bombardements durant la nuit, — M. Ibrahim a rencontré, en secteur musulman, MM. Berri (chef de la milice chiite Amal) et Hoss. Lundi, il devait s'entretenir avec le général Aoun.

LUCIEN GEORGE.

Asie

CHINE : selon le porte-parole du gouvernement

M. Zhao Ziyang est « libre » de ses mouvements

PEKIN
de notre correspondant

Les autorités chinoises se sont efforcées, au cours du week-end, de donner l'image d'un pouvoir raisonnable quoique décidé à rester ferme. C'est en particulier le sens d'une « révélation » faite par le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Min, concernant l'ancien secrétaire général du parti communiste M. Zhao Ziyang limogé durant la crise du printemps : à l'en croire, M. Zhao « est libre », il vit à Pékin, perçoit toujours les mêmes émoluments et jouit des mêmes avantages matériels que lorsqu'il dirigeait le parti.

Quelle que soit la valeur qu'on y attache, cette précision sur la nature de la disgrâce de M. Zhao témoigne d'un certain adoucissement de ton à son égard : « jusqu'à présent », on ne lui reproche que des agissements tombant dans la catégorie des affaires « internes au parti », qui ne sont, en principe, pas passibles de poursuites en justice.

Les déclarations du porte-parole ont été faites à une délégation d'un journal économique japonais, le *Sangyo Keizai Shimbun*, et ont été publiées par la presse de Pékin lundi, ce qui leur confère un poids particulier.

Pas de levée de la loi martiale

Cette intervention modérée de la part d'un homme proche de M. Li Peng coïncide avec le retour de M. Deng Xiaoping devant les caméras de télévision et cadre avec le ton rassurant que le vieux dirigeant a voulu donner à ses propos. M. Deng a assuré, samedi, à un visiteur (Le Monde daté 17-18 septembre) que, « malgré les troubles, la nouvelle direction adhère aux politiques de réforme et d'ouverture suivies depuis dix ans, maintiendra la stabilité et l'unité, se conformera au principe consistant à concentrer son attention sur la tâche centrale qu'est la construction économique tout en respectant les quatre prin-

cipes fondamentaux [du socialisme] ».

Le vieux dirigeant, qui passe pour avoir pesé de tout son poids afin que le pouvoir modère ses critiques à l'encontre de M. Zhao, a expliqué la crise du printemps par le fait que « certains camarades s'étaient entièrement plongés dans leur tâche spécifique sans porter suffisamment attention aux développements idéologiques et politiques, et ont manqué de vigilance devant la gravité de la corruption, adoptant pour combattre cette dernière des mesures inefficaces ». Le propos est visiblement destiné à M. Zhao, mais n'est pas chargé d'une excessive sévérité. M. Deng s'est dit confiant dans la capacité de la direction à « tenir compte des leçons de ces troubles et à lutter contre la corruption de manière à édifier une administration propre », grâce à quoi « la Chine avancera de façon plus stable, plus équilibrée et à enjambées plus grandes » dans la voie du développement.

Plus encore que ces déclarations sans surprise, ce sont les rumeurs ayant couru depuis trois mois sur son état physique qui rendaient le retour de M. Deng important. Tout le monde, son visiteur en particulier, le juge « en excellente santé ». Brouzé, M. Deng a assuré avoir nagé dans la mer au cours de l'été, « car je n'aime pas les piscines couvertes », n'avait pas l'air d'hésiter trop dans son élocution, à en juger par les extraits de la rencontre diffusés à la télévision. Sa main ne tremblait pas excessivement.

On se demande toujours, dans ces conditions, quelle est l'étendue exacte de son influence dans la gestion quotidienne, compte tenu des volontés exprimées par le premier ministre dimanche. M. Li, selon des sources japonaises, a exclu toute levée prochaine de la loi martiale à Pékin, concession que lui demandait son interlocuteur, arguant au contraire de ce qu'elle était indispensable en raison de la présence en ville de « certaines » d'armes volées par les émeutiers à l'armée durant la répression militaire de juin.

FRANCIS DERON.

AFGHANISTAN : le retour en France de Xavier Lemire

« J'essaierai de trouver une mission plus calme »

NEW-DELHI
de notre correspondant

Arrêté le 14 août, le kinésithérapeute français Xavier Lemire, de l'organisation Handicap International, a été libéré le 14 septembre. Entre-temps, il a subi « trois à cinq heures d'interrogatoires par jour », toujours par la même personne, une sorte de « magistrat » (en réalité, probablement un responsable du Khat, les services secrets afghans). Il lui posait des questions sans fin pour tenter de débusquer l'espion derrière cet individu, à l'évidence loquace, aux yeux du pouvoir, qui a choisi d'entrer en Afghanistan pour aller relever d'autres camarades dans la province de Hélat, où fonctionnait un atelier d'orthopédie.

Pendant trente jours, il explique sa « vocation humanitaire » et le rôle de Handicap International et, pendant trente nuits, revivait ces moments tragiques : « Après une heure de route, au détour d'une dune, nous avons brusquement aperçu une colonne importante d'une douzaine de véhicules. J'ai dit à Vincent (Vincent Gernigon) : « Hé... plonge-toi ». Je me suis recroquevillé dans le canon, et la fusillade a aussitôt commencé. Cela a duré quinze à vingt minutes. Malheureusement, Vincent a été touché, tué sur le coup ».

Xavier Lemire, qui a effectué une halte samedi 16 septembre au soir à New-Delhi, avant de rentrer dimanche matin à Paris, est libre, et ses

blessures se cicatrisent. Pour la énième fois, il raconte son histoire, ses vingt-cinq jours à l'hôpital de Kaboul, ses trois jours de prison, et le reste : cet incroyable voyage de plus de deux semaines à travers l'Afghanistan avec un groupe de moudjahidins apparemment mal organisés ; cette attente dans le village de Marja ; la location d'un camion qui finira par s'enliser ; les lissages d'afghans qu'il faudra verser à plusieurs reprises ; l'algarde entre le chauffeur et le chef du groupe et les huit hommes en armes qui montent dans le camion sans y être invités ; le matériel abandonné au milieu du désert, et « plus rien à manger, plus d'eau potable » ; la décision, enfin, de repartir vers la frontière devant la tournure des événements, la recherche d'un guide...

Xavier Lemire, pourtant, n'incrimine personne : « Nous avions choisi le Jamiat (Jamiat-Islami, formation fondamentaliste modérée) parce qu'ils nous donnaient le plus de garanties d'indépendance. Ce n'est pas de leur faute. C'est « un grain de sable » qui a créé une catastrophe, un problème technique ».

Xavier Lemire, trente-deux ans, a accompli de nombreuses missions humanitaires (Thaïlande, Calcutta, Mozambique, Angola et enfin Afghanistan). Il ne remet rien en cause. Il va se reposer. Après ? « J'essaierai de trouver une mission plus calme ».

LAURENT ZECCHINI.

CAMBODGE

M. Hun Sen affirme que « le prince Sihanouk ne reviendra pas à Phnom-Penh »

« Le prince Sihanouk ne reviendra pas à Phnom-Penh car il n'y a pas de solution politique au problème cambodgien », a déclaré, samedi 16 septembre, le premier ministre du régime de Phnom-Penh, M. Hun Sen. « Dans le passé je me suis montré flexible à l'égard du prince, désormais je serai inflexible. Il ne reviendra pas au Cambodge, s'il ajouté. Il était temps pour moi de dire à mon peuple qu'il n'y aura pas de solution politique. » La veille, il avait violemment dénoncé l'alliance entre le prince et les

Khmers rouges, affirmant qu'il ne peut très bien se passer de Sihanouk, qui veut revenir avec les Khmers rouges ».

Ces déclarations faites du chef du régime de Phnom-Penh — qui est attendu cette semaine en visite à Bangkok — interviennent alors que se poursuit la phase finale du retrait des troupes vietnamiennes en présence de 350 journalistes étrangers et que les activités de la résistance s'intensifient. — (AFP, Reuter.)

صلى الله عليه وسلم

Devant ses amis réunis à Gouvilleux M. Michel Delebarre a tenté de retrouver une marge de manœuvre par rapport à M. Jospin

GOUVILLEUX (Oise)
de notre envoyé spécial

M. Michel Delebarre, député du Nord, et le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Védrine, venu témoigner là — comme la semaine précédente chez les Fabius, à Evry — du *milieu* obscur présidentiel.

Pour la plupart, néanmoins, les socialistes réunis par M. Delebarre et Nallet appartenaient à l'ancien courant « B », celui de M. Pierre Mauroy, qui est lui-même venu déjeuner en compagnie de son ancien directeur de cabinet et officiel « damphné ». Depuis la fusion de ce courant avec le « A », c'est-à-dire les mitterrandiens, il y a deux ans — ce que les amis de M. Jean-Pierre Chevènement raillent en parlant du courant « B-A » (« beat »).

M. Mauroy ne se considère plus comme le chef de file d'une tendance, mais comme le dépositaire et le continuateur de la synthèse mitterrandienne.

Libre à M. Delebarre, si cela lui chante, de réunir les anciens « B », tels MM. Georges Frêche, maire de Montpellier, Edmond Hervé, maire de Rennes, Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, Jean-Yves Le Drian, maire de Locminé. Ceux-ci ne sauraient suffire à assurer une base à un prétendant au poste de premier secrétaire.

« Une oasis sur la piste des éléphants »

Une telle réunion, au moins, pour M. Delebarre, l'avantage de rappeler qu'il existe et que son action ne se borne pas à faire figurer sa signature au bas d'un texte à côté de celle de M. Jospin. Le maire de Doullens a tenté de se situer, dans le débat de congrès, en retrait par rapport à MM. Fabius et Jospin. « Je ne crois pas, a-t-il dit, que le rôle du parti en période préparatoire au congrès soit la critique systématique du gouvernement. » Cela était dit pour les jospinistes. « Je ne crois pas, a-t-il ajouté, que la phase préparatoire soit la critique systématique de la direction du parti. » Cela visait les fabusiens.

Pour tenter de se redresser de la mer et pour entretenir son image anticongressiste, M. Delebarre a voulu que la réunion de Gouvilleux soit l'occasion d'une confrontation entre des politiques et des observateurs, ou des intellectuels. Le dîner de samedi a permis aux participants d'entendre le philosophe Michel Serres, venu leur expliquer sa conception d'une politique qui s'efforcerait de répondre aux nouveaux défis posés par les pouvoirs scientifique, administratif et médiatique.

Dimanche, les politiciens Alain Duhamel et Jérôme Jaffré ont tenté, à leur auditoire, un miroir sympathique mais objectif, devant lequel les politiques étaient invités à faire leur examen de conscience.

« Une oasis sur la piste des éléphants », ainsi M. Delebarre a-t-il défini la réunion de Gouvilleux. Les militants présents ont pu se délecter, mais le harcèlement des éléphants (surtout des dirigeants socialistes) se faisait entendre dans le lointain.

PATRICK JARRIEAU.

Les « rénovateurs » communistes veulent se rapprocher du PS

« Comme mouvement politique national, le Mouvement des rénovateurs communistes (MRC) est politiquement hors jeu, et donc inutile. Pour qu'il joue un rôle, il faut qu'il renoue des alliances avec les forces qui comptent. » Ce constat figure dans le rapport présenté, samedi 16 septembre à Paris, par M. Claude Liabres devant l'exécutif (quatorze membres) de son mouvement.

Tout le bilan de son échec européen (0,4 % des voix), le coordinateur national du MRC estime que « la voie de la réforme de la société capitaliste apparaît en définitive comme la seule praticable dans la mesure où elle s'inscrit dans la logique d'une réalisation de l'adhésion explicite de la majorité du peuple ».

Même si l'expression « indépendance-association » avec le PS a été retirée du texte, il n'en demeure pas moins que M. Liabres et certains de ses amis restent favorables à un rapprochement réformiste qui précéderait le relai du « réalisme révolutionnaire ».

Si tous les membres de l'exécutif semblent s'accorder sur la validité de leur tentative hors du PCF ainsi que sur la réalité de l'échec de ce parti en France, ils se séparent, en revanche, sur l'utilisation de leur héritage culturel — être ou ne pas être communiste — et sur leur positionnement politique.

Une prochaine scission paraît écartée : un conseil national est prévu en octobre et un congrès en décembre, mais il est sûr que certains responsables du MRC ne sa-

ront pas M. Liabres et ses amis dans la voie du rapprochement avec le Parti socialiste, dont la première étape est, d'ores et déjà, une reconnaissance de l'appartenance à la majorité présidentielle.

En l'état actuel, les quatorze membres de la direction sont, grosso modo, partagés en trois groupes non homogènes. Les « indécis » balancent entre les « droitiens », pro-socialistes et les « gauchistes », fidèles au concept communiste. Parmi ces derniers, certains envisagent de cesser le militantisme politique traditionnel pour se consacrer à la « réflexion ».

O. B.

« Visite de M. Marchais en URSS du 21 au 27 septembre. » Le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, séjournera en Union soviétique du 21 au 27 septembre et s'entretiendra avec M. Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du PCUS, vendredi 22 septembre. L'honneur du 18 septembre précède que M. Marchais sera accompagné par M. Maurice Grunet, membre du secrétariat du comité central, chargé de la politique extérieure, par M. Alain Bocquet, membre du comité central et premier secrétaire de la fédération du PCF du Nord, et par M. Jean-François Gau, membre du comité central et secrétaire politique de M. Marchais. Le secrétaire général avait été invité à se rendre en URSS par M. Gorbatchev, lors de la visite du dirigeant soviétique à Paris, le 5 juillet.

Afin de vérifier l'efficacité ou l'opportunité des mesures entreprises

Un rapport au premier ministre définit les modes d'évaluation des décisions publiques

M. Patrick Viveret vient de remettre au premier ministre le rapport que celui-ci lui avait demandé sur la mise en place de procédures et de dispositifs d'évaluation des politiques publiques. Parallèlement, la commission d'évaluation et de suivi du revenu minimum d'insertion (RMI), première application des idées de M. Viveret, a été officiellement installée le 14 septembre.

En-dehors du contrôle des actions de l'Etat, tel qu'il est pratiqué par

la Cour des comptes, l'objectif de l'évaluation serait de vérifier l'efficacité ou l'opportunité des mesures entreprises. Mais son jeu est également plus large, ainsi que l'explique l'auteur du rapport dans l'introduction qu'il nous a accordée.

En toile de fond, il s'agit de « moderniser les outils de l'intelligence politique », selon l'expression de M. Michel Rocard, pour entreprendre la rénovation de l'Etat et de la fonction publique, rendre encore plus nécessaire par les nouvelles exigences de la concurrence internationale.

M. Viveret, analyste fin et intellectuel brillant, est proche de M. Rocard depuis les années 1970, époque à laquelle il était membre du bureau national du P.S.U. Il a, pendant plusieurs années, animé la revue du courant rocardien au sein du P.S. « Faire », aujourd'hui disparue. Il avait créé un « observatoire de la décision publique » avant d'être nommé, par le gouvernement constitué au printemps 1988, dans l'équipe du Commissariat au plan.

« La compétition économique suppose une amélioration du fonctionnement démocratique »

nous déclare M. Patrick Viveret

« Votre rapport conduit à la nécessité d'organiser les méthodes d'évaluation des politiques et des actions publiques pour juger si elles sont ou non bien fondées. Quelles sont les raisons qui rendent cet examen nécessaire ? »

« Il faut d'abord partir de l'analyse que fait le premier ministre. Il s'agit de la façon de gouverner des sociétés complexes alors que, dans ces sociétés, le pouvoir de l'expertise ou du savoir devient déterminant. Vient ensuite la toute première circulaire de Michel Rocard à ses ministres, destinée à lutter contre une certaine dégradation de la vie politique, y compris gouvernementale, et la pratique des effets d'annonce. »

« Cela s'insère en outre dans un ensemble plus général de comparaison avec l'étranger. De plus en plus, la concurrence économique se joue autant sur la qualité des systèmes publics que sur les critères de compétition économique classique. La réforme de l'administration, la rénovation des services publics, la modernisation de l'Etat, etc., deviennent des éléments déterminants. »

« Nous ne sommes pas dans une troisième révolution industrielle, dans une société prioritairement structurée par l'industrie, mais dans une société progressivement dominée par l'information. L'intelligence est la matière première centrale de la production de richesse. La différence se fait là, aujourd'hui. Dès lors, la démocratie devient non seulement une exigence politique et éthique, mais également un gisement de productivité de l'intelligence. »

« Vous voulez donc offrir les moyens d'une amélioration de l'Etat ? »

« L'évaluation élargit un débat et redonne une grande importance au rôle du Parlement. Cela lui permet d'intervenir avec autorité et lui fournit l'occasion d'accéder à toutes les ressources en information ou en

expertise, qui sont souvent monopolisées par les décideurs. Pour cette raison, le pluralisme de l'évaluation est lui-même lié au pluralisme de l'expertise. »

« Serait-ce un moyen pour mieux exercer un contre-pouvoir ? »

« D'une certaine façon. Il s'agit de faire aboutir pleinement l'Etat de droit en France. Non seulement sous sa forme traditionnelle, parce que la pleine indépendance et la pleine séparation des pouvoirs ne sont pas complètement respectées, mais aussi parce que la nouvelle source des pouvoirs, dans les sociétés développées, réside justement dans l'expertise, le savoir et l'information. Il n'y a pas de véritable équilibre des pouvoirs, et l'évaluation offre l'occasion d'y parvenir. »

« Il y a donc un lien entre la capacité d'évaluer et l'amélioration de la vie démocratique ? »

« Tous les systèmes d'organisation du conflit politique étaient construits sur de grandes passions politiques. Maintenant, ils se trouvent inadéquats à la délibération et au choix dans des sociétés qui, pacifiées par les grands choix de sociétés, auraient par conséquent besoin de débattre sur des politiques publiques précises, y compris avec des conséquences lourdes. Ce sont les applications ou les actions concrètes du quotidien qui doivent être jugées. »

« Quand, par exemple, le rapport Andrieux sur les dysfonctionnements du système scolaire en chiffre le coût à près de 100 milliards de francs annuels, voilà un type d'information qui permet à des groupes de citoyens d'intervenir parce qu'ils disposent d'informations. Quand l'ancien directeur des hôpitaux souligne un des problèmes majeurs de la politique hospitalière en expliquant qu'il y a près de deux tiers de la population de l'hôpital qui ne sont pas là pour se faire soigner, on y voit plus clair. La vieille

fonction de rélegation qu'évoquait Michel Foucault existe toujours et entraîne une inadéquation totale de notre système de santé. »

« Sur la politique de l'éducation, sur la politique de la santé — et on pourrait dire la même chose sur l'urbanisme, — cela prouve qu'il y a des choix importants qui sont faits, qui engagent des sommes considérables, la vie de millions de personnes, alors que les outils démocratiques pour débattre de ces choix, pour former un jugement des citoyens, sont aujourd'hui très insuffisants. »

Trois types d'intervention

« L'équipement nucléaire EDF en la matière de l'énergie nucléaire est un exemple de ce que l'on appelle une intervention. Comment cela se serait-il passé ? »

« En amont, il y aurait eu un pluralisme. Les forces sociales ou économiques qui émettent un diagnostic différent sur les besoins en énergie et les propositions — je pense en particulier à la CFDT dans les années 70 — auraient été consultées et auraient eu droit à la parole au même titre que le CEA, EDF, et les grands corps techniques des mines ou des ponts et chaussées. »

« Ce qui conduit à une première conclusion. Comme il se trouve que ces diagnostics ont été au total davantage confirmés par la réalité que les autres, on aurait pu — à partir d'un véritable débat public facilité par une contre-expertise qui permettrait également au Parlement de se faire une opinion plus formée, — avoir d'autres choix et peut-être éviter le surdimensionnement actuel. On alors, on aurait pu avoir le même choix, mais qui aurait été pris en pleine conscience, pour des raisons d'indépendance stratégique ou de puissance. On n'aurait pas fait semblant de croire qu'en plus cela correspondait à une réalité économique. »

« Quels sont les sujets actuels qui se prêtent à l'évaluation ? »

« J'ai proposé trois types d'intervention. D'une part, les évaluations qui portent sur des mesures nouvelles. On introduit un mécanisme comparable à celui qui a été adopté pour l'évaluation du revenu minimum d'insertion. Au moment où la décision est prise et la loi votée, on met en œuvre de façon concomitante un mécanisme pour

avoir un élément de référence sur la situation avant et après qui permet d'apprécier les effets de la politique. Dans cette catégorie, on a l'embarras du choix, entre toutes les nouvelles mesures prises en matière de lutte pour l'environnement, pour la prévention du sida et pour le crédit-formation. »

« Ensuite, un deuxième groupe serait constitué des grands programmes techniques puisque, en général, énormément d'argent public leur est consacré. Comme ils sont très souvent conduits en France sous un monopole de l'expertise des grands corps techniques, il est difficile de juger de leur efficacité réelle. Citons les exemples récents du plan câble ou du plan informatique pour tous. A chaque fois, des sommes énormes ont été engagées, il y a eu de grandes proclamations, et il serait très important d'y regarder de plus près, ensuite, y compris pour réajuster des stratégies. »

« Le troisième grand créneau visé par les grandes politiques publiques qui sont conduites depuis une quinzaine ou une vingtaine d'années. L'exemple des politiques d'emploi vient tout de suite à l'esprit. En raison de l'accumulation des politiques successives des différents gouvernements, voire internes à un même gouvernement, il est tout à fait essentiel de savoir ce que, au fond, cela a donné. En plus, cela dépasse le débat puisqu'il ne s'agit pas de juger tel ou tel mais de regarder dans la durée si, dans ce qui a été fait pour l'emploi des jeunes, pour les chômeurs de longue durée, il n'y a pas eu d'effets pervers, dysfonctionnement ou contradictions. »

« Mieux informés, les citoyens ne s'opposeraient plus, ou pourraient être moins emportés dans leurs jugements... »

Propos recueillis par
ALAIN LERAUDE.

Offrir les moyens du pluralisme

Dans la lettre d'accompagnement de son rapport, M. Patrick Viveret souligne que « passer d'une culture exclusivement centrée sur le contrôle à une culture d'évaluation, ne plus considérer les citoyens comme des assés-jurés mais comme des acteurs de plein droit de la rénovation des services publics et pour la carte d'une mobilisation de l'intelligence des agents publics plutôt que celle de l'obéissance des fonctionnaires est une entreprise de longue haleine. »

Pour ce faire, il propose que l'évaluation des actions publiques respecte les exigences d'indépendance, de rigueur, de pluralisme et de transparence, avec des modes de fonctionnement qui seraient distincts des organismes actuellement chargés du contrôle, c'est-à-dire les grands corps de l'Etat ou la Cour des comptes. Afin de contourner le « monopole de l'expertise ministérielle », il conviendrait de favoriser le pluralisme en multipliant les « pôles » de demande d'évaluation, y compris par la possibilité de saisir par les citoyens eux-mêmes, et les « pôles » de l'Etat, tout en faisant appel à des cabinets d'étude privés.

Deux niveaux de déclenchement de la demande pourraient coexister. Un « conseil interministériel de l'évaluation » (CIME), rattaché au Commissariat géo-

ral du Plan, qui serait animé par le gouvernement. Un « conseil national de l'évaluation » (CNE), autorité administrative indépendante qui serait un organisme public capable d'intervenir de son propre chef, ou à l'appel de tel ou tel groupe constitué. Dans ce schéma, le Parlement et le Conseil économique et social seraient appelés à jouer un grand rôle, tant pour la demande que pour l'offre d'évaluation.

M. Viveret préconise la constitution d'un « conseil scientifique de l'évaluation » (CSE), pour s'assurer de la qualité des études et veiller à la déontologie, ainsi que la création d'un « fonds national de l'évaluation » (FNE) chargé de donner les moyens nécessaires à la demande publique d'évaluation, tous deux communs à ces organismes.

L'ensemble du dispositif devrait pouvoir fonctionner pendant toute la durée du X^e Plan et serait alors soumis, lui-même à une évaluation, sous forme de bilan. D'ores et déjà, la commission d'évaluation du RMI, à l'œuvre depuis le 14 septembre, et qui doit rendre son rapport en 1992, préfigure ce que pourrait être ce nouvel outil, utilisé pour accompagner une mesure, le cas échéant, et pour en apprécier l'efficacité.

A. L.

**LE PLAN
POUR L'AVENIR**

Secrétariat d'Etat
auprès
du Premier Ministre
chargé du Plan

Les 12 rapports de commissions
et de groupes du X^e Plan
sont également publiés par
la Documentation Française.

102 pages, 75 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tel. 1. 40.15.70.00.

Politique

Une élection cantonale...

LOIRET : canton d'Outarville (1^{er} tour)
Inscr., 5 693 ; vot., 3 368 ; abst. 40,83 % ; suffr. expr., 3 231.
MM. Pierre Bonnia, RPR, n. de Grenville-en-Beauce, 1 760 voix (54,47 %), élu ; Jean-Pierre Crosseau, div. d., 1 083 (33,31 %) ; Gérard Couvret, PC, 388 (12 %).

M. Bonnia a été élu, dès le premier tour de cette élection partielle organisée à la suite du décès, en août, de Pierre Mondine (RPR), conseiller général depuis 1982. Avec 54,47 % des

suffrages, le candidat du RPR, qui bénéficiait du soutien de M. Kéber Malécot (UDF), président de l'Assemblée départementale, ne retrouve toutefois pas le score enregistré par Pierre Mondine en 1988 (56,36 %). Stable en voix, le représentant du PC a progressé de plus d'un point en pourcentage.

Au premier tour de l'élection de 1988, Pierre Mondine avait été élu avec 1 998 voix (56,36 %), contre 1 165 (32,86 %) à M. Crosseau, div. d., et 382 (10,77 %) à M. Couvret, PC. Il y avait eu 3 015 suffrages exprimés, 3 681 votants (34,82 %) et 5 648 électeurs inscrits.

...et deux municipales

INDRE-ET-LOIRE : Descartes (1^{er} tour)
Inscr., 3 246 ; vot., 2 465 ; abst. 24,06 % ; suffr. expr., 2 383. Liste PS conduite par M. Serge Petit, c.g., 1 259 voix (52,83 %), 21 élus ; liste divers droite conduite par M. Gaston Hervier, 907 (38,06 %), 5 élus ; liste PC conduite par M. Alban Chertier, 217 (9,10 %), 1 élu.

Le tribunal administratif de Tours avait annulé, le 1^{er} juin, les élections de cette commune, en raison de l'existence de procédures judiciaires de nature à altérer les résultats. Seize voix supplémentaires, en effet, la liste socialiste, arrivée en tête, de la liste de droite.

M. Petit, qui a préféré s'en remettre aux électeurs plutôt que de faire appel de cette annulation, a réalisé une bonne opération puisque sa liste l'emporte, cette fois-ci, dès le premier tour en gagnant un siège supplémentaire.

Le remplacement de l'ancien tête de liste de droite par M. Hervier, de sensibilité centre gauche, n'a, en revanche, pas empêché cette liste d'abandonner plus de 5 points d'un scrutin à l'autre. De même, la liste communiste perd près de 8 points, obtenant 9,10 % des voix contre 16,71 % en mars.

Au premier tour des élections de mars dernier, les résultats avaient été les suivants : inscr., 3 268 ; vot., 2 540 ; abst., 22,27 % ; suffr. expr., 2 441. Liste PS conduite par M. Petit, 970 voix (39,73 %) ; liste divers droite conduite par M. Barbot, 1 063 (43,54 %) ; liste PC conduite par M. Chertier, 408 (16,71 %). Au second tour, la liste socialiste avait été élue avec 1 182 voix (44,89 %) et 20

élus, contre 1 166 voix (44,26 %) et 6 élus à la liste de droite, et 285 voix (10,82 %) et un élu à la liste communiste. Il y avait eu 2 633 suffrages exprimés, 2 684 votants (abst., 17,87 %) et 3 268 électeurs inscrits.

LA RÉUNION : Saint-Pierre (1^{er} tour)
Inscr., 31 984 ; vot., 26 329 ; abst., 17,68 % ; suffr. expr., 25 265. Liste PCR conduite par M. Elie Hoarau, d., 13 082 voix (50,38 %), 34 élus ; liste RPR conduite par M. André Maurice Pihoué, 12 063 voix (46,45 %) ; liste PS conduite par M. Ismaël Daoudjee, 820 (3,15 %).

[Sept mois après s'être autoproclamé élu, au soir du premier tour des élections municipales, M. Hoarau a remporté, dès le premier tour, cette élection communale. Le Conseil d'Etat avait confirmé l'annulation par le tribunal administratif de Saint-Denis de cette élection après que M. Hoarau ait unilatéralement décidé de considérer comme nulles les listes cinq cents voix recueillies par deux listes minoritaires lui permettant ainsi de se proclamer élu.

En dépit du soutien apporté par MM. Jean-Paul Virapoulle et André Thien Ah Koon, députés centristes, la liste Pihoué n'a pas réussi à ramener Saint-Pierre dans le camp de la droite. Au premier tour de l'élection de mars, les résultats étaient les suivants : inscr., 26 453 ; vot., 25 179 ; abst., 21,10 % ; suffr. expr., 24 537. Liste PCR conduite par M. Hoarau, 11 578 voix (47,18 %) ; liste RPR conduite par M. Pihoué, 11 545 (47,05 %) ; liste div. conduite par M. Passiny, 733 (2,98 %) ; liste div. g. conduite par M. Desmazière, 681 (2,77 %).

Les Verts préparent leur congrès de Marseille

Au cours de leur conseil national interrégional (CNIR) qui s'est tenu à Paris, samedi 16 et dimanche 17 septembre, les Verts ont désigné deux nouveaux porte-parole pour remplacer les trois précédents titulaires, dont M. Antoine Waechter, qui sont devenus députés européens, et M. François Berthoin, qui a donné sa démission. Il s'agit de M. Christian Brodhag, ingénieur de Saint-Etienne, et de M^{me} Françoise

Holtz-Bonneau, universitaire de Lyon.

Les Verts, qui tiendront une assemblée générale en novembre à Marseille, doivent adapter leurs structures et leur mode de fonctionnement à l'évolution de leur mouvement, qui a provoqué une vague d'adhésions. Des propositions ont été avancées lors de la réunion du CNIR afin de trouver un moyen terme entre l'assemblée générale annuelle à forte connotation basiste et l'éventuel congrès considéré, par le fait de la délégation de leur mouvement démocratique mais peut-être plus facile à gérer. Le mouvement écologiste s'est aussi penché sur le rôle dévolu à ses élus européens (huit députés et autant de suppléants). Certains redoutent qu'ils ne deviennent des « professionnels de la politique » mais nombreux sont ceux qui les considèrent comme la « vitrine » des Verts.

Dans le *Figaro* du 18 septembre, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, déclare que le parti vert est « pour l'instant un vrai bouillon de culture, il y a de tout. Une droite nouvelle, une gauche nouvelle, un nouveau centre. Beaucoup de gauchistes archaïques, pas d'écologistes réalistes, pas mal d'ayatollahs délirants ».

M. Lalonde estime que « l'écologie ne s'inscrit pas dans le schéma droite-gauche. L'écologie est une nouvelle époque de la politique ».

EN BREF

● M. Giscard d'Estaing fait l'union en Auvergne. — Au lendemain de la réponse positive apportée, vendredi 15 septembre, par M. Giscard d'Estaing à M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui souhaitait la création d'un conseil supérieur de l'opposition, la région Auvergne s'est dotée d'une structure allant dans ce sens. C'est la première région à prendre une telle initiative.

Le Comité de l'union pour l'Auvergne a mis en place un bureau exécutif dont le président d'honneur est M. Valéry Giscard d'Estaing.

● M. Méhaignerie : expérimentation. — Invité, dimanche 17 septembre, du *Grand oral* Liberté-Pacifique FM, M. Pierre Méhaignerie a déclaré qu'il continue à s'interroger sur la constitution d'un grand parti unique de l'opposition. « Pour le moment, je n'ai rien dit, je ne dis pas non. Je veux expérimenter. Et si l'expérimentation des prochains mois me montre que cette voie est meilleure pour le pays, alors nous l'examinerons. Mais je ne veux pas aller sans perdre les convictions de ceux qui nous font confiance. » Le président du CDS a admis par ailleurs « partager globalement ce que dit Michel Rocard », mais que le « fort » de celui-ci « est d'être soutenu par un parti qui dans sa globalité ne partage pas sa vision de l'avenir ».

● PRÉCISION. — M. Epifanio Franchi, dont le nom était cité dans un article sur l'organisation autonome, par rapport au PCF, des communistes italiens résidents en France (*le Monde* du 17-18 septembre), nous prie de préciser qu'il n'a jamais été « permanent » du parti français.

● RECTIFICATIF. — M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et victimes de guerre, s'est exprimé, jeudi 14 septembre, à Clermont-Ferrand, devant le trente-huitième congrès de la Fédération des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Maroc, Tunisie (FNCPG-CATM), dont le président est M. Georges Lapetier, et non devant le congrès de la FNAAC, comme indiqué dans *le Monde* du 16 septembre.

L'avenir du secteur audiovisuel public
Rapport du Gouvernement au Parlement
Rapport des Commissions de concertation

UN DÉBAT D'ACTUALITÉ

Service Juridique et Technique de l'Information
Rapport du Gouvernement au Parlement
Rapport des Commissions de concertation

250 pages, 115 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tel. (1) 40.15.70.00

Défense

La commémoration de la bataille de Valmy

« Les armes ne valent que par ceux qui les servent »
déclare M. MitterrandVALMY (Marne)
de notre envoyé spécial

Ce jour-là, le 20 septembre 1792, il pleuvait sur la bête de Valmy lorsque le maréchal Kellermann cria « Vive la nation ! » pour entraîner les Français à boutter hors de la Marne les troupes prussiennes du duc de Brunswick. Pour célébrer, avec trois ans d'avance, le bicentenaire de la bataille de Valmy, M. François Mitterrand n'eut pas droit à la pluie, mais au ciel lourd de nuages de la Champagne. Le chef de l'Etat, « chef des armées » a-t-il tenu à rappeler, est venu, samedi 16 septembre au soir, d'après-midi, « tirer les leçons de l'Histoire » au pied du moulin où le général Dumouriez avait, dit-on, installé son poste d'observation.

En compagnie de deux mille invités et escorté de nombreux membres du gouvernement derrière le premier ministre, M. Mitterrand a assisté au spectacle *Naissance d'une nation* monté par Patrick Bouchain, avec l'aide des armées et un budget avoué officiellement de 15 millions de francs.

« Le service national doit être amélioré »

Un parcours-spectacle, doit-on dire (*le Monde* du 17-18 septembre). Un chemin ponctué de douze stations pour commémorer des batailles ou des combats populaires, plus ou moins appréciés, comme la station Potemkine des marins présents à Valmy, pour lesquels c'est, d'abord, un hommage rendu à l'indiscipline d'un équipage. Puis, la « lecture active du paysage », là même où eut lieu l'affrontement avec les Prussiens, c'est-à-dire un spectacle stylisé, intellectualisé et, sans doute, un peu froid à force de dépouillement, avec quelques pétards et fusées pour marquer la canonade et avec l'envoie en maillette de vingt antiques hélicoptères Alouette pour symboliser l'adversaire.

Dans son allocution sur le front des troupes, le président de la Répu-

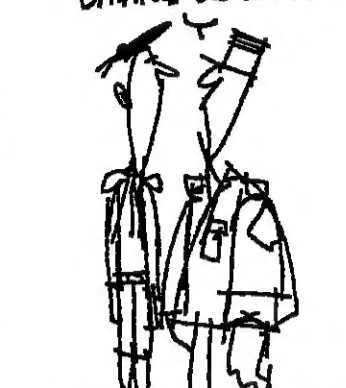
blique a cru pouvoir tirer trois leçons.

Première leçon. « La France qui l'a emporté à Valmy, a dit M. Mitterrand, est une nation capable à l'heure des dangers de rassembler les siens (...). Ce sont « les soldats libres », dira d'eux Servan, le ministre de la guerre, qui les félicitera après la victoire. Et Jaurès, plus tard, vantera l'« énergie radiante » que produit l'alliance des forces traditionnelles et des forces révolutionnaires. »

Deuxième leçon. « L'expérience des troupes de métier et l'ardeur des levées citoyennes, sur fond de mobilisation patriotique, ont fait la qualité de l'armée de Valmy. L'armée républicaine est l'héritière de cette complémentarité. » Après avoir rappelé la loi Jourdan de 1798, M. Mitterrand a ajouté : « Telles sont toujours la signification et la justification de notre service national. Celui-ci peut et doit être amélioré, diversifié, modifié afin que soit mieux garanti son caractère universel et égalitaire, mieux démontrée son utilité (...). Demain, je crois que la nature solitaire de la décision nucléaire, la technologie complexe des armements, ni l'indispensable spécialisation des hommes, ne sauraient remplacer l'effort collectif hors duquel la défense nationale perdrait son véritable sens. »

Troisième leçon. « Pour rester souveraine, la nation doit être forte, a expliqué le chef de l'Etat. Le vide des armes appelle l'ingénierie existentielle, et les droits auxquels nous sommes accoutumés, les libertés qui nous paraissent aller de soi, sont d'autant mieux assurés qu'on nous sait défendre. Telle est bien la règle qui nous inspire alors que la France, l'un des cinq pays du monde à posséder l'arme nucléaire, dispose à la fois d'une stratégie autonome et d'une alliance défensive non point pour faire la guerre, mais pour empêcher tout en développant une diplomatie qui, par le dialogue,

JÉRÔME DÉROCHER
UN PETIT RÔLE DANS LA
BATAILLE DE VERDUN



cherche à réduire les tensions et à privilégier le désarmement lorsque celui-ci réduit les arsenaux surabondants et préserve les équilibres (...). Détermination morale et puissance de combat ne cessent d'être le gage de la paix, qui demeure l'objectif suprême et constant de notre peuple. »

« L'exceptionnelle qualité de notre armée »

M. Mitterrand a ensuite, sans faire la moindre référence à la fronde épistolaire dont des cadres d'active ont été les acteurs durant l'été, évoqué longuement les problèmes actuels de la condition des militaires.

« La République sait ce qu'elle doit à son armée. J'en connais l'exceptionnelle qualité. Elle l'a montrée récemment encore au Tchad, au Liban, dans toutes les missions que je lui ai confiées, a déclaré le chef de l'Etat. La République sait aussi que les armes ne valent que par ceux qui les servent à quelque poste qu'ils occupent. Le

métier de soldat commande à ceux qui le choisissent des devoirs élevés. En regard, les responsables de l'Etat et le pays, dont ils tiennent leurs missions, ont pour obligation d'assurer les conditions matérielles et morales nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches. C'est ce que j'ai rappelé le 20 juillet dernier (1). Il appartient au gouvernement d'agir en conséquence.

« Citoyens parmi les citoyens, les soldats de l'armée active, loin du confort et de la routine, consacrent leur vie au service de l'intérêt général. Disponibles parce qu'il le faut, conduits à se former sans cesse pour rester aptes à leurs fonctions, les soldats modernes d'un pays démocratique ont la responsabilité paradoxale de se préparer à la guerre afin, le plus souvent, d'éviter au pays d'en connaître le poids et les souffrances. Et, cependant, l'obligation d'excellence persiste. Toujours l'abnégation et la discipline s'imposent. Mais elles ne seront acceptées que si une bonne communication, un dialogue au sein de l'institution militaire et l'adaptation de la condition militaire à son temps entrent dans la préoccupation de chacun, et, par là, dans les mœurs. » « Je le demande à tous, a ajouté M. Mitterrand, et j'entends y veiller. »

« L'armée a autant qu'il lui faut besoin de sentir qu'elle fait corps avec la nation. Elle a droit de compter sur notre attachement aux valeurs qu'elle incarne : ce sont celles de la République. Et la nation doit savoir que son armée est digne d'elle. Chef de l'Etat, chef des armées, ici à Valmy, je dis à nos soldats l'estime et la confiance du peuple français. »

M. Mitterrand a annoncé, en conclusion, qu'il avait accordé à soixante et un régiments d'active ou dérivés, qui ont participé à la bataille de Valmy et qui n'ont pas été dissous depuis, le droit d'inscrire le nom de « Valmy » sur leurs drapeaux ou étendards. Déjà, sept régiments d'artillerie en portent la trace depuis le 3 février 1879, lorsque le *Journal officiel* a entériné des décisions antérieures de Bonaparte, du Second Empire et de la III^e République.

J. L.

Une quatrième leçon de l'Histoire

LES hasards de la célébration du bicentenaire de la Révolution française auront voulu que le chef des armées commémore la bataille de Valmy à un moment où, dans l'institution militaire, on entend, ici ou là, quelques grincements de dents de cadres mécontents de leur sort. M. Mitterrand a eu l'habileté de rappeler à ses ministres, réunis autour de lui à Valmy, qu'il avait été en quelque sorte le premier à encourager, dès le 28 juillet, le gouvernement pour qu'il l'accompagne dans la modernisation des armées, avec l'adoption du plan « Armées 2000 », par une réflexion nouvelle sur la condition militaire. Or, à la même époque, le ministre de la défense, en visite dans une unité de haute montagne dans les Alpes, niait l'existence d'une quelconque crise dans la gendarmerie, ou commençait de circuler des lettres anonymes.

Devant le moulin de Valmy, le président de la République a dérivé trois leçons de l'Histoire, selon sa propre expression. En réalité, n'y aurait-il pas eu une quatrième leçon de l'Histoire immédiate, qui est restée dans le domaine du non-dit ? A savoir

qu'il est temps que le gouvernement et la hiérarchie des armées se mettent à l'ouvrage pour rénover l'institution militaire. Dans l'entourage de M. Jean-Pierre Chevènement, on semblait l'avoir perçu ainsi, en admettant qu'on ait désormais devant soi, avec ce discours, une « bible » de référence pour le travail à accomplir.

Au gouvernement, une « obligation » — et le chef de l'Etat a-t-il eu voix sur ce seul mot — a été fixée : il devra agir en conséquence pour assurer aux cadres « des conditions matérielles et morales » qui compenseront leurs contraintes professionnelles. En direction de la hiérarchie, l'avertissement s'est voulu encore plus solennel : le chef des armées « entend veiller » lui-même au fait que règnent sans retard, dans l'institution de défense, « une bonne communication » et « un dialogue » enfin adaptés à l'air du temps, puisque le

cadre militaire est « un citoyen parmi des citoyens ».

Comptable depuis huit ans de l'état des armées, M. Mitterrand se devait, comme le lui demande le RPR, qui le rend responsable en partie de la crise actuelle, d'intervenir dans le débat. Il l'a fait, en prenant le parti de son ministre de la défense. M. Chevènement se bat sur deux fronts. D'abord contre les ministres en charge des finances de l'Etat, qui tentent d'endiguer une amélioration de la condition militaire dont s'inspirent les autres corporations de la fonction publique. Ensuite contre la hiérarchie et l'encadrement militaire, qui violent d'un mauvais œil tout progrès dans la concertation au sein des armées. Avec le soutien présidentiel, le ministre de la défense devrait se sentir renforcé. En étalant publiquement leurs états d'âme, les cadres militaires ont fait avancer leurs revendications.

JACQUES ISNARD.

La concertation dans les armées

M. Chevènement réunit les chefs militaires

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, devait réunir, lundi 18 septembre, les chefs d'état-major « pour parler de concertation, dialogue au sein de l'institution et revalorisation de la condition militaire ».

« Il faut responsabiliser l'institution, a expliqué M. Chevènement à l'émission télévisée « 7 sur 7 », dimanche 17 septembre à TF1, car il y a des problèmes qui doivent être traités au niveau du gouvernement » et d'autres, tels que les trop grandes contraintes professionnelles, « qui doivent se résoudre au niveau inférieur à celui du ministre ».

Le ministre de la défense s'est prononcé contre la création de syndicats, qui « casseraient la force et l'unité de l'outil militaire » et que, du reste, a-t-il ajouté, personne dans les armées ne lui demande. En revanche, M. Chevènement a rappelé qu'il souhaitait rénover le mode de fonctionnement du Conseil supérieur de la fonction militaire (*le Monde* du 31 août) et des organes de représentativité dans les unités (les présidences de sous-officiers ou d'officiers subalternes). Il s'agit, en particulier, de prévoir un système de désignation qui permettrait de tirer au sort parmi des volontaires les membres du Conseil supérieur et les représentants dans les unités.

Dans quelques semaines, M. Chevènement présentera en conseil des ministres deux communications sur la condition militaire et la rénovation du service national.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration
with an emphasis in international management
A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION
3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cursus équivalent à deux années universitaires

Informations et sélections : European University of America
17125 rue de Chaillet (métro Miroir), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71
Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Tak Ming - Hong Kong, et aux USA : Phil.

Sovac

OS investis pour ne

avec comp

- 0060

le com

J. L.

les com

les com

les com

les com

les com

les com

les com

les com

les com

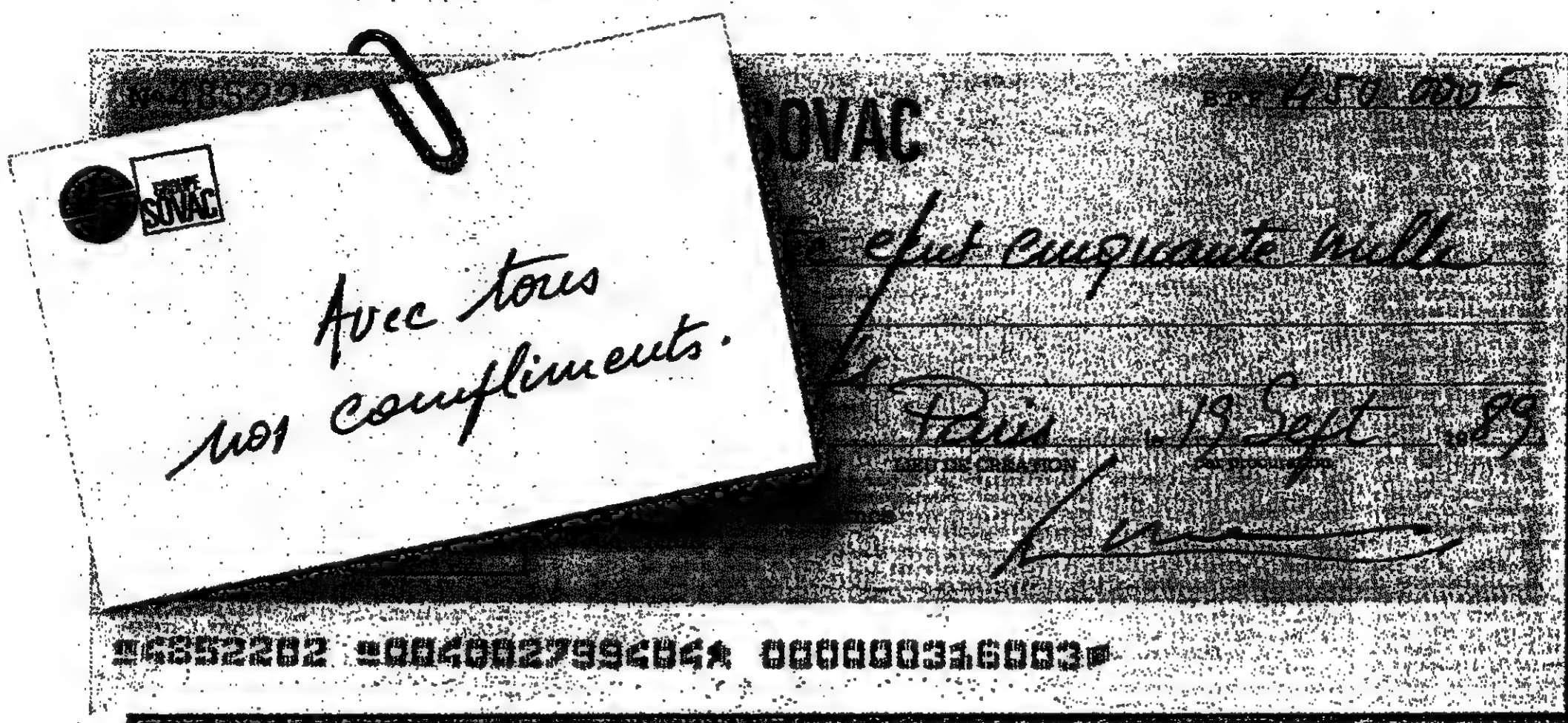
les com

les com

Sovac. NO

صكنا من الاعل

Sovac. Si le financement de vos investissements est une nécessité, pour nous c'est une spécialité.



Au moment où la compétition internationale se durcit, où les techniques évoluent de plus en plus vite et où les hommes requièrent une formation de plus en plus pointue, les entreprises doivent pouvoir investir et compter sur un système de financement souple, fiable, moderne.

Aujourd'hui, avec plus de 35 filiales, Sovac est au premier rang des groupes financiers français spécialisés. Elle intervient dans des domaines aussi diversifiés que le financement de l'immobilier, de l'automobile, des entreprises et des particuliers. Les chiffres globaux du Groupe sont, à cet égard, éloquentes : 3,4 milliards de fonds propres, 464 millions de résultat net d'exploitation, près de 48 milliards d'encours gérés, 2,4 millions

de clients, 2700 collaborateurs. Dans un monde en pleine mutation, Sovac parie sur les hommes, persuadée que la qualité du service est le facteur clé de la réussite et de la compétitivité.

Soutien majeur de l'équipement des ménages et des entreprises, le crédit est à la fois une anticipation de l'épargne et un pari optimiste sur l'avenir. Mais c'est justement en raison de toutes ses qualités qu'il convient de la manier avec précaution, c'est-à-dire avec expertise. Forte de son sérieux, de sa puissance financière, de son expérience, Sovac entend favoriser ainsi la modernité du crédit et la modération de l'endettement. Elle revendique haut et fort toute la spécificité et l'actualité de son métier.



S O V A C . N O T R E M E T I E R : V O U S F I N A N C E R .

Société

La Guadeloupe dévastée par le cyclone « Hugo »

Né, comme la plupart des hurricanes, au large des îles du Cap-Vert, et ayant augmenté de violence pendant sa traversée de l'Atlantique tropical, le cyclone Hugo a balayé la Guadeloupe et ses dépendances au cours de la nuit du 16 au 17 septembre (voir l'article de notre correspondant André Léger, dont la maison a été détruite, a pu nous faire parvenir). Lundi, un premier bilan faisait état de cinq morts et de quatre-vingt-cinq

blessés. « Hugo » a aussi provoqué d'importants dégâts dans les îles de la Dominique, d'Antigua, de Montserrat, de Saint-Martin et de Saint-Kitts. Poursuivant sa course, il devait arriver, dans les premières heures de la matinée du lundi 18 septembre, à Porto-Rico. Dans la soirée du 17 septembre, cinq mille habitants des côtes portoricaines avaient fui ces zones particulièrement

menacées. Le gouverneur a mobilisé deux mille cinq cents gardes nationaux et fermé l'aéroport international de San Juan. L'alerte au cyclone a aussi été lancée aux îles Vierges. La France, comme l'a annoncé dans l'après-midi de dimanche M. Louis le Pensec, ministre des DOM-TOM, a envoyé deux avions avec des sauveteurs et du matériel de secours. Les appareils ont atterri à La Martinique, d'où leur carpien est

acheminée par Transall de l'armée de l'air vers la Guadeloupe, où la piste, encombrée de débris variés, devait être dégagée très tôt dans la matinée de lundi. La Dominique, ancienne colonie britannique située entre la Martinique et la Guadeloupe, a demandé le secours de la France, comme elle l'avait fait en 1979 après le passage du cyclone « David ».

« C'est pire qu'en 1956 »

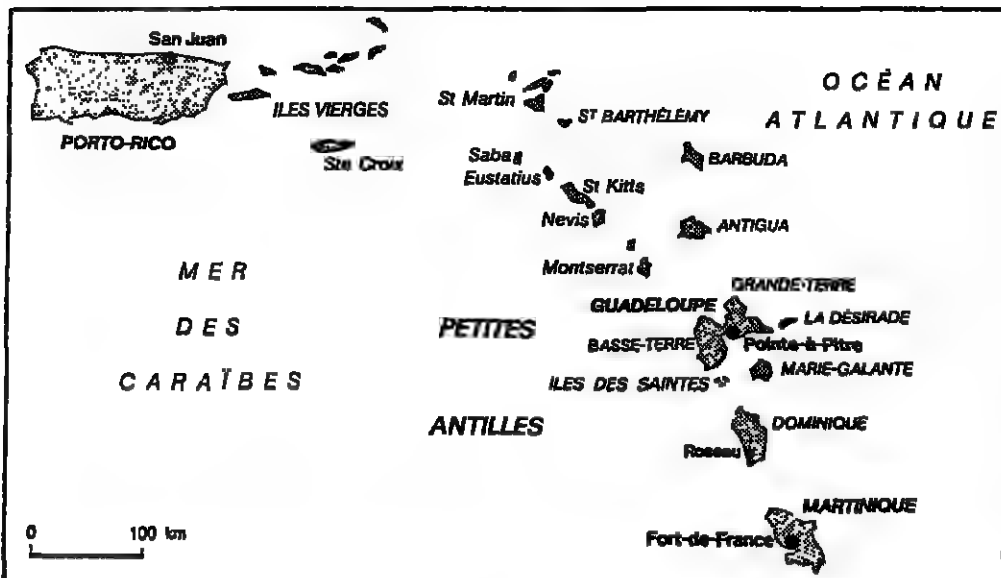
POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

Un paysage de désolation, des sinistres fatals, tous les moyens de communication coupés : tel était le triste aspect de l'agglomération de Pointe-à-Pitre, dimanche 17 septembre, peu avant que l'armée commencent à circuler dans les artères les moins encombrées pour faire une première évaluation des dégâts.

L'œil du cyclone venait de traverser de part en part l'archipel guadeloupéen. Dans les rues, les gens mifolés, mifassés, venaient voir le spectacle dont ils avaient entendu son nom quelques heures auparavant. Pointe-à-Pitre, dimanche, après avoir enregistré pendant la nuit précédente des vents de 220 à 230 km/h, offrait le triste spectacle d'une sous-préfecture sans toit devant laquelle gisaient des carcasses de bateaux victimes de vagues de près de 4 mètres de hauteur. Plus loin, encore armées à la dars, des vedettes de passagers, servant à réclamer plusieurs fois par jour la Guadeloupe à ses dépendances, commencent à sombrer.

Entre Pointe-à-Pitre et la zone industrielle Jarry, qui semble avoir été particulièrement touchée, un petit terrain de huit mètres brève encore les débris, seul au milieu d'une mer déchaînée. D'autres bateaux plus importants ont été propulsés sur la terre ferme, ainsi que des tonnes de matériel d'embarquement. Les cases du bord de mer ne sont qu'amas de tôles, près desquels gisent des troncs ou des palmiers de cocotiers.

Dans les autres communes, le spectacle est tout aussi effrayant. Dans des centres de secours, des femmes se sont réunies avec leurs enfants en bas âge. Certaines d'entre



elles, même, prient... mais il est trop tard. Les fils téléphoniques ou électriques, arrachés, traînent çà et là au beau milieu des routes inondées ou encombrées de troncs d'arbres et de branchages. Ils attestent de la violence des vents qui, toute la nuit, se sont déchaînés sur un axe allant de l'île de la Désirade (1 600 habitants, à 35 kilomètres à l'est de Pointe-à-Pitre) au nord de Basse-Terre. Au total, neuf communes ont été particulièrement touchées, et, dimanche soir, M. Philippe Demester, responsable de la sécurité civile à la préfecture de Basse-Terre, indiquait que le nombre de gens sans abri pourrait se situer entre huit mille et douze mille.

Les nombreuses constructions ont vu leur toit de tôles arraché par le vent. Parfois, la charpente et une

partie de la case ont suivi. Le nombre des sinistres est vraisemblablement sous-évalué et devra être revu à la hausse dans les jours à venir.

Dans les rues, où, autour d'une case effondrée ou d'une voiture écrasée par un arbre, des gens se regroupent, un seul commentaire : « C'est pire qu'en 1956 » (date d'une précédente catastrophe, particulièrement violente). Les plus âgés, eux, se souviennent encore du cyclone de 1928, qui avait pourtant occasionné moins de dégâts matériels que celui-ci.

Toutes les communications radio (y compris celles empruntant le réseau spécialisé Moustique) et téléphoniques ont été interrompues. Elles n'ont pu reprendre — pour les plus heureux des cent mille abonnés que compte ici France-Télécom — que dans la journée du dimanche. Mais

elles étaient très difficiles, voire impossibles. Les sauveteurs (quatre cent cinquante personnes au total, devant arriver lundi dans la matinée à Pointe-à-Pitre (soit l'après-midi, heure de Paris), auront fort à faire avec leurs bâches, leurs tronçonneuses, leurs lits de camp et leurs citernes d'eau. La remise en service des réseaux de distribution d'eau et d'électricité ne se fera pas avant le milieu de la semaine, et encore, pour les plus chanceux.

Dans la nuit de dimanche à lundi, malgré les très fortes pluies, des scènes de pillage de maisons abandonnées étaient signalées à la gendarmerie.

L'addition sera très lourde...

ANDRÉ LÉGER.

Tourbillons et pluies diluviennes

Hugo en 1989 ; Gilbert en 1988 ; Allen en 1980 ; David et Frédéric en 1979. Sans remonter au-delà de dix ans, on comprend que les Antilles et les côtes du golfe du Mexique sont des terres d'élection des hurricanes (lire encadré), ces cyclones tropicaux de la région des Caraïbes.

Les cyclones tropicaux sont des tourbillons de l'atmosphère de 300 kilomètres à 800 kilomètres de diamètre. Ils naissent obligatoirement au-dessus de mers dont la température superficielle est supérieure à 26°C. C'est-à-dire qu'ils se produisent à la fin de l'été ou pendant l'automne, en général entre les 8° et 30° parallèles nord et sud. Ils frappent les côtes orientales des continents et aussi le fond du golfe du Bengale.

Une dépression banale puise une énergie formidable en se déplaçant sur une mer chaude où l'évaporation est fortement très intense. Ce qui explique qu'un arrivant sur une masse continentale, le cyclone, n'étant plus alimenté en énergie, perd très vite sa violence. Au centre du système, la pression baisse considérablement. Plus basse est la pression, plus forts sont les vents qui, à cause de la rotation de la Terre, tournent autour du centre (l'œil) du cyclone dans le sens contraire des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère Nord, dans le sens des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère Sud.

La pression au centre permet de hiérarchiser les cyclones tropicaux en cinq classes (la pression atmosphérique moyenne est de 1013 millibars, soit autant d'hectopascals pour employer les nouvelles unités officielles).

● Classe I : pression égale ou supérieure à 980 mmHg ; vents de 130 kilomètres à l'heure ;

● Classe II : pression de 979 à 965 mmHg ; vents de 150 à 190 kilomètres à l'heure ;

● Classe III : pression de 964 à 945 mmHg ; vents de 200 kilomètres à l'heure ;

● Classe IV : pression de 944 à 920 mmHg ; vents de 200 à 250 kilomètres à l'heure (lors de l'arrivée de Hugo sur la Guadeloupe, la pression était de 923 mmHg) ;

● Classe V : pression inférieure à 920 mmHg ; vents dépassant les 250 kilomètres à l'heure. (Dans le cas du cyclone Gilbert, la pression est descendue à 885 mmHg, un record pour tous les cyclones connus d'Amérique.)

La vitesse des vents décide du nom à donner au phénomène : à moins de 64 kilomètres à l'heure, on a affaire à une « dépression tropicale » ; de 64 à 120 kilomètres à

Hurricane

« Hurricane » est un mot anglais dérivé de l'espagnol « huracan » transcrivant un mot des indiens caribes des Antilles. Certes, le mot français « ouragan » a la même origine. Mais « ouragan » désigne de nos jours une tempête extrêmement violente (de degré 12, maximum de l'échelle de Beaufort) pendant laquelle les vents soufflent à plus de 118 km/h et qui peut se produire n'importe où dans le monde. Le « hurricane », au contraire, désigne quelque chose de très précis : un cyclone tropical de la région des Caraïbes ; tout comme le « typhon » est un cyclone tropical du nord-ouest du Pacifique.

l'heure à une « tempête tropicale » ; au-delà de 120 kilomètres à l'heure, à un « cyclone tropical ».

Il ne faut pas confondre la vitesse des vents et celle du déplacement du système tourbillonnaire, qui est, en général, de l'ordre de 20 à 30 kilomètres à l'heure. Les trajectoires des cyclones tropicaux vont d'abord d'est en ouest. Elles s'infléchissent ensuite vers le nord, puis vers le nord-est dans l'hémisphère Nord et vers le sud, puis le sud-est, dans l'hémisphère Sud. Mais ces trajectoires ne peuvent être prévues avec précision. Pour des raisons tenant, sans doute, à des conditions marines et atmosphériques locales, des cyclones peuvent faire des festons et même des boucles complètes qui les font repasser là où ils ont déjà exercé leurs ravages.

Outre les vents extrêmement violents, les cyclones sont accompagnés de pluies diluviennes : plus de 1 000 millimètres d'eau en vingt-quatre ou quarante-huit heures (à comparer avec les quelques 600 millimètres annuels qui tombent en moyenne à Paris).

Lorsqu'une dépression atmosphérique passe, le niveau de la mer monte d'environ 1 centimètre pour une baisse de la pression atmosphérique de 1 millibar. A cette montée, « barométrique » pourrait-on dire, s'ajoutent éventuellement, sur les côtes, une montée de la mer due à une haute mer de vive eau, une autre due au fait que le vent souffle vers la côte et une troisième liée à la forme des fonds marins proches de la côte. Si tous ces facteurs coïncident, le niveau de la mer peut monter de 7 à 8 mètres, ce qui est évidemment catastrophique sur une côte plate « au ras » de la mer.

YVONNE REBEYROL.

L'aide aux sinistrés

Plusieurs organisations caritatives reçoivent les dons en argent en faveur des sinistrés de Guadeloupe. Mentionner à chaque envoi « cyclone ».

● Secours catholique : CCP Paris 737 G

● Croix-Rouge française : CCP Paris 800 00 Y ou par minitel et carte bleue 3815, code CRF.

● Action d'urgence internationale : CCP Paris 15 820 17 P.

D'autre part, le ministère des DOM-TOM a mis en place une permanence téléphonique ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour renseigner les personnes de métropole sur la situation à la Guadeloupe : 47-83-02-59 ; 47-83-80-89 et 47-83-07-42.

TOXICOMANIE

Selon une étude de l'INSERM

La consommation de drogue chez les adolescents s'est stabilisée

Une étude, réalisée sous l'égide de l'INSERM, montre que depuis quatre ans la consommation de drogue parmi les adolescents s'est stabilisée. Elle ne constitue pas pour autant un phénomène marginal, puisque un jeune sur onze est concerné. Les principaux résultats de cette étude devaient être rendus publics lundi 18 septembre, au cours de l'émission « La marche du siècle » sur Antenne 2.

On ne disposait jusqu'à présent que d'indices tendant à montrer que la consommation de drogues illicites chez les adolescents n'augmentait plus. Une importante étude épidémiologique, réalisée par une équipe de l'unité 169 de l'INSERM, dirigée par M. Choquet et S. Ledoux, confirme cette observation : en France, depuis quatre ans, dans la classe d'âge onze-vingt ans, « le phénomène drogue est limité et semble stabilisé ».

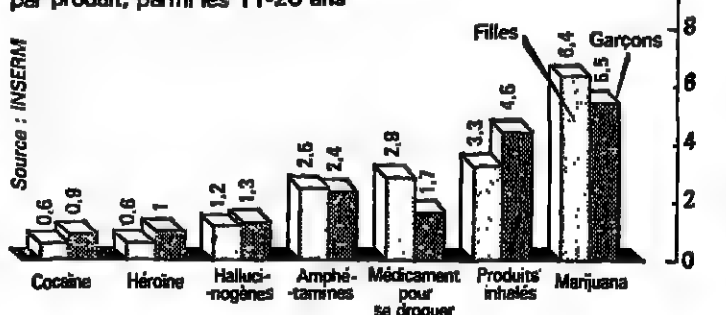
Selon cette enquête, 9 % des adolescents ont, au moins une fois, consommé une drogue illicite. Cette étude permet de dresser une sorte de profil-type du jeune consommateur de drogue. Près de trois mille trois cents élèves des lycées et collèges de la Haute-Marne, principalement situés à Chaumont et à Langres, y ont participé en mars 1988.

Première donnée : la marijuana (ou le haschisch) est le produit le plus consommé (6,4 % des garçons et 5,5 % des filles en ont déjà pris). Parmi les plus jeunes (dix-sept à dix-huit ans), 0,3 % l'ont essayée, la proportion s'élevant à 13 % pour les plus âgés (dix-neuf à vingt ans).

Viennent ensuite les produits à inhaler : 3,3 % des garçons et 4,5 % des filles les ont expérimentés. Ce sont les produits les plus utilisés par les plus jeunes.

Fait relativement nouveau : la prise, de plus en plus importante

consommation de drogues par produit, parmi les 11-20 ans



d'amphétamines, et, plus généralement, de médicaments. 5 % des jeunes de dix-huit ans et plus y ont eu recours au moins une fois. Quant aux drogues dites « dures » (hérodine, cocaïne, hallucinogènes), leur usage reste limité : moins de 2 % de la population scolaire en ont déjà fait l'expérience.

L'expérimentation unique ou répétée est aussi répandue parmi les garçons que parmi les filles : respectivement 9,1 % et 9,8 % ont pris de la drogue au moins une fois, 3,1 % et 2,5 % au moins dix fois.

La consommation de drogue augmente avec l'âge : parmi les douze-treize ans, 2,6 % ont pris, contre 18 % parmi les dix-huit ans et plus. C'est entre la classe de troisième et celle de seconde, c'est-à-dire entre le collège et le lycée, que se produit le « saut » le plus important : 15 % des élèves de seconde et 19 % de ceux de terminale en ont consommé au moins une fois. Ces derniers sont les plus gros consommateurs d'amphétamines, de médicaments pour se droguer et de produits à inhaler (6,4 % des plus âgés en prennent). L'étude montre que « l'expérience de la drogue n'induit pas nécessairement la répétition », puisque environ un expérimentateur sur deux ne renouvelle pas l'expérience. En outre, la polyconsommation n'est pas de règle, deux jeunes sur trois ne

cumulent pas l'essai de plusieurs produits. Différence notable, les filles restent des consommatrices plus modérées que les garçons.

Les enfants des cadres sont plus volontiers consommateurs que ceux d'ouvriers et d'agriculteurs.

La prise de drogues illicites va de pair avec un usage répété de drogues licites, comme le tabac et l'alcool : la moitié des consommateurs plus ou moins réguliers de drogue fument au moins un demi-paquet de cigarettes chaque jour. Le tabagisme est huit fois plus important chez les consommateurs de drogue. De même, la proportion des jeunes qui s'enivrent est dix fois élevée dans le groupe des consommateurs de drogue. L'usage de médicaments, prescrits ou non, est deux fois supérieur parmi les consommateurs de drogue. 35 % d'entre eux ont pris, durant l'année, des médicaments contre la nervosité et 18 % contre l'insomnie.

Violence et échec scolaire

Le fait d'être consommateur de drogue semble lié à une conduite scolaire spécifique. 56 % des consommateurs arrivent souvent en retard, 42 % « échouent » souvent les cours, et 15 % ont déjà été renvoyés de l'école. Certaines conduites « violentes » sont aussi plus fréquentes

chez les consommateurs de drogue, 26 % d'entre eux participent souvent à des bagarres (contre 8 % de non-consommateurs). 8 % ont fait du racket pendant l'année. 12 % ont fait une fugue, et 29 % ont volé dans un lieu public.

La fréquence des conduites déviantes (vol, fugue, violence) et des difficultés scolaires (abandon de scolarité, faible niveau scolaire) caractérise, selon le rapport, « le processus de désinsertion dans lequel s'engagent les consommateurs de drogue. A terme, ce processus peut compromettre leur insertion sociale », poursuivent les auteurs. Ces risques sont aggravés par le fait que les consommateurs de drogue sont également « souvent nerveux » (60 %), déprimés (30 %), et ont fréquemment des idées suicidaires, 18 %. Dans un cas sur trois environ, ils se plaignent du désintérêt de leurs parents (généralment du père).

Cette multiplicité de problèmes permet de tirer ce que les auteurs de

FRANCK NOUCEL.

EN BREF

● Feu vert de la Maison Blanche pour la sonde spatiale au plutonium. — La Maison Blanche a donné son feu vert, vendredi 16 septembre, pour le lancement de la navette Atlantis — prévu pour le 12 octobre — de la sonde Galileo, qui doit explorer Jupiter. Galileo est munie d'un générateur d'électricité au plutonium, et des écologistes américains, qui craignent les conséquences d'une explosion comme celle de la navette Challenger en 1986, ont manifesté dimanche 17 septembre à Cap-Carveral et veulent en empêcher le lancement par voie judiciaire. Depuis les débuts de l'ère spatiale, vingt-deux engins utilisant l'énergie nucléaire — dont les sondes Voyager — ont été lancés par les Etats-Unis. Sur trois accidents, l'un a provoqué une légère

contamination de l'environnement, en avril 1964. — (AFP.)

● Rassemblements antinucléaires dans l'Ouest. — Quatre mille personnes se sont rassemblées, dimanche 17 septembre à Segré (Maine-et-Loire), à l'occasion de la Fête de l'avenir, organisée par les opposants au projet de stockage étudié par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA). D'autre part, un millier de manifestants se sont rassemblés, samedi 16 septembre à Berné (Morbihan), puis ont marché vers le site où la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) s'est vu attribuer un permis de recherche et d'exploitation de mine d'uranium. Les manifestants ont symboliquement dressé un mur de papiers pour « barrer la route à l'uranium ».

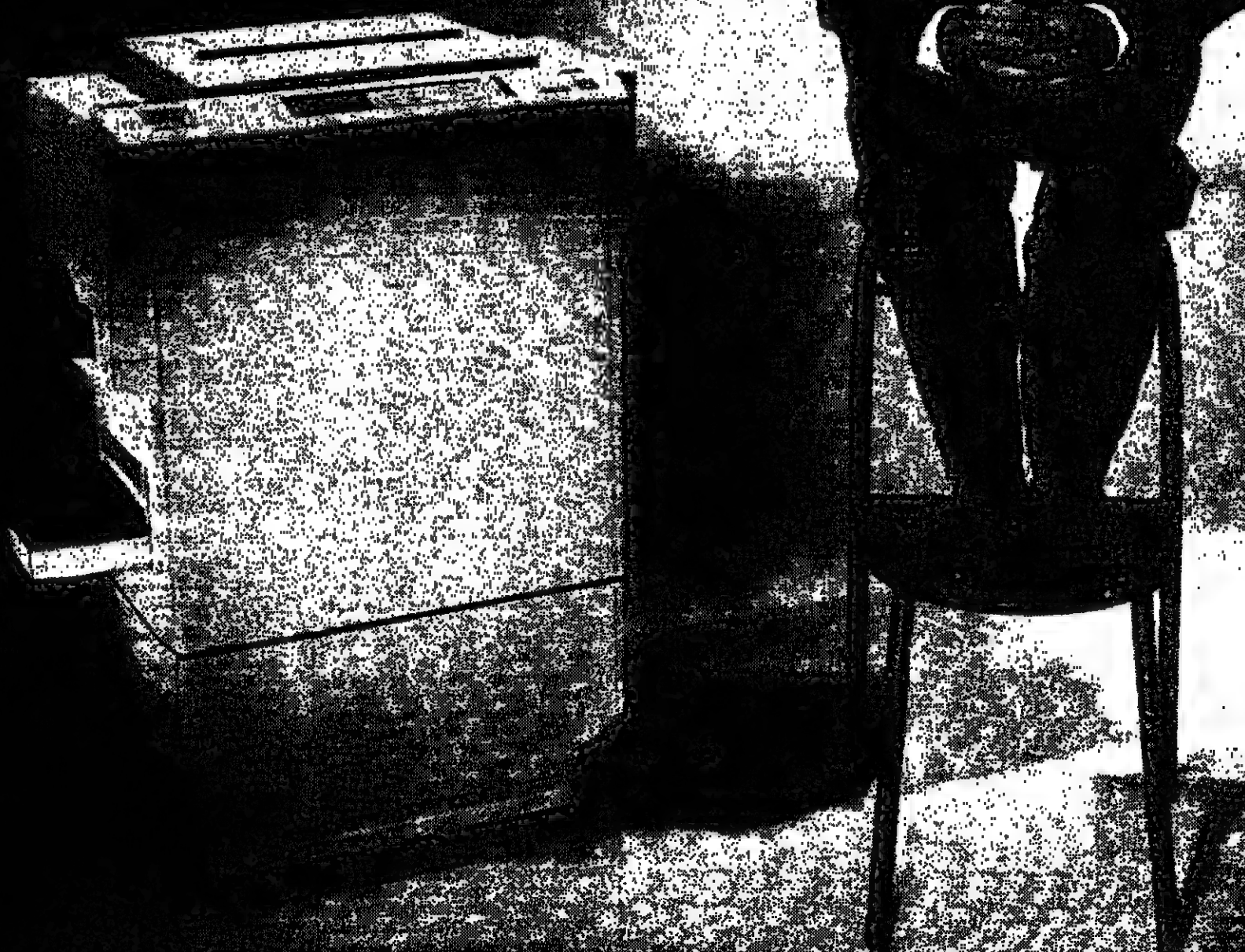
صلى الله عليه وسلم

صحنات العمل

... Le Monde • Mardi 19 septembre 1989 13

Tourbillons
pluies diluviennes

VOUS ÉTIEZ
CONFORTABLEMENT
INSTALLÉ DANS L'IDÉE
QU'UN COPIEUR COULEUR
ÉTAIT TOUT SAUF PETIT,
SIMPLE ET MOBILE.
JUSQU'AU JOUR OÙ.



brothercolor 5500

98 cm de génie sur des roulettes, 52.500 Frs H.T.*

Vous avez lu ? 52.500 Frs H.T.* pour un copieur couleur ? Ils ont dû se tromper. 52.500 Frs H.T.*, un copieur couleur mobile, pas encombrant, ultra simple à utiliser et à entretenir, 52.500 Frs H.T.* ? Bouleversant, non ? Normal, c'est votre Brother.

RESIDENT ROOM **NUMERO VERT 05.274.274**
2 1 2 BROTHER INDUSTRIES LTD NAGOYA, JAPON
BROTHER FRANCE, 8 RUE NICOLAS BORGES 93023 AULNAY-BOIS. TEL : (1) 48.09.96.16

* 62.265 Frs T.T.C.

brother®

VOUS AVIEZ UN FRÈRE ET VOUS NE LE SAVIEZ PAS.

Ouverture de Musica 89 à Strasbourg

Stockhausen sous le mufle des TGV

Septième du nom, le Festival international des musiques d'aujourd'hui tient, d'embellie, ses promesses et offre quarante soirées passionnantes, d'ici le 11 octobre, aux Strasbourgeois, qui s'y pressent en foule. Prolongation à Bonn pour sept concerts. Et rencontre avec le directeur, Laurent Spielmann.

Musica 89 s'est ouvert en fanfare, samedi 16 septembre, par une double exécution de Gruppen de Stockhausen, dont les trois formations orchestrales ne comportent pas moins de quarante instruments à vent. C'est à Bischheim, dans les gigantesques ateliers de la SNCF (où l'on avait présenté, il y a quelques années, l'atorio de Kagel, la *Déclaration du monde*), que se déployait cette vaste partition spatiale, sous le mufle des TGV, venus penser leurs plaies (1).

Mille cinq cents personnes y étaient cernées par les instrumentistes virtuoses du Sudwestfunk de Baden-Baden, répartis sous les baguettes de Michael Gielen, de Peter Eötvös et d'Arturo Tamayo, qui réalisent un véritable travail d'horlogerie.

Le cadre, l'effectif, la difficulté de l'œuvre sont si exceptionnels qu'elle est rarement jouée (on ne l'a pas entendue à Paris depuis 1971). Mais l'abstraction hautes de Stockhausen y a sans doute aussi sa part. L'intelligence de Laurent Spielmann, directeur de Musica (lire l'interview d'autre part), a été de nous offrir deux fois Gruppen. D'abord, on se trouvait submergé par le spectacle et l'audition, incapable de faire la liaison entre ces sonorités voltigeant d'un orchestre à l'autre, entre les gestes des chefs et le résultat sonore. Puis à la seconde exécution, concentré sur la musique, avec une perception entière de la spatialité, on pouvait enfin écouter polyphoniquement ce jeu d'enchaînements, de questions et de réponses, de résonances, dont on perçoit la logique sans deviner où elle vous mène.

Un jeu vil-argent

Avec de grandes respirations, des scintillements intenses, mais tout de même un discours intimidant, où le démonisme du compositeur s'exprime moins librement que dans *Corré*. Mais Laurent Spielmann nous promet, pour une prochaine année, ce grand sommet lyrique, dans le même lieu. Entre les deux auditions, Bernhard Wambach jouait de façon stupéfiante le *Kla-*

vierstück X, du même Stockhausen, avec une technique souple, séduisante, intégrant les clusters, ces paquets de notes frappés avec le plat de la main ou l'avant-bras, à l'intérieur de ce flux quasi schumannien. Un jeu vil-argent, plongeant dans la musique comme une truite dans le torrent, déchaînant des cyclones légers en tous sens à travers le clavier. Wambach, né en 1948, n'avait que sept ans lors de la création de cette œuvre ; il s'y est trouvé spontanément à l'aise, avec son toucher, sa virtuosité et son intelligence incomparables.

Dimanche, Musica mettait, comme toujours, les petits plats dans les grands, avec trois concerts copieux. Au palais de justice, on jouait, en première instance, Pascal Dusapin, dont le *Roméo et Juliette* sera représenté aux entrepôts Kronenbourg les 29 septembre et 1^{er} octobre. Deux délicieuses cantatrices, Kubler et Gerstenhaber, ont mis tout leur talent et leur cœur dans les pièces vocales de ce compositeur.

Mais celles-ci ressemblent un peu trop à des exercices, d'ailleurs tout à fait légitimes, pour un compositeur qui prépare un opéra ; et ces jeux de virtuosité sur les folies verbales très sages d'Olivier Cadot n'atteignent pas les irrésistibles délices de Luciano Berio et de Cathy Berberian, jadis dans la même optique.

Au contraire, dans les pièces instrumentales (*Laps* pour clarinette et contrebasse, *In et Out* pour contrebasse), on retrouvait le courant profond et lyrique de Dusapin, une possession du temps par le chant et le flux mélodique, grâce à ces merveilleux musiciens que sont le clarinettiste Armand Angster et le contrebassiste Jean-Paul Celea, qui tire de son instrument des accents passionnés et déchirants.

Anthologie poétique

Dans la petite salle Hubert-Gignoux du TNS, c'était ensuite, la création du *Combat d'Hector et d'Achille* de Giorgio Battistelli : on gardait un souvenir mitigé du *Julius Verne* assez pagailleux de ce dernier à Musica 87. Voici, au contraire, un spectacle rigoureux, qui s'appuie sur deux interprètes exceptionnels : Brigitte et Gaston Sylvestre, la harpiste et le percussionniste, de plus ici comédiens et chanteurs !

Le célèbre duel antique est saisi à travers une anthologie poétique où Homère, Dante, Shakespeare, Goethe, Valéry et bien d'autres se côtoient dans leurs langues originales ; et c'est une grande déclama-

tion pompeuse, fantaisiste et émouvante, dite, susurrée ou chantée, dévorée par l'électronique, prolongée par les sons étrangers du synthétiseur, et jouée avec un charme, une poésie et une invention extrêmes.

Dans ce petit théâtre, où les acteurs touchent les spectateurs, on retrouve l'atmosphère et la magie des spectacles de tréteaux, avec un attirail d'objets inattendus autour des instruments. Une musique simple mais qui a une véritable emprise sur les textes et un mystère. La mise en scène de Virgilio Sieni, la direction vocale de Martine Viard, les décors de Luigi Benedetti et la dramaturgie du compositeur sont sans doute pour beaucoup dans cette réussite (2).

Nous reviendrons sur le troisième et superbe concert consacré à Luigi Nono.

JACQUES LONCHAMPT.

- (1) Chaque rame de TGV passe ici tous les sept ans pour être remise à neuf, après quelques millions de kilomètres.
(2) Le *Combat d'Hector et d'Achille* sera rejoué ce lundi 18 à 20 h 30 et les 19, 20 et 21 septembre à 22 heures.

Le parler-franc de Laurent Spielmann

Un festival de musique contemporaine que le public ne boude pas ! Un public spécialisé, mais aussi bien local, bourgeois ou marginal ! On n'en finit pas de s'extasier sur ce petit miracle.

Second directeur artistique de Musica, festival strasbourgeois créé par Maurice Fleuret en 1983, Laurent Spielmann est toujours conscient, à la troisième année de son mandat, de la fragilité des enjeux plaids pour une nécessaire confrontation des genres et des écoles au sein de la programmation ainsi que pour l'indépendance des « programmeurs » (« Il faut que les compositeurs composent et que les organisateurs organisent »), et le renouvellement périodique des directions. Il annonce son départ, « par crainte d'encroûtement », pour le 30 octobre 1990, et son remplacement par Dominique Marco, ancien délégué à la musique en Alsace.

Les propos sans fard de ce jeune capitaine venu du jazz, qui ne s'est pas laissé piéger par les circuits institutionnels, sont à replacer dans le contexte français. Trois festivals de musique contemporaine sont dirigés par des compositeurs : celui de Nice, par Michel Redolfi (il est passé cette année de Pâques en été) ; celui de Metz, par Claude Lelouch (ses interventions sont légèrement diminuées pour novembre cette année) ; celui d'Angers, par Roger Tessier (dont le mandat ne devrait pas se prolonger au-delà de l'édition d'octobre prochain).

Pour le Festival de Lille, enfin, autrefois le plus vivant, sous la direction de Maurice Fleuret, de nouvelles formules sont testées chaque année pour tenter de le faire renaitre de ses

cendres. Musica, vocation européenne oblige, a préféré se tourner vers l'Allemagne (1).

« En 1983, dès la première édition (1), nous avons été étonnés par l'affluence », dit Laurent Spielmann.

« Nous avions tout fait pour cela. Mais c'était étonnant de penser que la mission qui nous avait été assignée — trouver des tournées, si je voulais avoir l'orchestre de Boston pour moi tout seul, cela me coûterait très cher. En fait, je ne l'aurais jamais pu. Je voudrais lui imposer ma programmation. On voit par quel système pervers le contenu des programmes peut devenir la dernière roue du carrosse alors qu'il doit être le moteur même. »

« Un festival, c'est un concept mis en scène. Cette année, nous avons retenu l'idée de mythologies, avec « Hector et Achille », de Battistelli, *Roméo et Juliette*, de Dusapin, mais

aussi les Hörspiel, ces œuvres conçues uniquement pour la Radio, ces spectacles imaginaires. Mais un festival, ce sont aussi des points de repère, des événements, et l'événement peut être la reprise de Gruppen (lire l'article de Jacques Lonchampt). Car ce monument est d'une brillante actualité en regard de la jeune création. Et l'intérêt d'un festival ne se mesure pas au nombre d'œuvres créées : encore faut-il que l'œuvre donnée en création soit ensuite diffusée. Chaque année, la Cinquième Symphonie de Beethoven est peut-être exécutée cinq cents fois par cinquante orchestres différents. Alors qu'une œuvre contemporaine, qu'il a fallu dix mois pour mettre au point, dix six mois pour mettre au point, disparaît aussitôt créée sans la moindre chance de perfectionnement ? Cela ne peut satisfaire que la bonne conscience des directeurs de festivals.

« Multiplier les commandes, à quel ça sert si l'on joue devant des salles vides ? Quand on dirige un festival et que l'on est soi-même compositeur, cela sert à élargir ses réseaux d'influence, à être soi-même joué ailleurs. D'honorables motivations esthétiques s'y mêlent : favoriser une école plutôt qu'une autre — la sienne ; faire jouer les musiques qu'on aime et qui ne sont pas jouées ailleurs. Mais l'ouverture esthétique d'un compositeur, si sensible et intelligente soit-elle, se limite forcément à la part qu'il revendique pour lui-même. Quand ce compositeur dirige un festival, il évite de mettre en présence des esthétiques contradictoires. Cela donne des programmes atones. Peut-on s'attendre que le public vienne ? »

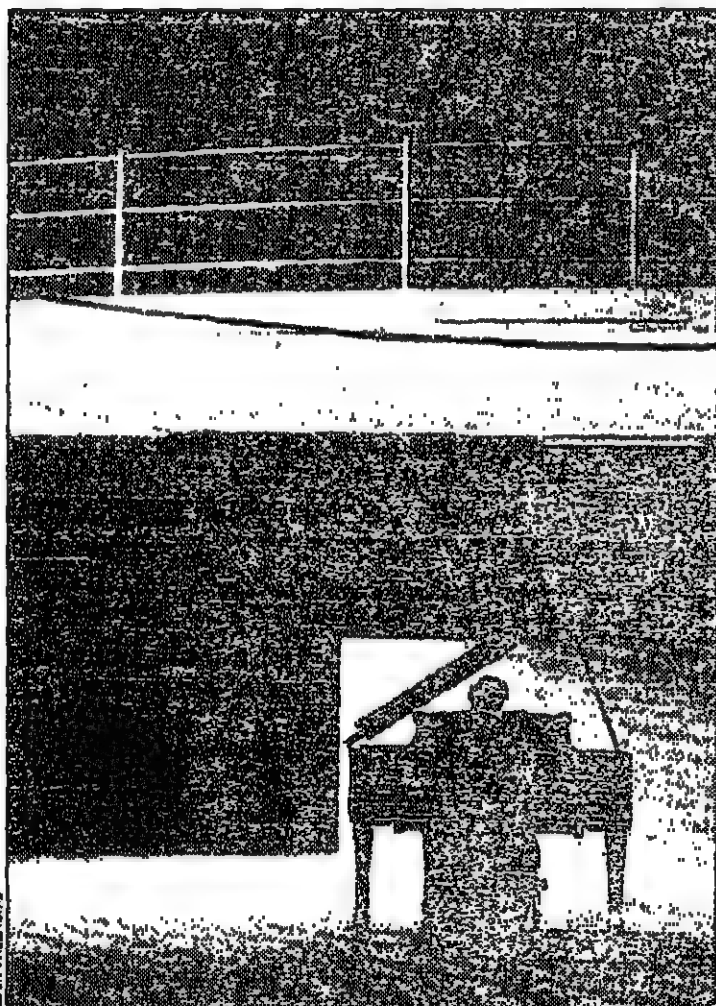
« Comment s'étonner alors que le réseau français interfestivalaire manque de vigueur, que nous soyons contraints de nous tourner vers la filière des théâtres, des opéras allemands, vers une association de compositeurs à Rome ? En France, les festivals de création existent parce que les orchestres ne remplissent pas leur mission de création, parce que les conservatoires manquent d'ambition. Si l'ensemble du système pouvait évoluer — il semble qu'il soit en train de le faire — les festivals joueraient enfin leur rôle : lieux d'exposition sans exclusivité ; portes de sortie pour la création. »

Propos recueillis par ANNE REY.

- (1) A l'initiative de l'Institut français de Rome, un festival Musica est réouvert ce lieu, du 28 septembre au 7 octobre, dans la capitale fédérale d'Allemagne.
(2) Laurent Spielmann était alors l'assistant de Laurent Bayle, créateur de Musica, aujourd'hui directeur artistique de l'IRCAM.

Un photographe, Alain Willaume, suit depuis six ans le parcours de Musica. Plutôt que d'immobiliser des musiciens en action, il a trouvé sur les lieux, ou à côté, des équivalents visuels au silence, aux sons de diverse intensité ou, comme ici, aux lignes et aux masses musicales. Maurice Fleuret a préfacé ses *Gnietters de sons*, coédition de Musica et des musées strasbourgeois, aux Editions Michel De Maule (92 pages, 250 F).

Les « photos-sons » d'Alain Willaume



La deuxième convention du disque

Stratégie des grandes surfaces

Les succès du disque, de la « lambada » à la musique de Batman, sont aujourd'hui vendus dans les hypermarchés par des distributeurs musclés qui viennent de se réunir en convention.

C'est en 1962 qu'Eddy Barclay, déjà roi incontesté de la pétante tropézienne et du yéyé, lança l'idée : les 45 tours qui s'enlevaient alors comme des petits pains, via Johnny, Sylvie ou Françoise, méritaient mieux qu'une distribution au compte-goutte par des artisans disquaires aux goûts variables et tail-

lons. A musique populaire, magasins populaires : des Monoprix aux Nouvelles Galeries, le conglomérat en manque pourrait désormais trouver immédiatement son tube dans un rayon nouveautés-disques entièrement dédié aux succès du moment.

Ainsi naissait la Compagnie générale européenne de distribution et d'édition phonographique et littéraire (COGEDEP), aujourd'hui le premier distributeur français de supports musicaux (disques, compact-cassettes audio et vidéo) dans les grandes surfaces, responsables à elles seules de la moitié des ventes de l'Hexagone.

La COGEDEP maîtrise ainsi 20 % du marché global, qui s'élève à

3,7 milliards de francs par an. Chaque jour, 100 000 disques partent par les sentiers des grandes surfaces (le Printemps, Primus) ou des hypermarchés (Leclerc, Intermarché, Carrefour, Auchan) pour être installés dans des « linéaires », rayons de 25 à 30 mètres de long qui offrent parfois plus de 5 000 titres.

Important maillon de la chaîne du commerce de la musique, la COGEDEP arrive cependant en bout de course. « Une fois le produit lancé, nous voulons au secours de la victoire », commentait son président, Olivier Sauty de Chalon, lors de la deuxième convention du disque et de la musique qui s'est tenue à son initiative les 11 et 12 septembre au château d'Esclimont, dans l'Eure. Deux phénomènes de marketing, la *Lambada* (notre encadré) et *Batman* ont été désignés par les professionnels, venus réfléchir sur la survie des linéaires d'hypermarché.

Bataille médiatique

Le scénario de lancement d'un produit est désormais connu, et *Batman* reste un modèle du genre. Un disque phare (Prince), un film, un battage médiatique qui l'élève au rang de phénomène de société. La stratégie adoptée pour promouvoir la *Lambada*, telle qu'elle a été présentée par son producteur Jean Georgakarakos au château d'Esclimont n'est pas si éloignée du marketing américain, toutes proportions gardées.

Les maisons de disques confient d'ailleurs de plus en plus souvent

leurs campagnes de promotion à des agences spécialisées qui orchestrent le lancement du produit dans les médias, le « merchandising » (affiches, badges, tee-shirt) et peaufinent les modes de diffusion et de présentation dans les points de vente. L'agence Antonietti, Pascault et Associés, pionnière en la matière, qui a pris en charge des artistes aussi différents que Johnny Clegg, France Gall, Johnny Halliday, Georges Brassens ou Jacques Brel (dont le double album *13 ans d'amour*, édité à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort, s'est vendu à 1 million d'exemplaires) affiche une devise tranquille : « Rendre plus commercial ce qui est artistique et plus artistique ce qui est commercial. » Mais attention au télescopage ! D'ici la fin de l'année 1989, ce sont quarante-cinq campagnes nationales de promotion qui sont prévues.

Fournir les points de vente en moins de vingt-quatre heures, voilà le premier devoir d'un distributeur. Un passage à la télévision, une place gagnée dans les Top, et la demande s'élève. La clientèle visée par les grandes surfaces, hypermarchés ou mégastores, se situe prioritairement dans la tranche d'âge des douze-quinze ans qui achètent de manière impulsive, comme l'a souligné Emilio Menichini, directeur général de Pathé-Marconi, filiale française de l'Anglais HMV (qui annonce l'ouverture d'un mégastore HMV pour la fin de 1990, sans doute à proximité du magasin Virgin sur les Champs-Élysées).

Mais le rôle d'un distributeur tel que la COGEDEP, dont Polygram (détenteur de 30 % du marché français) est l'actionnaire majoritaire aux côtés d'autres majors du disque (WEA, Carrère, Musidisc AZ, EMI, Virgin), ne se limite pas à la confection de paquets ou à la mise au point de présentoirs sophistiqués. Elle met à la disposition des hypermarchés, des gestionnaires de rayon, chargés de l'animation et des commandes, maîtrisant ainsi le choix des produits proposés à la vente.

Miser sur l'esprit collectionneur

Pour mériter son installation dans un linéaire, le produit devra soit bénéficier d'un crédit de popularité acquis (« Même le pire des Goldman ne peut pas faire moins de 100 000 exemplaires »), soit avoir passé glorieusement plusieurs tests : l'avis des éditeurs (dont certains sont actionnaires de COGEDEP), la sanction de Média contrôle (aucune chance à moins de 80 passages radio-télé par semaine), celle du Top 50, du Top 30.

Quant au classique, il ne représente que 2 % du volume de vente de la COGEDEP, qui, là aussi, joue la prudence. « On ne diffuse que les valeurs sûres : Deutsche Grammophon, Pathé-Marconi... ». Comme pour le secteur cinéma des vidéos-cassettes, les professionnels de la grande distribution misent sur l'esprit collectionneur du Français moyen. La COGEDEP édite en disques compacts sous le label Naxos

les grands classiques, classés par thèmes et vendus au prix moyen de 55 F. Cent mille exemplaires ont été achetés depuis le lancement de la collection, malgré une qualité musicale des plus moyennes.

Enfin, les distributeurs jouent un rôle actif dans la définition même du support. Le CDV (compact-disque laser) fait rêver et monter les courbes prévisionnelles de vente. Et puis, la COGEDEP revendrait volontiers à ses premiers amours, le 45 tours, produit d'appel, dont la version moderne, le CD Single, est vendue actuellement trop cher à son goût. « Avec une baisse de prix de moitié, concluait Olivier Sauty de Chalon, on pourrait se rapprocher du marché japonais, où 30 % des disques compacts vendus sont des CD Single ».

VÉRONIQUE MORTAIGNE.

DEUX ANES

A partir du mardi 19
Nouveaux opérettes

Les tonton's farceurs

Bernard MABILLE
Christian VESEL
Jean-Michel MOLÉ
Jean-Pierre MARVILLE
et
Serge LLADO

Loc. 46-05-10-28 et agences
MAT. SAM. et DIM. 15 h 30

L'intégrale de Gainsbourg

Le désir de reconstituer en compact sa discographie personnelle joint au succès des campagnes publicitaires à la télévision suscitait la réédition par les firmes phonographiques de l'ensemble du répertoire des grands interprètes de la variété. Après la discographie complète d'Edith Piaf, de Charles Trenet, de Georges Brassens et de Jacques Brel, voici « L'intégrale de Serge Gainsbourg ». Trente années d'aventures en deux cent sept chansons et neuf compacts, des débuts avec le *Poinçonneur des Lilas*. Le gars qu'on croise et qu'on regarde pas à l'Eau à la bouche (sa première musique de film), de la *Jeunesse* au sommet de l'onomatopée avec *Comic Strip* et aux derniers titres flamboyants interprétés avec un

groupe de musiciens new-yorkais. Belle occasion de savourer l'écriture de Gainsbourg, son goût des mots et des jeux qu'il suscite, son ironie et sa dérision.

Quelques pièces rares dans cette intégrale : l'enregistrement public aux Trois Baudets du *Poinçonneur des Lilas*, l'original de *Je t'aime moi non plus*, en duo avec Brigitte Bardot, *Dieu fumeur de havanes*, en duo avec Catherine Deneuve, *L'Herbe tendre*, chantée par Michel Simon et Serge Gainsbourg, la bande originale de la comédie musicale *Anna*, avec Anna Karina et Jean-Claude Brialy.

C. F.

★ Phonogram, 950 F.

Culture

Succès populaire pour la sixième Journée du patrimoine

Palais de la République, châteaux privés ou chantiers de fouilles, les Français ont répondu en grand nombre, dimanche 17 septembre, à l'invitation lancée par quelque sept mille sept cents monuments historiques à l'occasion de la sixième Journée du patrimoine. A Paris, M. Jack Lang a lui-même fait les honneurs de son ministère et la Bibliothèque nationale a accueilli de nombreux

curieux. Le public a découvert les cryptes des cathédrales de Chartres ou de Blois, le temple protestant de La Rochelle ou le château de Brest. En Franche-Comté, on a commenté la récente découverte d'un ensemble de villages lacustres sur le lac Chalain. Dans l'Eure, les architectes des bâtiments de France, fidèles à leurs principes, ont fêté la journée du patrimoine sur le terrain.

Des architectes dans leur jardin

Gabriel Gendreau commence sa promenade dans Verneuil avec gourmandise. La Journée du patrimoine, c'est un peu son jour. Il est architecte des bâtiments de France depuis 1955, chef du service du département de l'Eure. Comme lui, deux cents de ses confrères, les « ABF » dans leur jargon, aident les monuments classés à bien vieillir. Ils auscultent la pierre ou le bois, alertent et conseillent les élus locaux, dénichent des entrepreneurs pour restaurer un site ou le mettre en valeur. « Nous sommes les médecins de famille du patrimoine français », explique Gabriel Gendreau. Nous devons avoir une idée précise de l'état de santé de tous les monuments classés de notre département (il y en a cent trente-quatre dans l'Eure), et même des autres. Malgré des moyens plus qu'insuffisants, nous faisons trois fois par an. Au printemps, nous faisons le constat des dégâts causés par l'hiver, et nous ordonnons des travaux de restauration. L'été, nous vérifions si nos ordres ont bien été respectés. La visite de fin d'année

nous permet de faire un bilan. » Un architecte des bâtiments de France avait 40 000 kilomètres de bitume par an, un tour du monde. La visite de Verneuil, un village coquet habillé de brun, tient plus de la promenade que de la réunion de travail. Accompagné de son unique adjoint, Jean-Christophe Simon, Gabriel Gendreau savoure sans retenue les résultats de leur intervention sur quelques-uns des treize monuments classés de la commune. Dans six mois, il partira à la retraite, après trente-cinq ans de sacerdoce. Mais, pour l'heure, il n'hésite pas à marcher sur des planchers vermoulus, grimpe allègrement des escaliers interminables et s'empare pour présenter son domaine à ses confrères. Une vaste maison du quinzième siècle, entièrement restaurée, accueille la perception. La bibliothèque déploie ses trésors sous un extraordinaire enchevêtrement de poutres. A quelques pas, une église arbore une enseigne lumineuse, le Trianon. C'est le cinéma du village. Les architectes des bâtiments de France travaillent actuellement à la réfection d'une ancienne

forge qui a, elle aussi, trouvé refuge dans une église. Derrière les pierres fraîchement taillées de la façade restaurée, des carcasses de machines-outils dorment sous une voûte brûlée par la suie. Il reste des heures de travail pour la remettre en état. « Nous en ferons un musée des métiers », s'exclame le maire, A. Verneuil, les conseils des ABF ont porté de jolis fruits.

Après un parcours du combattant dans un labyrinthe semé de cachettes aux voûtes superbes, l'équipe achève son escapade sur les toits de la collégiale Notre-Dame de Vernon. Sous le regard goguenard des gargouilles, les architectes auscultent une dernière fois les pierres malades et vérifient si les autres ont bien cloué. Devant l'église, près des vieilles maisons à colombage, un petit jardin étale un parterre de plantes médicinales, lavande ou lys. « Nous avons pensé que ce serait mieux qu'un jardin de sous-préfecture », sourit Jean-Christophe Simon.

BÉNÉDICTE MATHIEU.

Communication

La bataille pour le contrôle de la 5

M. Jean-Marc Vernes au secours de M. Hersant

Au sein de la 5, chacun des deux blocs d'actionnaires rivaux compte ses forces. Pour le conseil d'administration qui devait se tenir à 15 heures, lundi 18 septembre, M. Jérôme Seydoux et M. Silvio Berlusconi semblaient assurés de la victoire. Les trois représentants du groupe italien et l'administrateur du groupe SA pouvaient compter sur le soutien des deux députés des mutuelles agricoles Groupama. Cette majorité de six voix sur onze serait suffisante pour obtenir le départ de M. Robert Hersant de la présidence de la 5 et un changement à la direction générale (le Monde daté 17-18 septembre).

Mais le patron du Figaro prépare sa contre-offensive. M. Yves de Chaisemartin était, dès lundi matin, au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour protester contre le feu vert donné au changement de présidence de la chaîne. Le directeur général du groupe Hersant, qui regrette de ne pas avoir été consulté au préalable par le CSA, estime que la remise en cause de M. Hersant est liée à un bouleversement complet de l'actionnariat et du management de la chaîne. Condition qui devrait obligatoirement remettre en question l'autorisation d'émettre accordée en 1986 à la 5.

Dans le Figaro, M. Philippe Villin, autre responsable du groupe, affirme en effet que le Groupama a vendu sa participation à M. Jérôme Seydoux et ajoute : « Cette vente a

été effectuée en contradiction avec les statuts de la société qui comportent un droit de préférence exercable par l'ensemble des actionnaires ».

Dans le cadre de ce « droit de préférence », les actions détenues par le Groupama devraient être réparties entre les autres actionnaires de la société, à l'exception de M. Hersant et Berlusconi qui, détenant chacun 25 % du capital, ne peuvent légalement augmenter leur participation. Or, M. Hersant dispose au sein du capital d'un allié précieux : M. Jean-Marc Vernes qui détient 10,5 % des actions (contre 6,9 % à M. Seydoux), s'est enrichi

de plusieurs milliards de francs après l'OPA sur le groupe Victoire et peut donc acheter, lui aussi, une partie des titres détenus par le Groupama. Interrogé lundi, M. Vernes nous a assuré : « J'ai toujours été aux côtés de M. Hersant. Je ne vais pas changer d'attitude. Je me porterai acquiescent de toutes les actions de la 5 dans le cadre du droit de préférence ».

Cet imbroglio juridico-financier risque fort de compliquer la tâche de M. Seydoux et Berlusconi. Leur victoire au conseil d'administration pourrait être remise en question à l'assemblée générale des actionnaires, lorsqu'il s'agira de permettre l'élection de M. Seydoux à la présidence. Pour contrer l'opération, ce dernier cherche à acquiescer les actions détenues par le groupe Les Echos (4,2 % environ) et par le groupe canadien Vidéotron (3,42 %). Mais celles-ci sont également soumises au droit de préférence.

Une polémique interne au CSA pourrait conforter la contre-offensive financière et juridique de M. Hersant. Certains membres estiment en effet que le collège n'a pas été formellement consulté sur l'ensemble de cette affaire avant que ne soit donné un feu vert au changement de présidence.

PIERRE-ANGEL GAY et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Les actionnaires de la chaîne

Voici la répartition actuelle du capital de la Cinq :

- Groupe Hersant : 25 %
- Groupe Berlusconi : 25 %
- Groupama : 17,1 %
- Groupe Vernes : 10,5 %
- Groupe Seydoux : 6,9 %
- Crédit lyonnais (1) : 5,3 %
- Les Echos : 3,67 %
- Vidéotron : 3,45 %
- SMA : 2,3 %
- Expar : 0,7 %

(1) La banque nationalisée affirmait être récemment descendue à 5 %.

POINT DE VUE

Le prix de la culture

par Régis Debray et Bernard-Henri Lévy

« L'EUROPE ? Une belle idée qui agite les esprits à la fin du vingtième siècle. Elle donne lieu, pour les auteurs à force rétrospective, à des réflexions, à des réflexions, à des réflexions. Hélas, ce ne fut qu'une idée, qui finit par laisser place, très vite, par dépit. Les pays concernés échouèrent en effet à faire image, à faire ensemble des images, à faire un ensemble vivant par l'image et les images. Laissons à d'autres — le Japon, l'Amérique — l'industrie du rêve et les atouts du mythe, nous contentant à se doter des moyens indispensables à la naissance de cet imaginaire, de cet esprit communautaire, ils laisseront mourir l'époque, sans illusions, tournée la page ».

Ecrire-t-on, un jour, ainsi la catastrophe nommée Europe ? Cela dépend aujourd'hui de quelques décisions simples. Et ces décisions ne se jouent sur le terrain ni des quotas laitiers ni de la monnaie —

La SEPT veut développer la réception collective dans des télé-clubs

« La SEPT ne doit pas rester invisible et interdite au grand public. » Cinq mois après son lancement, la chaîne culturelle par satellite n'a qu'une obsession : contourner les obstacles qui entravent sa réception.

Un réseau hertzien ? Le président de son directeur, M. Jérôme Clément, qui l'avait réclamé, s'est fait pour l'instant éconduire. Une reprise sur les réseaux câblés ? Les Belges et les Allemands de l'Ouest en bénéficient sans difficulté, mais seuls 146 000 foyers français peuvent aujourd'hui les imiter. La réception directe ? La SEPT est encore trop seule sur son satellite pour favoriser l'essor du marché. Alors, bien décidée à « ne pas rester les deux pieds dans la même sautoir », l'équipe de la chaîne a décidé de renouer avec les recettes des débuts de la télévision. Et d'adapter une idée de l'un de ses pionniers, Roger Louis, en créant des « Télé-clubs SEPT ».

« Nous ne pouvons pas prétendre régler les problèmes de réception, explique M. Sylvie Jézéquel, directeur délégué de la chaîne. Mais nous pouvons agir dans le strict cadre du service public qui nous anime. » Son idée ? Demander aux élus, aux responsables d'associations culturelles (plus de trois cents lettres ont déjà été envoyées) de mettre à la disposition du public un local où celui-ci pourrait venir gratuitement regarder les programmes de la chaîne.

A tous ceux qui accepteraient de jouer le jeu, la SEPT propose un accès privilégié à l'équipement nécessaire (parabole et démodulateur) pour un coût compris entre 5000 F et 7000 F. A terme, la SEPT espère pouvoir tabler sur un véritable réseau d'amateurs répartis dans toute la France. Puisque le public ne vient pas à elle, la chaîne tente d'aller vers lui.

mais sur celui de cette culture qui, seule, peut cimenter une vision commune du monde et de soi-même.

La France, il faut le rappeler, a pris l'initiative d'une chaîne de télévision à vocation européenne. Cette chaîne — la SEPT — devait et peut encore offrir un lieu de rencontres et de recherches à des artistes et intellectuels, aussi dissimilables que les sous-séances et qui, trop souvent, se tournent la dos. Elle peut aussi devenir une sorte de passerelle qui relierait, à terme, les Européens d'Est et d'Ouest. Bref, elle est probablement l'un des moins mauvais outils pour que l'Europe du vingtième siècle rattrape enfin celle du seizième, lorsque les universités et les premières imprimeries tissaient entre nos pays un réseau d'échanges incomparable. Or, force est de constater que cet organe vital est menacé de mort — lente et digne — par la confusion de deux objectifs, l'un industriel, l'autre culturel : l'unique chaîne publique de télévision européenne risque aujourd'hui de s'éteindre, victime d'une situation irréaliste qui la condamne à émettre dans le noir, pour un public inexistant.

Résumons. La SEPT a commencé, voici quelques années, à concevoir et, depuis quelques mois, à diffuser des programmes ambitieux qui ne peuvent être recrus faute d'appareillages adéquats : hissée sur le satellite TDF 1, elle suppose ou la diffusion directe (trop chère, et, pour le moment, introuvable) ou le câblage des foyers (qui a pris, en France, un retard dont chacun convient).

Une chance historique

Dans le même temps, l'Allemagne fédérale, tous Länder réunis, s'investit dans le projet, y apporte ses ressources et ses idées, adhère avec enthousiasme à cette grande première : un vaste projet franco-allemand dans l'ordre de la culture ; or le câblage du pays lui permet une large diffusion.

Résultat : la RFA apporte à la chaîne culturelle six millions de foyers câblés — et la France deux cent mille. Aux Allemands donc, bientôt rejoints — ils en ont manifesté le désir — par les Belges, les Suisses, les Italiens et les Espagnols, le choix des grilles et des programmes. Le moteur de l'Europe culturelle, franco-allemand dans sa conception, serait à l'arrivée tout simplement allemand. Et si cela était, il ne faudrait pas l'imputer à la volonté d'hégémonie de nos amis d'outre-Rhin mais à l'inconscience des décideurs français.

En consacrant un objectif culturel immédiat à un objectif technologique lointain, celui de la diffusion directe, nous risquons de manquer l'un et l'autre. En transformant la SEPT en porte-drapeau d'un système d'équipement assez périlleux et une création culturelle orpheline en otage d'une incertaine bataille industrielle nous risquons de laisser passer — ou pourrir — une chance historique qui ne reviendra pas de sitôt.

Alors, messieurs les politiques, trouvez la solution. Réception directe, réseau hertzien ou câble — seul le résultat compte. Ou bien se

dégage, par fusion entre des chaînes privées qui s'épuisent l'une l'autre dans de coûteuses guerres commerciales, un réseau hertzien libre d'emploi. Ou bien la SEPT et FR 3 choisissent, sous une forme ou sous une autre, une destinée commune. Cette option — la plus simple et la seule, surtout, que l'on puisse mettre en œuvre tout de suite — ne serait du reste pas exclusive, à l'avenir, d'un mieux technologique qui est devenu, aujourd'hui, l'ennemi du bien culturel, c'est-à-dire européen.

Pour le moment, en gagnant un corps, la chaîne culturelle ne serait nullement contrainte de perdre son âme ; et quant à la chaîne des régions, elle deviendrait le lieu par excellence de la création et de la découverte : celle de cette Europe du verbe et de l'idée dont notre pays, muré dans son provincialisme orgueilleux, entend toujours parler, mais sans jamais lui donner figure.

Nous sommes las de conjurer l'Europe au futur en alignant au jour le jour les rendez-vous manqués et les malentendus. Nous sommes las de ces réformes de structures sans finalité réelle, de ces batailles de nominations qui cachent l'absence de conception. Nous sommes las d'un système où le divorce entre le discours et l'action, érigé en principe, permet de gonfler le biceps, à Paris, dans les colloques — avant de passer sous la table, à Bruxelles, au commissariat.

L'image met aujourd'hui les discours au pied du mur. Le sort fait à la SEPT — et il se joue en ce moment — nous dira si les panoplies de l'Europe en mots ne sont pas ses fossesoyers en fait. Téléspéculateurs, créateurs, politiques et médiatiques, vous êtes en première ligne. Votre reculade serait notre défaite. Il est minuit moins cinq, sur le petit écran.

Quintex l'emporte sur M. Murdoch pour le contrôle de MGM-UA

Le groupe australien Quintex de M. Christopher Skase a vraisemblablement gagné l'enchère qui l'opposait au groupe News Corp de M. Rupert Murdoch pour le contrôle de Metro-Goldwyn-Mayer United Artists (le Monde du 16 septembre). MGM a en effet accepté, vendredi 15 septembre, une offre définitive de Quintex pour l'ensemble de la société.

Le groupe australien va donc prendre le contrôle des quatre mille trois cents films du catalogue United Artists, mais aussi des trente-quatre films de MGM produits depuis 1986, des activités télévision de MGM (soit mille sept cent cinquante de programmes déjà diffusés, et la production de séries réputées) et de son logo, le célèbre lion rugissant. Mais Quintex, une société australienne de télévision, paiera cher cet ensemble : au total 1,5 milliard de dollars (presque 10 milliards de francs).

Quintex, le nouveau « dompteur » de MGM-UA, devra maintenant trouver des partenaires pour aider à financer son acquisition et rentabiliser les catalogues MGM et surtout United Artists.

BEDOS



20 REPRESENTATIONS
10 NOV AU 3 DEC 89 — 21 H
RENSEIGNEMENTS: 42 40 60 00
RESERVATIONS: 42 40 01 01

LE ZENITH — M^{re} PORTE DE PANTIN
MATINEE DIMANCHE 16H — RELACHE LUNDI
LOCATIONS: SURPLACET FNAC — AGENCES — BILLETTEL —
VIRGIN-MEGASTORE — 36-15 CODE LIBE

Des problèmes à l'ORAL ?
AMERICAN CENTER'S
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM
COURS
TRIMESTRIELS
INTENSIFS
T.O.E.F.L.
FORMATION CONTINUE
INSCRIPTIONS MAINTENANT

DANSE — THEATRE
20 H 45
DU MER. 20 AU SAM. 23 SEPT.
CARBONE 14
CANADA
LE DORTOIR
GILLES MAHEU
MAR. 26 ET MER. 27 SEPT.
NEED COMPANY
BELGIQUE
CA VA
JAN LAUWERS
THEATRE
AU THEATRE PARIS-VILLETTE
A PARTIR DU 28 SEPT.
ECLATS CREATION
CATHERINE ANNE
LOC. 42.74.22.77
2. PL. DU CHATELET PARIS 4^e

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

ECONOMIE

CHANGEMENT A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'occasion d'une renaissance

Avec l'arrivée d'un nouveau délégué, il est temps de réinventer une politique de développement régional.

Pour redonner vigueur à une politique en perte de vitesse, plutôt que d'en changer ceux qui en tiennent les rênes, ne serait-il pas plus judicieux, d'abord et avant tout, d'en changer le nom ? La question mérite d'être posée à propos de l'aménagement du territoire. « Marque déposée » depuis les années 50 et officiellement à partir de 1963 quand fut créée la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) avec, à l'époque, Olivier Guichard à sa tête, l'aménagement du territoire n'en finit pas de décliner, de renaitre de ses cendres et, à nouveau, de s'enliser. L'appellation même, galvaudée, abstraite à force d'être répétée, et mise à mal par la décentralisation et par l'ouverture européenne, ne fait plus recette.

De 1981 à 1983, Michel Rocard portait le titre de ministre d'Etat chargé du plan et de l'aménagement du territoire dans le gouvernement Mauroy. Depuis qu'il a été nommé à Matignon, il se contente d'un ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, Jacques Chérèque, qui, au demeurant, fait ce qu'il peut.

Planification et prospective

Réduire une politique de solidarité géographique et d'organisation judiciaire du potentiel économique à un sous-produit des choix industriels des entreprises friserait évidemment l'absurdité et il appartient au(x) gouvernemen(t)s d'y réfléchir pour l'avenir. Mais, dans l'immédiat, pourquoi ne pas tirer les conséquences des évolutions récentes : rôle croissant des collectivités locales ; nécessité d'une action interminis-

tielle et d'un soutien politique affirmé au plus haut niveau ; importance de la prospective autant que de la planification ; poids des préoccupations économiques ; risques de concurrence fratricide entre régions et villes dans l'Europe de 1993 ?

Pourquoi ne pas proposer par exemple un ministère de la coordination et du développement territorial ? Un ministère qui, outre l'actuelle DATAR (qui a besoin à sa tête d'un délégué général ou d'un directeur, mais pas des deux, comme c'est le cas aujourd'hui), devrait logiquement prendre sous sa coupe certains services du Commissariat du Plan, ainsi que des ministères de l'équipement et de l'environnement, la délégation à la ville et — bien que cette suggestion soit considérée comme sacrilège place Beauvau — la très puissante direction générale des collectivités locales qui constitue traditionnellement l'un des piliers les plus solides du ministère de l'Intérieur.

Voilà, en cette rentrée, un sujet de réflexion pour J. Chérèque et pour le nouveau délégué à l'aménagement du territoire qui, dans les prochains jours, sera appelé à remplacer Jean-François Carrez, très proche collaborateur de Pierre Méhaignerie, nommé à ce poste en mai 1987 et qui a quasiment disparu de la scène publique depuis six mois. Mais l'ancien syndicaliste CFDT devenu ministre a déjà tracé son programme de travail d'ici à la fin de l'année.

Outre le dossier très chaud de la reconversion du site des chantiers navals de La Ciotat rendue difficile pour l'Etat par les surenchères de la CGT, les projets ou les foudrues de Bernard Tapie et le rôle décisif des collectivités locales, J. Chérèque veut exhumier une question toujours très

sensible pour la majorité des élus locaux, à savoir l'aménagement rural. Plus de deux cents cantons, surtout en montagne, sont en effet en quasi-perdition démographique, économique et culturelle.

La Commission européenne va certes dégrader des crédits substantiels ; mais un véritable plan de bataille contre la désertification avec les élus concernés s'impose d'urgence. J. Chérèque va travailler en étroite liaison avec le Sénat, notamment Jean François-Poncet, ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing, sénateur et président (UDF) du conseil général du Lot-et-Garonne.

Le traitement ponctuel des mutations industrielles et des reconversions économiques (une ville frontalière comme Modane va prendre de plein fouet l'ouverture européenne de 1993) constitue le deuxième dossier important du ministère. Ici et là apparaissent des incendies contre lesquels il faudra agir vite. Quant aux reconversions lourdes (textile des Vosges ou du Nord, industrie ferroviaire du Valenciennois, redéploiement des garnisons militaires selon le plan Chevènement), elles exigent des actions opiniâtres et à long terme.

De plus en plus, le gouvernement veut, sur le terrain économique et social, travailler la main

dans la main avec les régions et les villes. Avec les premières, les contrats de plan signés pour la période 1989-1993 prévoient des engagements de l'Etat pour 52 milliards de francs et des conseils régionaux pour 46 milliards de francs.

Cependant le gouvernement veut affiner sa politique et établir avec certaines villes une programmation des grands équipements et des « chartes de développement ». Sont avancés les noms, par exemple, de Saint-Nazaire, Lorient, Le Mans, le couple Nancy-Metz ou le quadrupole du Poitou-Charentes, La Rochelle, Poitiers, Niort et Angoulême.

Quant à la ville de Nantes, qui dispute à Rennes et Bordeaux le titre de métropole de l'Ouest atlantique européen, elle sera, le 24 novembre, la capitale de l'aménagement du territoire : J. Chérèque a décidé d'y réunir ses collègues de la CEE pour un séminaire

de travail. Cette rencontre sera une première de ce type.

Dans cette énumération déjà longue, on ne saurait oublier l'un des onze « travaux d'Hercule » de Michel Rocard, à savoir la réorganisation de l'Ile-de-France : un chantier qui, de l'aveu même du premier ministre, prendra cinq à dix ans. Début octobre, des décisions devraient être annoncées par Michel Delebarre et Pierre Joxe sur le logement et l'urbanisme, ainsi que le principe d'une taxe significative sur le stock des bureaux, surtout dans l'Ouest parisien.

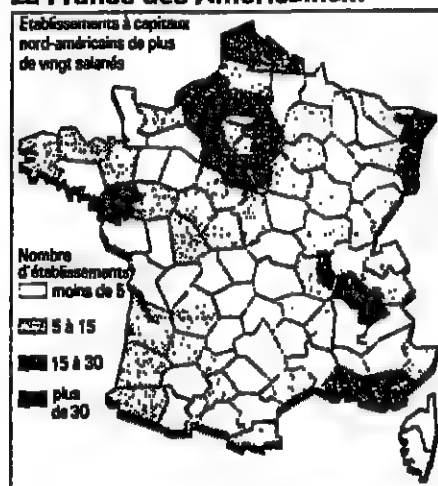
Investissements étrangers

Le budget de 1990 sera-t-il meilleur qu'en 1989, année médiocre s'il en fut ? « Oui sans aucun doute », affirme-t-on dans l'entourage de J. Chérèque. Sauf sur un point : les primes qui permettent d'attirer en France les grands investissements étrangers. « On, sur ce point, même si d'année en année la France améliore ses performances et devient plus séduisante (13 000 emplois étrangers annoncés l'an dernier au lieu de 9 000 en 1987), elle présente encore des handicaps par rapport aux pays d'or qui peuvent offrir la Grande-Bretagne, la RFA ou la Belgique.

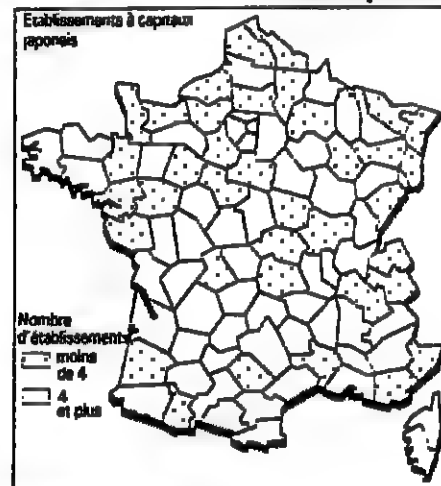
Dans la perspective de 1993, plusieurs dizaines d'entreprises américaines, canadiennes, japonaises ou scandinaves, font aujourd'hui le tour des pays de la CEE pour y installer des usines ou des centres de recherche et prêtent une oreille particulièrement attentive aux plus offrants. A l'Etat et aux villes de savoir mettre en avant et en complémentarité leurs atouts.

FRANÇOIS GROSCHARD.

La France des Américains...



... et des Japonais



Source : Les zones d'exception. Yves Regis. Rapport du Conseil économique et social, 26 juillet 1989, n° 22.

MUTATIONS DANS LE TIERS-MONDE SOCIALISTE

A l'ombre de la perestroïka

Les événements d'Union soviétique ébranlent les croyances dans les vertus de la collectivisation et de la planification.

par WLADIMIR ANDREFF (*)

la baisse des cours mondiaux du pétrole ; avec celui-ci, la dette extérieure de l'Angola et du Congo a explosé.

Ailleurs, l'aide internationale a tenu le même rôle que la rente dans le financement de ce type de développement coûteux. Il s'agit de l'aide du COMECON en l'occurrence. Cuba et le Vietnam

reçoivent ensemble plus de 60 % de l'aide soviétique au tiers-monde, et réalisent plus des trois quarts de leurs échanges extérieurs avec leurs partenaires du COMECON. C'est donc ici que la nouvelle stratégie de l'URSS est le plus vivement ressentie.

Le bilan est double : les POS forment un ensemble hétérogène,

la récession y est plus ou moins prononcée (jusqu'à une baisse de 7 % du PNB en Ethiopie en 1984), l'inflation plus ou moins incontrôlée (700 % au Vietnam l'an dernier). De plus, aucun d'entre eux n'a été protégé de la crise économique et de l'endettement extérieur par un modèle supposé garantir l'indépendance économique et le développement. Leur hétérogénéité même explique que ces pays aient réagi différemment au sujet des politiques d'ajustement et au vent des réformes soufflant des pays de l'Est.

Les mesures classiques

Douze des vingt pays recensés ont à présent entrepris de gérer et d'obtenir le réajustement de leur dette extérieure au moyen de politiques d'ajustement assez orthodoxes, pour six d'entre eux dans le cadre d'un programme du FMI. On y enregistre des mesures désormais classiques : dévaluations à répétition de la monnaie locale, limitation des importations, soutien aux exportations, réduction du déficit budgétaire, du nombre des fonctionnaires et des hausses de salaires, privatisation de banques et d'entreprises publiques, redistribution des terres à des agriculteurs privés, hausse des tarifs publics ou des impôts, et augmentation du rôle des prix et du marché libres. Et des résultats également classiques.

A Madagascar, où cette politique économique remonte à 1980, on peut en juger sur la durée. Les déficits publics et extérieurs ont diminué, certains marchés parallèles ont disparu, des ressources ont été réallouées à l'agriculture et les infrastructures existantes ont été remises en marche. Par contre, la hausse des prix, la baisse du niveau de vie, les licenciements et une grave famine au

sed du pays sont source de mécontentement dans la population. Des entrepôts furent pillés à Tananarive en 1986 et des commerçants en 1987.

Les mêmes politiques d'austérité, suivies de conséquences sociales analogues, ont déclenché des formes variées de résistance dans les onze autres POS concernés : indiscipline au travail, absentéisme, agitation étudiante, manifestations, émigration. De tels effets pervers ne sont pas pour rien dans l'attitude cubaine d'opposition résolue à tout ajustement (bien que Cuba ait dû rééchelonner sa dette dès 1982).

La politique d'ajustement est en général le prélude à une réforme du système économique. La seconde peut même être décidée sans la première, ainsi en Corée du Nord ou, plus récemment, en Mongolie. Certes, comme en Europe de l'Est, les options réformatrices sont différenciées. La réforme coréenne de 1984 se borne à réduire le nombre des ministères industriels et à décentraliser les décisions vers des associations d'entreprises intégrées ; autorisées à vendre et à exporter librement au-delà des quotas planifiés, elles ne sont pas sans rappeler les combinats de la RDA.

La réforme économique, entamée en 1987 en Mongolie (2), s'aligne sur la perestroïka, alors que, au Vietnam, au Laos, en Algérie, elle prend un tour plus radical. Cuba paraît aujourd'hui isolé, parmi les POS, dans son refus absolu de réformer le modèle de développement, et est le seul Etat à critiquer ouvertement la perestroïka en URSS. Pour combien de temps encore, étant donné son fort besoin d'aide économique soviétique ?

(Lire la suite page 20.)

(1) D. Pincus, « La perestroïka outre-mer », *Economie prospective internationale*, n° 38, 2^e trimestre 1989.
(2) M. Kahn, « L'ouverture mongole », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 340, mai 1989.

LES mutations en Europe de l'Est et, plus encore, la perestroïka en URSS, ont aujourd'hui des retombées sur cette partie du tiers-monde qui a choisi de suivre, de près ou de loin, l'exemple du modèle de développement soviétique. L'URSS semble vouloir y exporter, par la persuasion ou la pression (1), la double stratégie appliquée sur son propre territoire : réformer l'économie planifiée et l'ouvrir aux capitaux étrangers.

La nouvelle attitude soviétique est justifiée à Moscou par le coût élevé — en aide économique à fonds perdus et en avantages à sens unique — de ces pays en développement à orientation socialiste (POS), dont, par ailleurs, l'image n'est plus très attrayante dans le reste du tiers-monde. A la crise économique que traversent ces pays s'ajoute une crise de confiance : la perestroïka y déstabilise des « croyances » bien ancrées quant aux vertus de la planification, de l'industrialisation accélérée et de la collectivisation pour accéder au développement.

Un modèle controversé

Six critères caractérisaient le modèle de développement choisi par les POS :

- Une réforme agraire visant à créer des exploitations collectives ;
- Une extension du secteur public dans la banque et l'industrie ;
- Une planification centralisée doublée d'une économie administrée ;
- Une priorité donnée à l'industrie sur les autres secteurs ;
- Une réduction du commerce extérieur avec les anciennes métropoles, au nom de l'indépendance et, si possible, une augmentation de la coopération avec les pays socialistes, au nom de l'entraide ;
- Des restrictions — pouvant aller jusqu'à l'interdiction — à l'entrée de nouveaux investissements directs étrangers dans les pays.

Une vingtaine de pays ont tenté d'implanter ce modèle dans un environnement sous-développé (voir tableau page 22). Trois sont membres du COMECON (Cuba, Mongolie, Vietnam) ; d'autres sont observateurs auprès de cette organisation internationale ; un dernier groupe rassemble des pays ayant proclamé leur orientation socialiste, déclaration reconnue par Moscou. Tous ont rencontré quelques problèmes en cherchant à adapter le modèle de développement économique socialiste aux conditions locales.

Le modèle s'est révélé pratiquement inapplicable dans les pays les plus pauvres, telles l'Ethiopie ou la Tanzanie. Face à de faibles débouchés pour l'industrie, l'importante sous-utilisation des capacités de production industrielle installées s'est encore aggravée lorsque la dette extérieure a obligé de réduire les importations des pièces détachées et des autres intrants nécessaires. L'incapacité de la distribution étatisée à approvisionner tout le pays en produits agricoles, la résistance d'une partie des paysans à la collectivisation et une production alimentaire croissant moins vite que la population ont provoqué crise et famine.

Dans d'autres pays, le modèle n'a été appliqué que moyennant de sérieuses entorses ou des réformes préalables. En Birmanie, les entreprises d'Etat sont tenues de faire des profits, l'exportation est prioritaire, la production d'opium et le trafic de l'héroïne sont tolérés. Le Mozambique a repris des entreprises nationalisées, dès 1980 ; il a adhéré ensuite au FMI et à la Banque mondiale, a signé les accords de Lomé et obtenu une aide des Etats-Unis.

Un troisième cas de figure est celui où l'implantation du modèle a pu s'appuyer sur une rente pétrolière ou minière. L'Algérie a longtemps été citée en exemple de financement réussi d'une industrialisation socialiste dans le tiers-monde, jusqu'au retournement à

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ

- Filière M.B.A.
- Filière Ingénierie d'Affaires
- Filière Management avancé
- Filière Marketing pharmaceutique

Réservé aux : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, Architectes, I.E.P., Maîtrises, D.E.A., Expérience Professionnelle...

Admission sur titre



UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

123 RUE DE LONGCHAMP 75114 PARIS
TEL. : 45.51.60.00 - PORTES 1320
MINITEL 36 15 ISG

صكنا من الامل

VINGT ANS DE RÉFORME AGRAIRE

Les parcelles péruviennes

PAYSAN : le patron ne mangera plus de la pauvreté. Le général Velasco faisait cette promesse, le 24 juin 1969, en proclamant la loi de réforme agraire. Vingt ans après, quel est le bilan ?

Les haciendados ont disparu. Mais les bureaucrates et les intermédiaires ont pris leur place. Les paysans sont encore plus pauvres, et, aujourd'hui comme hier, les habitants des villes saignent à blanc le monde rural à cause d'une absurde politique de prix. D'après le syndicalisme agricole, 150 000 hectares sont restés en jachère cette année du fait de la hausse du coût des semences et engrais et 300 000 le seraient la prochaine campagne.

La production et la productivité de la terre ont diminué. Le pays dépend plus que jamais des importations et de la charité internationale pour pourvoir à l'alimentation de vingt-deux millions de Péruviens.

Les tensions sociales ont atteint le paroxysme : barrages de routes, grèves et invasions de terres se succèdent. Le gouvernement a répliqué par la répression et

l'arrestation de dirigeants agricoles. Cette agitation quasi insurrectionnelle est un excellent bouillon de culture pour le Parti communiste-Sentier lumineux qui s'est proposé « d'incendier la prairie pour asphyxier les villes ».

Depuis l'empire inca

Pour essayer de résoudre les problèmes critiques du trindas « paysan-terro-ou », dans un des pays les moins bien lotis du continent sur le plan agricole (2,2 % des terres sont cultivées toute l'année, 4 % le sont de manière saisonnière, et 14 % sont aptes à l'élevage), le général Velasco a exécuté la plus grande transformation structurelle du pays depuis l'empire inca.

Il a exproprié 10 millions d'hectares appartenant à des haciendas (76 % des terres étaient aux mains de 0,4 % de grands propriétaires, et 83 % des paysans ne possédaient que 5,5 % de la terre), pour les transformer en exploi-

Les grands domaines ont disparu mais les paysans sont encore plus pauvres et la production agricole a diminué d'un tiers

tions autogestionnaires, bénéficiant théoriquement à 350 000 familles.

Toutefois, les militaires ont commis plusieurs erreurs : ils ont bureaucratifié la réforme dans la crainte qu'elle ne leur échappe. Ils ont avancé trop lentement dans les Andes, si bien que les grands propriétaires ont eu le temps de décapitaliser les haciendas. Ils n'ont touché ni aux minifundia ni aux communautés indigènes qui gravitaient autour des grandes propriétés andines. Enfin, ils n'ont pas eu de politique en matière de prix, de prêts et d'assistance technique.

En six ans, pourtant, les relations féodales ou de surexploitation disparaissent complètement. La production se maintient, avec des hauts et des bas suivant les secteurs, mais la dette pèse déjà lourdement sur les coopératives. Puis, progressivement, le dilettan-

tisme et la corruption vont s'étendre, la productivité diminue. De 1977 à 1980, le processus de réforme agraire périclète.

A partir de 1981, peu après que l'ex-président Fernando Belaúnde, chassé par l'armée en 1968, a repris le pouvoir, le processus révolutionnaire fait carrément marche arrière. Le régime libéral fait miroiter aux paysans l'avantage d'être propriétaires et non pas simple employés d'une entreprise autogestionnaire, parasitée par des bureaucrates et des syndicalistes. La libre option au changement de modèle est reconnue officiellement, et la parcelación, ou démembrement des coopératives, prend facilement sur la côte Pacifique.

Aujourd'hui, 75 % des coopératives ont divisé leurs terres en lopins individuels dans tout le pays. C'est dire que le monde rural a changé trois fois de visage

en vingt ans : du latifundium à la coopérative, et de la coopérative à une mosaïque de parcelles.

Aldo Rabini, l'ancien propriétaire de l'hacienda viticole d'Ocaña, vante cette nouvelle forme de propriété : « Avant, le paysan ne travaillait que trois ou quatre heures par jour. Il le fait, désormais, du lever au coucher du soleil, et, de surcroît, il emploie toute sa famille. » C'est indéniable. Mais les services communautaires, comme l'école, le dispensaire, ont disparu, et les travailleurs saisonniers sont au chômage.

Que se passera-t-il en cas de caprice climatique ? La faillite. Et quelle sera la solution lorsque la progéniture des petits propriétaires aura grandi ? Soit l'exode des jeunes vers les bidonvilles surpeuplées de la capitale, soit un nouveau partage du lopin, qui ne sera que le partage de la misère.

Une leçon de bon sens

Cette contre-réforme ignorait, à la fois, et le faible potentiel agricole du pays, et la soif de terre. Lorsque le président social-démocrate Alan García a pris le pouvoir en 1985, il a essayé de remédier aux défauts de la réforme et de la contre-réforme, préconisant, entre autres, la réorientation de la consommation — pour « manger ce que nous produisons ». — L'attention prioritaire à la région très déprimée du « trapèze andin », l'expansion de la frontière agricole et la régionalisation pour décentraliser l'administration.

Sur le papier, le plan García était une leçon de bon sens. Il fut mal appliqué dans un premier temps, puis laissé de côté lorsque, à partir de 1988, la crise économique — récession et hyperinflation — a obligé à mettre en œuvre un programme d'austérité. La production agricole et l'élevage ont perdu près de 11 points pendant le premier trimestre de 1989 en comparaison de 1988. Les importations d'aliments ont dépassé les 500 millions de dollars.

Les aberrations sont telles que la viande de mouton achetée à Puno, producteur national, a un coût plus élevé que celle importée d'Australie... Même constatation avec la pomme de terre du pays, qui est plus chère que les pâtes fabriquées avec du blé américain...

Le pays n'exporte plus de sucre. Son nouveau secteur de pointe est l'agro-industrie de la

coca : la cocaïne rapporte environ un milliard de dollars.

Selon les statistiques de la FAO, la production agricole par habitant a diminué de près de 33 % entre 1970 et 1986. C'est un record à la baisse en Amérique latine.

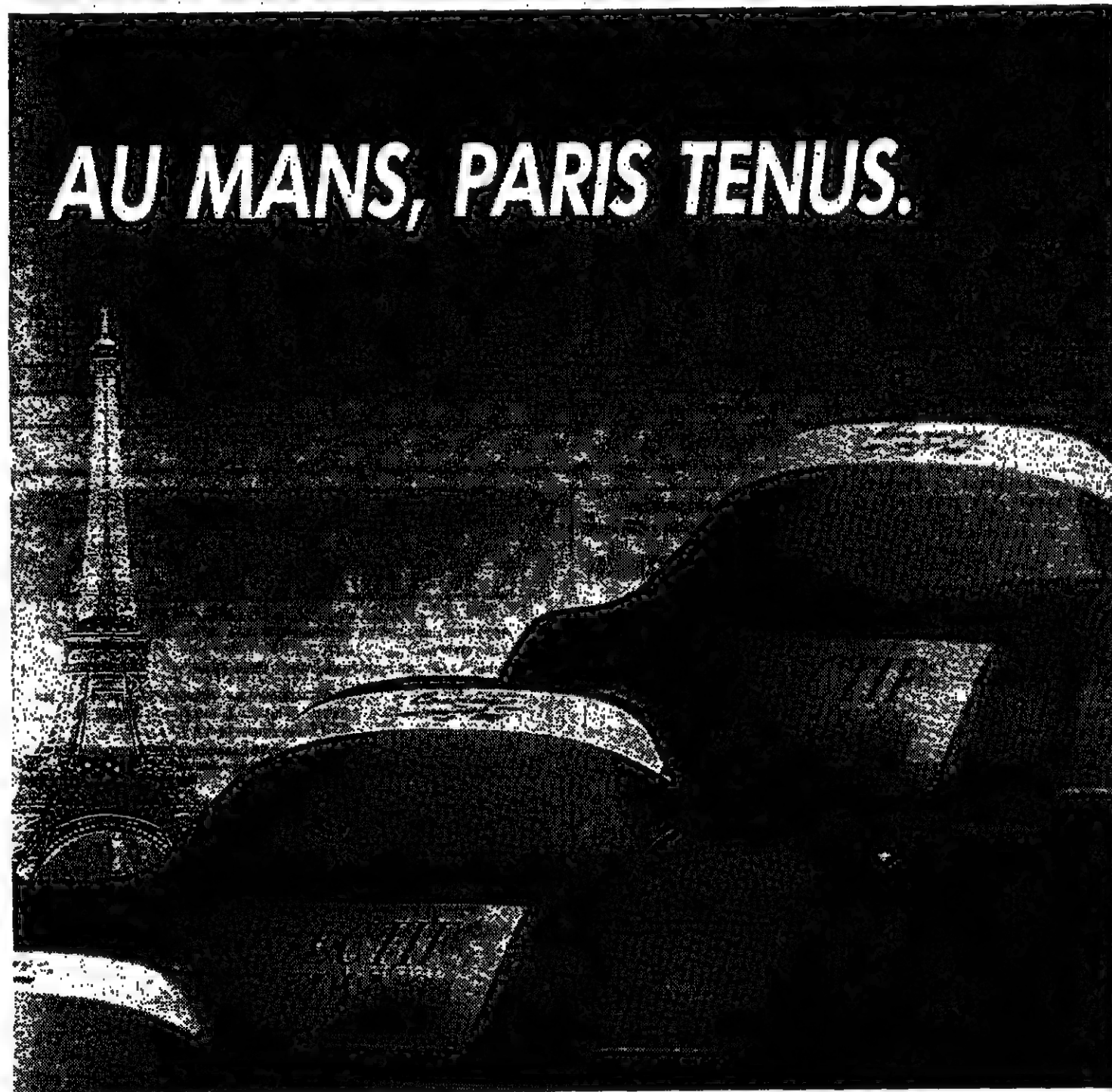
La réforme agraire est aussi la cible du Parti communiste-Sentier lumineux : les guérilleros ont d'abord lancé la consigne de ne cultiver que ce qui est strictement nécessaire aux besoins de chaque famille. Puis ils se sont attaqués aux coopératives : une trentaine de coopératives ont été saccagées, seize d'entre elles ont été complètement détruites, parmi lesquelles Cabude (une des plus prospères du pays), et une dizaine d'autres l'ont été de façon partielle.

Alpachaca, ferme-pilote de l'université d'Ayacucho, a été la première à être prise d'assaut par les terroristes ; les tracteurs ont été dynamités, les vaches Brownswiss décapitées. Depuis, des centaines d'alpagas ont été dépeçés, des milliers de truies d'élevage empoisonnées, des dizaines d'installations ou du matériel ont été la proie des flammes. Plusieurs ingénieurs agronomes ont été assassinés, ainsi que trois coopérants, dont deux jeunes Français.

Pourquoi un tel acharnement ? Le but est de détruire « les relations d'exploitation semi-féodales ». Semi-féodal le centre expérimental d'insémination artificielle de la Raya ? La fabrique de fromage de Sicuani ? L'Institut d'études rurales, dirigé depuis vingt-cinq ans par les pères français d'Ayaviri ? En huit ans, le sabotage du Sentier lumineux a entraîné des dégâts matériels pour 2 millions de dollars. Une somme très élevée si elle est replacée dans ce contexte d'extrême misère.

Extrême misère, faim de terre, agitation paysanne, terrorisme, c'est dans ce cadre que se déroulera la prochaine élection présidentielle d'avril 1990. Pour ne pas perdre la guerre contre la subversion et céder le terrain aux trafiquants de coca, la Gauche unie préconise l'autogestion comme système économique, la régionalisation comme alternative au centralisme, et l'autodéfense pour faire face à la violence. Pour la droite, il s'agit d'accélérer la contre-réforme et de convertir le Pérou en « un pays de propriétaires », selon l'expression de l'écrivain Mario Vargas Llosa.

de Lima
NICOLE BONNET



Paris à 54 minutes par TGV.

Le Mans : une notoriété internationale, un réseau autoroutier exceptionnel, une université et des centres de recherches de pointe, la qualité de vie de la ville la plus sûre de France.

Au Mans, gagnez vos paris, misez sur une valeur sûre.

Pour toute information, adressez-vous aux :
16-43-47-43-01 ou 16-43-24-13-72 ou 16-43-24-03-70

Le Mans

TECHNOPOLIS

LE SENS DES VALEURS SÛRES

GRATUIT

Si vous avez le sentiment que votre temps vous échappe, si vous avez besoin de trouver des solutions efficaces et flexibles à vos problèmes d'organisation et si vous désirez accroître durablement votre efficacité personnelle : appelez-nous ou renvoyez dès aujourd'hui ce coupon.

Nous vous ferons parvenir gratuitement le Guide "Les 31 règles d'or de la gestion du temps" ainsi qu'une documentation détaillée sur Time/system.

Nom Prénom.....
 Société.....
 Fonction..... Tel.....
 N°..... Voie.....
 Code postal
 Commune.....

Important: pour toute demande, appelez le numéro 95W01

Time/system

40, rue Jean Bleuzen,
92170 VANVES,
Tel (1) 40.60.40.60

La chronique de Paul Fabra

« Contrainte extérieure » et partage

COMME le thème de la « contrainte extérieure » revient à nouveau sur le devant de la scène commerciale et de la politique du partage des fruits de la croissance, je reviens sur ce sujet abordé dans la précédente chronique.

S'il s'agit de rappeler, en brandissant cette expression, qu'un pays, à moins d'emprunter, ne peut dépenser à l'étranger, notamment sous forme d'importations de marchandises et de services, plus qu'il ne gagne de devises, on n'a dit qu'une chose, certes importante mais banale, dont on peut se demander si elle justifie l'emploi de ce néologisme technocratique.

Importante certes, mais, en dépit du bon sens de bon aloi qui semble l'inspirer, cette constatation ne donne de la réalité qu'une image tronquée, propre à encourager la vision « mercantiliste » des échanges avec l'étranger. Selon cette vision, seule l'exportation à un caractère dynamique, en vendant à l'étranger, l'entreprise X acquiert un certain montant de monnaie étrangère, laquelle représente, à due concurrence, un pouvoir d'achat à l'étranger (pas seulement dans le pays importateur si la devise acquise est une monnaie convertible). C'est par ce moyen que les Français peuvent disposer d'une certaine faculté d'importation, soit que cette dernière soit utilisée par l'exportateur lui-même (cas exceptionnel), ou qu'elle le soit par toute autre personne qui, sur le marché des changes, aura acheté les devises que l'exportateur aura vendues.

Dans ce schéma, c'est donc — sauf, comme déjà noté, en cas d'emprunt de devises — le montant des exportations, sous toutes leurs formes (marchandises, services, titres de sociétés françaises, etc.), qui fixe les bornes de ce qu'on a appelé la faculté d'importation. Ce n'est pas faux, mais visiblement incomplet. Si l'exportation doit être considérée comme le « moteur » de l'échange, il faut admettre que c'est aussi le cas pour nos partenaires commerciaux. Or les exportations de l'Allemagne ou de l'Espagne vers la France sont les importations de la France en provenance de l'Allemagne et de l'Espagne. On est ainsi amené à s'interroger sur le rôle dynamique, pour la France (ou tout autre pays), de ses propres importations dans un régime d'ouverture sur le marché international.

Que ce rôle soit, dans la même perspective, positif n'est pas douteux. Si un résident français achète, mettons, une

voiture italienne, il met *ipso facto* un certain pouvoir d'achat en France entre les mains de l'exportateur italien, pouvoir d'achat qui — c'est cela l'important — ne pourra être utilisé qu'en France, soit par un Italien, soit par un non-Italien (pays, via les circuits du marché des changes, l'Italien détenteur de francs aura très bien pu les céder à un Américain, à un Belge ou à un Mexicain). C'est cet aspect des choses qui est occulté par la vision « mercantiliste » (les théoriciens mercantilistes du dix-huitième siècle n'étaient pas toujours aussi simplistes, mais prenons le vocabulaire comme il est) selon laquelle une exportation est *a priori* à encourager et une importation tout au plus à tolérer. La détermination des importations, dont il reste encore des traces sous la forme, par exemple, du contingentement — et du contingentement à un niveau ridiculement bas — des voitures japonaises, a pour effet indirect de ralentir, voire d'arrêter si est pratiqué systématiquement, la diffusion à l'étranger du montant, qui n'est pas une grandeur fixe ni déterminable par avance, de la capacité étrangère d'achat en France.

C'EST cette dynamique des échanges qui est le phénomène central et dont aucun modèle économétrique, si complexe soit-il, ne peut véritablement rendre compte. Y'a-t-il effet de surprise qui cause actuellement, après maintes autres « surprises » similaires dans le passé — le puissant essor du commerce international si nécessaire que le rapport publié la semaine dernière par le GATT évalue à 8,5 % en volume pour 1988. Cela n'empêche pas les experts du GATT de présenter pour l'année en cours des prévisions (+ 7 %) probablement déjà dépassées dans la réalité.

Reste à savoir, pour en revenir à notre schéma, comment sera effectivement dépensé en France le pouvoir d'achat étranger dont la création provient des importations françaises en provenance de l'étranger. C'est là, on s'en doute, qu'intervient la « compétitivité » — un mot plus facile à employer qu'à définir — de l'appareil de production française. Ces francs que par nature il ne peuvent dépenser qu'en France, les étrangers ne seront donc à l'achat de marchandises et de services français de

toutes sortes que si ces achats leur paraissent, d'une façon ou d'une autre, intéressants, notamment sous le double rapport du prix et de la qualité. Ils pourront aussi acheter des actions de la Bourse française, des immeubles situés en France, etc., tous biens dont l'achat est, certes, différent, mais beaucoup plus intéressant, aux conditions économiques générales et particulières régissant dans notre pays (dont la rentabilité des actifs est une des plus importantes).

Mais supposons que tout cela ne suffise pas à remplir la totalité du pouvoir d'achat en France dont on dispose à l'étranger de la France, parce que les biens offerts par cette dernière ne sont pas en compétition sur le marché international. Que vont faire les étrangers (disons, plus exactement, les non-résidents) des francs dont ils disposent ? Dans l'hypothèse ici envisagée, la question vaut d'autant plus d'être posée que c'est souvent lorsque les produits *made in France* se vendent le moins bien sur le marché international que les Français éprouvent le plus d'appât pour les marchandises importées, distribuant par là même un pouvoir d'achat en francs acquis aux fournisseurs extérieurs de la France. Il ne reste bientôt guère plus, dans ce cas, aux détenteurs étrangers de francs qu'un seul emploi pour dépenser ces derniers : dans l'achat des titres de la dette publique, ou privée, française, dont les taux ont, entre-temps, monté de façon systématiquement compétitive.

Notre schéma, cependant, n'est pas capable de rendre compte complètement de la notion galvaudée, mais rarement expliquée, de « contrainte extérieure ». C'est qu'il existe beaucoup de circonstances où l'insuffisance de la capacité concurrentielle de l'appareil productif français n'est, en réalité, qu'un alibi pour expliquer le déficit extérieur et l'endettement supplémentaire qui s'ensuit. Cela se produit chaque fois qu'une bonne dose de pouvoir d'achat sans contrepartie est, selon l'expression consacrée, qui a au moins le mérite de dire ce qu'elle veut dire, « injectée » dans l'économie. Dans ce cas, l'appareil de production français aurait beau être parfaitement compétitif, il est, par construction, incapable de faire face à la totalité de la demande nouvelle puisque, par hypothèse, celle-ci a été nourrie par une création monétaire (seront de l'Institut d'émission à l'Etat ou à l'éco-

nomie, ou bien aux deux à la fois) sans contrepartie du côté de l'offre de biens et de services.

On serait tenté de penser que si on trouvait le moyen de convaincre les bénéficiaires du nouveau pouvoir d'achat d'avoir la gentillesse d'attendre que la production nationale soit prête à répondre aux débouchés acquis qui lui sont ainsi apparemment offerts, le problème serait résolu : on pourrait continuer, indéfiniment, à condition de bien doser son effet, à distribuer du pouvoir d'achat, autrement dit à stimuler la demande, sans craindre le déséquilibre extérieur. Cependant, comme on sait, ce n'est pas ainsi que l'économie fonctionne. L'infiniment complexe machine économique est vite détraquée (et pas seulement dans ses composantes échanges avec le monde extérieur) si toute demande supplémentaire ne procède pas d'une capacité accrue d'offre sur le marché. Autrement dit, priorité à l'offre. De cela les hommes politiques sont à peu près convaincus aujourd'hui et c'est le grand changement.

Or tous les raisonnements fondés sur l'argument de la contrainte extérieure, si on y regarde de près, reposent sur cette interrogation : jusqu'où peut-on aller dans la stimulation de la demande interne sans voir se creuser dangereusement le déficit de la balance extérieure ? La réponse est simple, et cela quel que soit le pays (malgré le préjugé contraire) : on ne peut pas aller très loin. C'est pourquoi les modèles destinés à mesurer cette contrainte ne sont pas faux, à proprement parler, puisqu'ils font tous ressortir la relation « injection » de demande supplémentaire égale déséquilibre extérieur (à taux d'inflation inchangé, c'est-à-dire si l'inflation n'annule pas l'effet de l'injection). Ainsi du modèle ajouté récemment au tableau de bord du gouvernement et selon lequel à toute augmentation d'un milliard de la masse des traitements du secteur public correspondrait un accroissement de 700 millions du déficit de la balance commerciale. A ce compte, une prime de 1 000 F par fonctionnaire, de l'Etat, correspondant à une dépense d'environ 2,5 milliards, provoquerait un déficit de 1,75 milliards.

Cependant, dans le cas présent, la distribution du nouveau (et modeste) pouvoir

d'achat nous est présentée comme un résultat du partage des fruits de la croissance retrouvée. Si tel est bien le cas, le modèle pourrait se trouver en défaut, car la condition principale pour qu'il soit « vrai » manquerait, à savoir que la demande ne soit pas la contrepartie d'une production déjà accrue.

Dans une étude récente émanant du Centre d'observation économique et publiée par la chambre de commerce et d'industrie de Paris sous le titre « Le déficit français des échanges de produits manufacturés », on peut lire de la « contrainte extérieure » que, « compte tenu d'une hausse donnée des exportations, elle détermine le taux de croissance de la demande intérieure compatible avec le maintien de l'équilibre extérieur, qui, en outre, est fonction de l'élasticité — revenue des importations ». Cette définition éclairée à sa façon, je veux dire obscurcie, les notions du problème, car, premièrement, il est douteux qu'on puisse parler dans l'absolu d'une « hausse donnée » des exportations, car il suffit que les non-résidents déplacent un peu que ce soit leurs préférences quant à l'emploi de leur pouvoir d'achat en francs (qu'ils préfèrent soudainement acheter des actions de la Société générale plutôt que des voitures Peugeot) pour que le volume des exportations change sans effet sur l'équilibre extérieur (endettement) global ; deuxièmement, tout dépend de la cause du « taux de croissance de la demande intérieure ».

Le risque d'un dérapage extérieur n'existe que s'il s'agit d'une demande créée par une « relance » (« injection » de pouvoir d'achat) et non pas par une reprise de l'activité générale. Quant à l'élasticité — revenue des importations, c'est une notion qui n'intéresse guère l'équilibre global de la balance extérieure (je veux dire obtenue sans endettement) aussi longtemps que la croissance des revenus est engendrée par la croissance de l'activité et non pas l'inverse. Conclusion : la notion de « contrainte extérieure » n'intervient que s'il y a création de demande supplémentaire par les méthodes de la relance, et, dans ce cas, le problème est insoluble.

Une dernière remarque : ce n'est pas un hasard si les déficits et les excédents apparemment invraisemblables se concentrent dans les grands pays qui sont au centre des grands mouvements de capitaux, c'est-à-dire des déplacements du pouvoir d'achat sans cause économique immédiate : Etats-Unis, Japon, Allemagne.

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

Face aux futurs...

PROJECTIONS, perspectives, prévisions, projets, foi, espérance, utopie, volontarisme... Large est la gamme de nos attitudes face au futur.

Le modèle trimestriel du département d'économie de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) explique le récent renouveau de croissance de l'économie française à la fois par la politique économique et par un environnement international favorable (1). Il permet aussi de dégager quelques perspectives pour 1989 et 1990 : la croissance resterait supérieure à 3 % en 1989, mais s'atténuerait à nouveau l'an prochain, tandis que l'inflation, modérée pour l'instant, pourrait s'accroître (2). L'économie française demeure très sensible au contexte international et la « contrainte extérieure » risque de se faire sentir plus nettement en 1990.

Un modèle intégré mondial pour la simulation et pour l'analyse (MIMOSA) a été mis au point par une équipe commune OFCE-CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales). Il est constitué

par une modélisation économétrique détaillée des six plus grands pays industriels occidentaux, une modélisation économétrique simplifiée de neuf zones géographiques couvrant le reste du monde et une modélisation des échanges entre ces quinze pays et zones pour quatre catégories de marchandises et deux catégories de services. Il fait apparaître que la croissance économique mondiale pourrait se situer autour de 3,5 % dans la période qui vient (3).

MIMOSA permet aussi de caractériser les perspectives des économies nationales pour les prochaines années : pour les Etats-Unis, une voie étroite bordée de risques, notamment celui de l'inflation ; les limites du recentrage sur la demande interne pour le Japon, qui ne réussira probablement pas à résorber son excédent extérieur, la trajectoire « exemplaire » de l'Allemagne fédérale qui, avec une croissance modérée, un faible niveau d'inflation et un solide extérieur positif, améliore la situation de l'emploi ; pour l'Italie, « *vitali petit canard* », la prospérité (croissance relativement forte et solide extérieur équilibré) sans la vertu (déficit public

important et inflation relative élevée). La France, elle, aurait beau s'astreindre à la vertu (faible inflation, faibles déficits publics et extérieurs), elle n'aurait guère profité : croissance modérée et reprise de la progression du chômage, avec, en fin de période, le plus fort taux de chômage des grands pays industriels.

Jean-Marcel Jeanneney, président de l'OFCE, nous invite à ne pas avoir dans ces résultats « une foi aveugle ». Les projections doivent être prises avec précaution : « *choix perturbateurs, aura probablement lieu, si les économies et les politiques économiques poursuivraient sur leur lancée* » ; ce nombre de choses ou de changements sont susceptibles de survenir dans les prochaines années.

Quant à la perspective, elle indique, sans constituer une prévision, la « croyance en une assez bonne probabilité que le tracé correspond à ce que l'avenir sera effectivement (4) ». Ces distinctions sont claires, même si les études présentées montrent comme on glose aisément de projection en perspective (3) ou de perspective en prévision (2).

Et s'agissant de prévision, « *deux grandes erreurs* » : c'est un des artisans du modèle MIMOSA qui le constate — ont été commises au cours de la dernière décennie. En 1982 et en 1988 : « *A chaque fois une inflexion majeure de la croissance mondiale (..) a été manquée (5)* ».

Analysant les perspectives de l'économie française, Jean-Marcel Jeanneney estime que des facteurs nouveaux doivent être pris en compte : diffusion des effets des technologies nouvelles, conséquences stimulantes de la dérégulation, prise de conscience par les Français des retombées bénéfiques de la prospérité des entreprises, perspectives ouvertes par l'Acte unique européen.

« *Ces considérations diverses, écrit-il, me conduisent à penser qu'il n'est pas interdit d'espérer qu'au cours des prochaines années la croissance soit en France supérieure, d'un point de vue, à celle projetée... (3)* ». Le mot « *espérer* » est sans doute ici employé dans un sens affaibli, pour exprimer une attitude

d'esprit intermédiaire entre la perspective et la prévision.

Mais va-t-on pouvoir longtemps encore résumer par le taux de croissance un diagnostic économique ? On sait depuis plus d'un siècle que le taux de croissance économique (comptabilisé) élevé peut être atteint sur la base de coûts humains et sociaux (le plus souvent non comptabilisés) très lourds. Ce fut le cas tout au long de l'industrialisation européenne et nord-américaine ; c'est encore le cas pour certaines catégories de populations dans le Nord, et pour beaucoup au Sud.

On prend de plus en plus conscience qu'une croissance forte (en termes d'activités économiques comptabilisées) peut être fondée sur une large destruction des ressources (forêts, sols, faune...) ou s'accompagner de dommages graves à l'environnement (air, eau, sols, océans...) — destruction et dommages non comptabilisés. Le World Resources Institute, de Washington, cherche d'ailleurs à calculer, à partir du produit intérieur brut, un produit intérieur net, en déduisant la part du « produit » qui correspond simplement à une amputation du patrimoine naturel (6).

Symétriquement, faut-il compter dans la croissance, au même titre et de la même manière que la production de biens destinés à satisfaire des besoins, les activités supplémentaires mises en œuvre pour effacer les effets de pollution ou d'atteintes graves à l'environnement ? Plus largement, ne doit-on pas saisir la croissance, comme le développement, dans une approche éthique ?

C'est ce que nous propose René Lenoir, directeur de l'ÉNA (7). Sa vision du monde est sombre : « *Les Etats dits développés consacrent 1 200 milliards de dollars par an à fabriquer des armes (..). Le flottement total des monnaies a bouleversé l'économie mondiale au début des années 80 et mai aux pays du Sud (..). La déconnection du mouvement des marchandises et de la sphère financière n'est pas saine (..). Par une aberration de l'esprit (..), beaucoup de gens en sont venus à considérer le marché comme le seul régulateur possible, voire même comme une fina-*

lité, alors qu'il n'est qu'une composante (..).

« *Le formidable endettement des ménages dans les pays occidentaux (..), approche d'une limite au-delà de laquelle une nouvelle crise est inévitable (..). (Il faut) éviter que les écarts de revenus, à défaut de se réduire, ne se creusent davantage (..).* » Et finalement, « *la régulation par le Plan a échoué à l'Est dans tous les pays socialistes.*

« *La régulation par le marché est insuffisante à l'Ouest : la force de l'argent et l'appât de lucre n'y sont pas bornés par des règles strictes. Seul un apport éthique peut permettre d'atteindre un degré d'organisation de la planète où l'indispensable liberté n'aboutisse pas à l'écroulement des peuples et des faibles.*

Projections et perspectives nous éclairent ; elles le font d'autant mieux qu'elles sont établies à partir de modèles bien informés et rendant bien compte de la réalité. Une fois connus leurs enseignements, trois familles d'attitudes sont possibles : refus d'agir (fatalisme ou confiance dans les mécanismes automatiques) ; le pragmatisme (naviguer à vue, en composant avec les vents et les

courants) ; l'effort conscient orienté par quelques choix éthiques et politiques fondamentaux. C'est à revenir à cette troisième attitude que nous invite René Lenoir.

(1) « Pour qui ce renouveau de croissance ? », *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), juillet 1989 (69, quai d'Orsay, 75007 Paris).

(2) *Perspectives de l'économie française en 1989 et 1990*, *Observations et diagnostics économiques*, juillet 1989.

(3) « Croissance et déséquilibre de l'économie mondiale : une projection CEPII-OFCE à l'horizon 1995 », *Observations et diagnostics économiques*, juillet 1989.

(4) « Du bon usage des modèles », Jean-Marcel Jeanneney, *Observations et diagnostics économiques*, juillet 1989.

(5) « Les paradoxes de la félicité », Jean-Pierre Ferry, *Alternatives économiques*, été 1989 (12, rue du Châgneux, 21000 Dijon).

(6) « Growth Can Be Green », *The Economist*, 26, August-1 September 1989.

(7) « L'éthique, moteur du développement », René Lenoir, *Politique industrielle*, été 1989 (CEP, 69, rue du Rocher, 75008 Paris). Dans ce même numéro, d'intéressantes analyses de la situation et des perspectives économiques en Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Italie.

Revue anglo-saxonne

Aucune revue d'économie parmi les cinq cents revues auxquelles la *Revue des revues* a consacré, dans ses six numéros de 1988, 1987 et 1986, un article, une note de présentation ou un commentaire. Mais dans son numéro 7, qui vient de paraître, Joëlle Devillard publie, sous le titre « L'hégémonie des revues d'économie anglo-saxonnes », une étude bibliométrique de six revues économiques, trois américaines (*The American Economic Review*, *The Journal of Economic Literature* et le *Journal of Political Economy*) et trois britanniques (*Economica*, *The Economic Journal* et *The Review of Economic Studies*).

S'en dégageant les principaux domaines couverts par l'ensem-

ble de ces six revues prestigieuses pendant la période 1980-1987 : économie générale — la théorie microéconomique — l'incertitude — la théorie de la négociation. S'en dégageant aussi, bien sûr, les spécificités de chacune...

Un encadré de deux pages, de Philippe Jeannin, présente un tableau succinct des revues françaises.

« *La Revue des revues*, n° 7, printemps 1989, (Rédaction : IMEC-Institut de Mémoire de l'édition contemporaine), 25, rue de Lille, 75006 Paris ; diffusion : Ent-revues, 45, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris.

la perestroïka

CYCLE DE MARKS INDUSTRIEL AU

LE PANORAMA ÉCONOMIQUE

1989

Sports

VOLLEY-BALL : avant les championnats d'Europe

L'équipe de France après Fabiani

Une semaine avant les championnats d'Europe qui seront disputés en Suède, l'équipe de France de volley-ball a gagné le Tournoi international d'Orléans où elle a affronté l'Italie, les Pays-Bas et l'Argentine.

ORLÉANS
Correspondance

Il est parti sur une blessure. Une cheville meurtrie, gonflée par une entorse, à deux matches de la fin du tournoi olympique de Séoul. Alain Fabiani est sorti du terrain en boitant. Le « Platini du volley » avait longtemps par avance annoncé son intention de quitter l'équipe de France après les Jeux olympiques. Mais, en le voyant partir ainsi, soutenu par deux camarades, tout le monde s'était dit que, pour le volley-ball français, cette blessure serait peut-être définitive, qu'il ne se remettrait jamais vraiment du départ de son passeur.

La plaie aurait pu ne guérir qu'à force de patience, après de longs mois de douleur. Au lieu de cela, elle s'est refermée à la vitesse d'un smash gagnant et l'équipe de France

de l'après-Fabiani respire aujourd'hui la santé et la joie de vivre.

Alain Fabiani ne joue plus aujourd'hui qu'à Fréjus, et Philippe Blain, l'autre monument de l'ancienne formation, a choisi l'arrêt vers le très rentable championnat italien. Sans eux, les internationaux français smashent toujours sur tout ce qui bouge. Ils ont disputé depuis cinq mois plus de trente matches de préparation aux championnats d'Europe (du 23 septembre au 2 octobre en Suède), ils ont rencontré les États-Unis, le Brésil, l'Argentine, l'Italie, les Pays-Bas. Pour gagner au moins une rencontre chaque fois, face à ces équipes considérées comme les meilleures du monde.

« Fabiani est unique. Il ne fallait même pas essayer de le remplacer, mais plutôt tirer un trait et repartir vers de nouveaux objectifs », Eric Bouvier, vingt-huit ans, yeux bleus et bras de plomb, grimace et se ferme lorsqu'il lui faut parler du passé. Gérard Castan, le nouvel entraîneur de l'équipe de France, avance quelques noms et gribouille un croquis. « Le départ d'Alain nous a obligés à changer le style de jeu

de l'équipe car, jusqu'en 1988, il s'organisait autour de lui. Nous avons désormais deux passeurs, Patrick Duflot, vingt-quatre ans, et Laurent Chambertin, vingt-trois ans. Et notre jeu d'attaque est plus simple, avec deux réceptionneurs au lieu de trois. »

« Joueurs
Maia »

Arnaud Josseland, grand gaillard (1,98 m) au cheveu ras et au sourire encore timide, avoue sa surprise. Débarqué en équipe de France au début de l'année, Josseland n'a rien connu de l'ère Fabiani. « Je pensais trouver des joueurs un peu blasés par tout ce qu'ils avaient déjà connu. Je me disais qu'ils seraient forcément un peu démotivés après l'échec des Jeux olympiques (NDR : partie pour monter sur le podium, l'équipe de France s'est arrêtée en chemin, à la huitième place) et qu'ils ne se donneraient pas à fond à l'entraînement. Je me trompais. Les gars sont encore plus motivés, tous le monde se bat sur chaque ballon. Je crois qu'ils veulent prouver que Séoul a été un accident. Et surtout que, sans

Blain et Fabiani, ils peuvent quand même battre tout le monde. »

La plaie a laissé peu de traces. Le volley-ball français croit en son avenir. Mais, pour beaucoup, il passe par une « équipe de France permanente ». Idée : placer les internationaux, loin des contraintes parfois lassantes du Championnat de France, afin de les préparer au mieux à conquérir le monde. « On ne peut pas continuer longtemps à concilier la vie en club et en équipe de France », affirme Eric Bouvier. Sinon, on ne parviendra jamais à monter sur le podium aux Championnats du monde ou aux Jeux Olympiques. « Gérard Castan promet la rupture : « A trop tirer sur les internationaux, on va finir par les briser. Et tout sera perdu. »

Déjà en 1985, les internationaux avaient été regroupés à Montpellier, dix-huit mois durant, loin des clubs, de la famille et des contraintes de la vie professionnelle ou universitaire. Dix-huit mois de joie et d'enfer, de victoires et de défaites, pour amener l'équipe de France à la sixième place mondiale en 1986 et à la deuxième européenne en 1987.

Le projet d'un tel regroupement est donc à nouveau dans l'air du temps. « Je le souhaite vivement », avoue Eric Bouvier. Simplement, il ne faudrait pas essayer de refaire la même chose qu'en 1985. A cette époque, le volley-ball français représentait rien. Tout était à faire. Maintenant, nous sommes reconnus et respectés. Et puis, surtout, il faudrait d'autres moyens. A Montpellier, nous étions payés 6 000 F par mois. Aujourd'hui, l'argent est arrivé dans le volley, via les clubs. Il paraît difficile de demander aux joueurs de gagner moins en équipe nationale que dans leurs clubs. »

« Le ministère peut intervenir au titre de la préparation olympique », explique Gérard Castan. Et puis, si nos résultats sont bons, les sponsors viendront avec nous. « Reste à obtenir l'aval, même forcé, des clubs. Les internationaux le savent. Mais leur plaisir de jouer ensemble sous le maillot bleu est tel qu'ils iront jusqu'au bout de leur idée. Je n'ai pas vu l'expérience précédente, raconte Arnaud Josseland. Cela devait être extraordinaire. Si l'on avait la possibilité de vivre à nouveau un tel projet, c'est sûr, je fonce tout de suite. »

ALAIN MERCIER.

GOLF : Trophée Lancôme

Romero, l'Argentin surprise

L'Argentin Eduardo Romero a créé la surprise en gagnant le trophée Lancôme de golf, dimanche 17 septembre, à Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines), après que l'Anglais Andrew Murray (jeudi), et l'Australien Peter Fowler (vendredi et samedi) eurent été en tête.

Romero a soufflé la victoire aux meilleurs mondiaux et les vingt bougies d'un gâteau d'anniversaire de ce

C'est au seizième trou — un par 5 de 465 mètres — du parcours de 6 177 m que l'Argentin, huitième du dernier British Open, a assuré sa victoire avec un eagle (2 sous le par), s'ajoutant à deux birdies, pour terminer en 66 (-4), soit un total de 266, (-14) après quatre parcours.

L'Australien Peter Fowler, leader avant ce quatrième tour ensoleillé, a mal supporté la pression. Il finit quatrième, en dépit d'une carte



Eduardo Romero on la rage de vaincre.

tournoi majeur du circuit européen Volvo. Il a ainsi remporté les 750 000 francs de la dotation globale de 4,3 millions.

Ce chasseur et parachutiste de trente-cinq ans, deuxième, samedi à deux coups, a signé sa première grande victoire sur le circuit européen qu'il fréquente depuis deux ans. « Je vais jouer plus souvent », a-t-il promis, très ému après son succès acquis avec un coup d'avance sur l'Espagnol José-Maria Olazabal — deuxième pour la deuxième fois consécutive — et l'Allemand de l'Ouest Bernhard Langer, en tête jusqu'au... dix-huitième trou. « Je n'ai pas assez d'argent et ne possède aucun sponsor pour jouer plus souvent », a souligné cet enfant de Cordoba aux vingt-cinq succès en Amérique du Sud depuis 1982, date de ses débuts professionnels.

de 68 (-2), supérieure de quatre coups à celle de l'Anglais Howard Clark, le meilleur du jour.

Le Tropicien Emmanuel Dussart, ressuscitant avec le beau temps, a rapporté une carte de 65. Cette ultime performance n'a toutefois pas empêché la Landais Jean Van de Velde, professionnel depuis cette saison, de terminer premier Français en prenant une honorable vingtième place, à 14 coups. « J'aurais pu jouer à moins 4 ou 5 au lieu de -2, a-t-il précisé. Toutefois, je ne suis pas mécontent de ma production d'ensemble. Le métier va rentrer. Il ne faut pas brûler les étapes. En début d'année, j'avais fixé la barre à la cent vingtième place afin de garder ma carte européenne. Maintenant, je la monte à la cinquante-cinquième. »

AUTOMOBILISME : Rallye d'Australie

La percée nippone

Après la victoire de la Mitsubishi Galant VR4 du Suédois Mikael Eriksson, le 27 août au Rallye des 1 000 lacs en Finlande, le premier Rallye d'Australie, disputé dans les forêts d'eucalyptus à proximité de Perth, a confirmé l'offensive des constructeurs japonais dans le championnat du monde avec un doublé des Toyota Celica 4WD du Finlandais Juha Kankkunen et du Suédois Kenneth Eriksson. Les Lancia Delta Intégrale qui avaient remporté les huit premières épreuves de la saison, ont dû se contenter des troisième et quatrième places avec le Finlandais Markku Alen et l'Italien Alessandro Fiorio.

Apparus au Tour de Corse 1988, les Toyota Celica 4WD étaient souvent distingués dans les premières spéciales, grâce à une puissance supérieure à celles de leurs rivaux, avant d'être contraintes à l'abandon. Champion du monde en

1986 avec Peugeot et en 1987 avec Lancia, Juha Kankkunen a pu constater en Australie que les voitures japonaises avaient atteint un seuil de fiabilité satisfaisant en prenant la tête dès la première épreuve spéciale chronométrée pour ne plus la quitter. Son seul rival potentiel a été son coéquipier Kenneth Eriksson qui a terminé à 2 min 14 s malgré une pénalité routière de 1 min 30 s.

La défaite des Lancia est aussi celle de Michelin qui restait sur vingt victoires consécutives en championnat du monde des rallyes. Markku Alen s'est plaint d'un manque de puissance et d'une tenue de route déficiente, affirmant même qu'il avait piloté la « pire voiture » depuis le début de sa carrière chez Lancia en 1982. Les voitures italiennes ne disposaient pas en Australie des dernières nouveautés du manufacturier français expérimenté

tées en Finlande car les pneus avaient dû être expédiés fin juin aux antipodes. De plus, contrairement aux Toyota expédiées neuves en Australie, les Lancia étaient celles déjà utilisées au Kenya et en Argentine, qui n'avaient pu être que « reconditionnées » à Buenos-Aires, sans repasser par les ateliers de Turin.

L'offensive japonaise ne remet pas en cause la supériorité de Lancia, qui avait obtenu le titre 1989 de champion du monde des constructeurs dès le rallye des 1 000 lacs. Les regards sont déjà tournés vers la saison prochaine avec l'espoir d'une lutte plus serrée entre les grandes marques. A peine son hégémonie contestée, Lancia a déjà préparé sa riposte, avec la version 16 soupapes de son Intégrale qui devrait débiter au Rallye de San-Remo, la prochaine épreuve du championnat, organisée du 6 au 14 octobre.

RUGBY : la querelle du XIII et du XV

A pro, pro et demi

Rien ne va plus entre les frères ennemis du ballon ovale, les rugby à XIII et à XV. La querelle est ancienne. Mais elle a pris samedi 16 septembre une dimension internationale.

Tout a commencé — ou plutôt recommencé — au cœur de l'été. Estimant être dans son bon droit, puisque la fédération de rugby à XIII n'a pas accepté de renouveler le protocole signé en 1981 avec la fédération de rugby à XV (à la suite de l'affaire Bouret), Albert Ferrasse, président de la FFR, a autorisé les « transferts » de deux internationaux treizistes, Eric Vergnol et Daniel Verdès, tous deux de Villeneuve-sur-Lot, dans les équipes « quinzistes » de Marmande et d'Agen. Fureur de son homologue « treiziste », Jean-Paul Verdaguer : « Les obligations du président de la FFR sont de la fédération de rugby à XV pour recruter des joueurs de notre fédération sur lesquels nous avons beaucoup investi, accompagnés de propositions sonnantes et trebuchantes, sont répugnantes. »

Mais celui-ci est dans une position beaucoup trop faible pour affronter la puissante fédération du XV sur le terrain strictement français. Il a donc demandé du secours à ses amis britanniques. Dans un premier temps, il a donc brandi avec ceux-ci la menace d'achat de joueurs à XV français par les riches clubs de la Ligue anglaise. Puis il a fait porter le conflit sur le terrain de l'antitourisme, qui est toujours un point sensible pour les partenaires britanniques d'Albert Ferrasse.

« Que ce monsieur
reste chez lui »

Dans les colonnes du Times, David Oxley, secrétaire général de la fédération anglaise de rugby à XIII, affirmait donc, samedi 16 septembre, qu'il était en possession de documents prouvant que les joueurs français sont des professionnels. Il s'agissait d'une note de la FFR sur les limites à ne pas dépasser dans le dédommagement des joueurs, pour qu'ils ne soient pas imposables.

La réplique d'Albert Ferrasse a été dans son registre habituel : « Idiot, je ne m'occupe pas de la fiscalité anglaise. Alors que ce monsieur reste chez lui avec ses professionnels. M. Oxley vient au secours de ses amis français. Je lui dis : « Go home ! » J'avais fixé un protocole avec les treizistes. Ils l'ont dénoncé. Non seulement ils ont mis le feu à la maison, mais, maintenant, en plus, ils crient au voleur. »

Reste que ce déballe sur les pratiques d'un jeu prétendument amateur risque de mettre la FFR en difficulté au sein de l'International Board, instance régissant le rugby à XV, deux ans avant le coup d'envoi de la Coupe du monde, dont une partie des matches doivent avoir lieu en France.

A. G.

MOTOCYCLISME : Grand Prix du Brésil

La chevauchée du Texan

Le Grand Prix du Brésil, disputé dimanche 17 septembre à Goiânia, a été remporté par l'Américain Kevin Schwantz (Pepsi Suzuki) dans la catégorie des 500 centimètres-cubes. Il devance ses compatriotes Eddie Lawson (Rothmans Honda)

Le championnat du monde de la catégorie des 500 centimètres-cubes avait pu se conclure de façon simple. Mis à part une menace de grève des pilotes motivée par l'absence du versement des primes de départ, réglée dimanche 17 septembre, au matin, la saison aurait pu se terminer sans suspense.

Sur le circuit de Goiânia, situé à l'est de Brasília, Eddie Lawson, vainqueur l'an passé et en tête après les quatre épreuves déjà disputées, semblait disposer des meilleurs atouts pour s'emparer une nouvelle fois de la couronne mondiale. Le

et Wayne Rainey (Lucky Stricke Yamaha). Au classement mondial des pilotes, Eddie Lawson empoche, à l'occasion de ce quinzième et dernier Grand Prix de la saison, son quatrième titre dans la catégorie reine. Le Français Christian Sarron (Gauloises

Le trouble-fête de la saison est là pour jouer, une nouvelle fois, les héros de troisième acte. Sur un revêtement bosselé, où l'adhérence réclame beaucoup de doigts et de virtuosité, un troisième cow-boy pointe sa monture. Kevin Schwantz, le Texan blond a déjà montré, sur les circuits européens ou japonais, qu'il sait prendre des risques lorsqu'il décide de venir troubler le jeu des grands.

Pour sa deuxième participation au Continental Circus, Kevin Schwantz a su imposer son style et son sourire, dans les stands comme dans les tribunes. Ses vingt-cinq ans ne doivent pas le faire passer pour un débutant. Fils d'un marchand de motos de Houston, il a été initié très jeune aux sports mécaniques par une famille passionnée par la compétition.

Avec son père ou avec son oncle, l'adolescent longiforme participe avec succès à des motocross. Vainqueur d'épreuves sur route, à vingt ans, il se fait remarquer aussi bien à Willow Springs qu'à Daytona, les temples de la moto aux États-Unis. Seul pilote à se positionner très près de son guide, il surprend rapidement les habitués des courses de vitesse par son habileté à sortir sa moto des virages, à relancer la machine lorsque la roue arrière commence à glisser. Kevin, l'équilibriste de la discipline, imprime son style en Grand Prix dès la saison 1988. De mauvaises blessures au genou l'empêchent de conclure brillamment.

blondes Yamaha), qui a fini à la huitième place, termine troisième du championnat, alors que son frère Dominique, qui venait de reprendre la compétition après une blessure a été victime d'une chute après trente minutes de course.

son engin et à donner l'accélération nécessaire aux chevaux qui vont le propulser vers la courbe suivante. Troisième au départ, il profite d'un moment d'inattention de Wayne Rainey pour lui voler la seconde place. La perte d'un calepiéd ne l'empêche pas de se lancer à la poursuite du leader de la course. Dix tours avant la fin, il s'installe aux commandes d'une compétition qu'il va contrôler jusqu'au drapeau à damier. Kevin Schwantz remporte ainsi sa sixième victoire de la saison, soit deux de plus que son compatriote Lawson, mais doit néanmoins se contenter de la quatrième place au classement mondial des pilotes.

Le fonceur Texan s'incline devant le Californien de trente et un ans. « Buster » Lawson, le pilote qui sourit rarement, a su assurer son titre en accumulant des places sur le podium, si importantes quand somme l'heure du calcul des points. Kevin et Eddie, deux styles différents de pilotage, mais aussi deux façons de concevoir la compétition. Le client fou possède sans doute moins de sagesse que le tacticien méfiant. Sa Suzuki est moins rapide en vitesse de pointe que la puissante Honda de son adversaire, mais elle est très maniable. Face à la mécanique, presque toujours parfaite de l'écurie Honda, Kevin Schwantz se devait à chaque Grand Prix de jouer les risque-tout pour se hisser en tête. La manœuvre comportait des dangers, le Texan a connu les sorties de piste, mais il a aussi flirté avec la gloire.

Le professionnalisme de Lawson est reconnu. Il a remporté son quatrième titre mondial, mais, tout l'hiver, le pilote va sans doute penser à cette dernière course de la saison où une seule chose comptait pour lui : « ne pas tomber ». L'an prochain, la lutte va recommencer avec un Kevin Schwantz encore plus ambitieux.

SERGE BOLLOCH.

Les résultats

Athlétisme

REUNION D'ÉPREUVES COMBINÉES A TALENCE (Gers)

Décathlon. — 1. Piazzi (Fr.), 8 438 pts (10 97, 7,73 m, 14,02 m, 2,13 m, 48 s 57, 14 s 08, 45,12 m, 5 m, 52,82 m, 4 min 26 s 26) ; 2. Johnson (E-U), 8 361 ; 3. Smith (Can.), 8 317 ; 4. Blondel (Fr.), 8 182.

Heptathlon. — 1. Nikitina (URSS), 6 590 pts (13 s 80, 1,81 m, 15,71 m, 24 s 28, 6,52 m, 55,74 m, 2 min 25 s 37) ; 2. Nazarovne (URSS), 6 375 ; 3. Gautzsch (RDA), 6 287 ; 4. Monissier (Fr.), 5 802 ; 12. Lemaire (Fr.), 5 683 ; 15. Collé (Fr.), 5 361.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nationale 1 A (première journée aller)

*Villeneuve b. Racing Paris 95-85
*Avignon b. *Tours 82-77
*Limoges b. Lorient 131-89
*Cholet b. Reims 97-87
*Monaco b. Roanne 88-66
*Astéris b. Montpellier 98-97
*Nantes b. Saint-Quentin 82-79
*Pau-Orthez b. *Clermont 117-88
*Moulins b. Gravelines 83-73

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Deuxième division (dixième journée)

*Lyon b. Lille 2-1
*Marseille b. Saint-Etienne 2-0
*Sochaux b. *Nantes 1-0
*Auxerre b. Toulon 2-0
*Quimper b. R.P. 1 1-0
*Moulins b. Brest 2-0
*Nice b. Montpellier 3-0
*Paris-SG b. Monaco 2-1
*Metz et Caen 0-0
*Bordeaux b. Cannes 2-0

Classement. — 1. Bordeaux 17 pts ; 2. Paris-SG 15 ; 3. Marseille 14 ; 4. Toulon, Sochaux 12 ; 6. Toulon 11 ; 7. Auxerre, Nantes, Nice 10 ; 10. Moulins, Monaco, Montpellier, Saint-Etienne, Lyon 9.

Deuxième division (dixième journée)

Alès b. *Clermont-Lyon 2-0
*Bastia b. Chamois 3-0
*Amiens b. Dijon 4-0
*Grenoble b. *Red Star 4-0
*Avignon b. *Montceau 4-2
*Orléans et Grenoble 1-1
*Reims b. Strasbourg 1-0
*Istres et Martignes 2-2
*Nîmes et Nancy 0-0
Classement. — 1. Nancy, 15 pts ; 2. Alès 14 ; 3. Reims 13.

GROUPE B (dixième journée)

NATIONAL 1989 (à Saint-Tropez)

Simple messieurs

Demi-finales. — Woinogradsky b. Gilbert, 6-7, 7-5, 12-10 ; Soles b. Botsch, 7-6, 6-4.
Finale. Woinogradsky b. Soles, 2-6, 7-5, 10-8.

Double messieurs

Finale. — Lecomte-Woinogradsky b. Piam-Piacentini, 6-2, 6-4.

Simple dames

Finale. — L. Demongot b. N. Hermon, 6-2, 6-0.

Double mixte

Finale. — L. Demongot-O. Delaire b. I. Romand-P. Poch, 6-3, 6-4.

سلا من الامم

Tandis que le conflit s'installe dans la durée

Les appels à la négociation chez Peugeot se multiplient

Alors que le conflit de Peugeot-Mulhouse entre dans sa troisième semaine, le « front » s'est déplacé, lundi 18 septembre, vers Paris. Arrivés de Mulhouse à 9 heures dans la capitale en autobus, une cinquantaine de cadres sont venus en délégation avec la CGC et espèrent être reçus par la direction du groupe PSA.

A Mulhouse, la prise de travail de l'équipe du matin s'est effectuée sans incident, mais, selon les syndicats CGT, CFDT, CFTC et FO, de 1 000 à 1 200 grévistes s'étaient réunis à la gare de Mulhouse. A 8 h 15, un train spécial les emmenait à Paris où ils étaient attendus à 12 h 15.

A la demande de la CGT, les manifestants devaient être accueillis par des ouvriers de l'usine Peugeot de Poissy. Dans un tract diffusé lundi matin, en effet, la CGT (30 % aux élections professionnelles) appelle le personnel de Poissy à des assemblées générales suivies

de débrayages « pour un départ collectif en RER à 10 h 30 ». Normalement, le cortège devrait converger vers l'avenue de la Grande-Armée, où se trouve le siège de PSA, pour protester « sous les fenêtres de M. Jacques Calvet », le président de Peugeot SA.

Le week-end avait été marqué par la montée d'un ton des déclarations syndicales. La CGC demande l'ouverture de négociations et pourrait rejoindre les syndicats ouvriers dans la grève, a indiqué M. Jean-Pierre Chaffin, président de la fédération métallurgie CGC. Le propos a été repris dimanche par M. Paul Marchelli, président de la CGC, qui réclame « un changement radical » d'attitude de la part de la direction « dans les 24 heures ». Le syndicat CSI (confédération des syndicats libres), qui représente plus de 40 % du personnel de l'usine, demande à son tour à la direction

d'ouvrir « de larges négociations » dans un tract diffusé lundi matin.

A Mulhouse même, le syndicat départemental CFTC de la métallurgie du Haut-Rhin a demandé au préfet « d'intervenir personnellement » dans le conflit Peugeot et de procéder « le cas échéant » à la désignation « d'un médiateur ». Le président du conseil général du Haut-Rhin, M. Jean-Jacques Weber, député UDF-CDS, a estimé, le 17 septembre, que les salariés de Peugeot « doivent pouvoir bénéficier eux aussi des succès commerciaux dont ils sont les moteurs ». Numéro deux du Parti socialiste, M. Henri Emmanuelli a estimé pour sa part que le PDG de PSA utilise des méthodes « du dix-neuvième siècle plutôt que du vingt et unième siècle ». Quand M. Jean-Pierre Chevènement, interrogé dimanche sur TF1, il a déclaré que, si M. Calvet était « dans sa logique », il était cependant urgent de « négocier ».

Sochaux repart dans l'action

SOCHAUX
de notre envoyé spécial

La lettre signée de M. Guy Perrier, directeur du centre de production d'Automobiles Peugeot de Sochaux (Doubs), que chacun des 23 000 salariés a reçue, samedi 16 septembre, n'a, semble-t-il, pas entamé la détermination des grévistes, qui ont repris leur mouvement lundi 18 septembre au matin. Selon la direction de l'établissement, la mobilisation du personnel était comparable à celle de vendredi 15 septembre (820 grévistes à 8 h 30) et la production toujours très fortement perturbée.

De côté des syndicats, on indiquait que « le nombre des grévistes a encore progressé dans l'atelier de carrosserie ». Sur les quatre chaînes de fabrication d'outils sortent des 205, des 405, des 505 et des 605, une seule fonctionne partiellement grâce à la mobilisation, selon les syndicats, d'intérimaires.

ment grâce à la mobilisation, selon les syndicats, d'intérimaires.

Dans la lettre qu'il a adressée aux salariés, le directeur de l'établissement a lancé un appel à « reprendre le travail dans le calme » afin de « ne pas compromettre le lancement de la 605 », le nouveau modèle haut de gamme de Peugeot. Après avoir organisé dans la matinée une série de rassemblements à l'intérieur de l'usine, la CGT et la CFDT ont appelé à un meeting pour 17 heures devant les grilles, qui devait être suivi d'une manifestation en ville.

« Tous les ateliers sont désormais concernés par la grève. Le conflit sera dur et il risque d'être long. Nous sommes prêts », soulignait lundi matin M. Doris Daillo, secrétaire du syndicat CGT de Peugeot-Sochaux, la principale organisation syndicale de l'usine, qui rappelle que cette grève est « à Sochaux la plus importante jamais

vue depuis 1968 ». Selon lui, la revendication de 1 500 F d'augmentation du salaire mensuel est « tout à fait réaliste ». En revanche, Force ouvrière s'en tient à une revendication de 250 F alors que la section sochauxienne de la CFB-CGC a pris des positions plus modérées que son président national, M. Marchelli. Elle exhortait en effet de s'associer à la grève et à lancer « un appel à la sagesse », réclamant l'ouverture de négociations salariales afin de mettre en place une formule d'ajustement non plafonnée.

De nombreux grévistes de Peugeot-Sochaux — dont certains s'étaient de l'initiative prise par leurs camarades de Mulhouse de manifester le 18 septembre à Paris devant le siège de PSA — espèrent désormais que « la pression des actionnaires de Peugeot contribuera à pousser M. Jacques Calvet, PDG du groupe, à se décider à enfin négocier sur les salaires ».

JEAN-MICHEL NORMAND.

M. Emmanuelli (PS) : M. Calvet devrait suivre des stages

M. Henri Emmanuelli, numéro deux du Parti socialiste, a déclaré, dimanche 17 septembre, au « Forum » de FR3 et Radio-Montecarlo, au sujet du conflit chez Peugeot, qu'« il n'est pas normal que, en 1989, une direction ne veuille pas ouvrir des négociations avec des salariés en grève ». Selon M. Emmanuelli, « les méthodes employées par la direction de Peugeot, les menaces, les huisseries, le démontage des machines, la transformation de la maîtrise en service de sécurité ne font pas honneur à la démocratie française ni au patronat en général ».

« On ne peut pas s'opposer systématiquement à des revendications sociales sous prétexte qu'il s'agit de la Corée, les salaires sont plus bas », a continué M. Emmanuelli. Dans la compétitivité, il y a, aujourd'hui, quelque chose d'important, ce sont les relations humaines, la politique sociale de l'entreprise. Il me semble que, là, M. Calvet devrait suivre des stages de formation ».

Grève des impôts et du Trésor : durcissement. — Depuis le rejet du « relevé de conclusions », à la suite des propositions gouvernementales, les syndicats des impôts et du Trésor organisent la mobilisation des agents. Le SNU (autonomie), la CGT, la CFDT, FO et la CGC ont appelé les 80 000 agents de la direction générale des impôts à des manifestations départementales et à un rassemblement à Paris, le 22 septembre. La grève des recettes de TVA coûterait 10 milliards de francs par mois à l'Etat, selon les syndicats.

Grève bien suivie chez les ingénieurs des travaux publics. La grève lancée le 15 septembre par le Syndicat national des ingénieurs des travaux publics de l'Etat (SNITPE-FO), pour protester contre l'échec de négociations avec le ministère de l'équipement sur la modernisation (le Monde du 12 septembre), semble avoir été suivie. Selon le SNITPE-FO, 70 % des 5 100 ingénieurs étaient en grève.

Les conflits de l'après-crise

(Suite de la première page.)

« Le cycle, exceptionnellement long que nous constatons aux Etats-Unis ne semble pas vouloir prendre fin », relève un économiste français. Pour lui comme pour d'autres, cette observation confirmerait le caractère obsolète de la théorie américaine des cycles.

Les économies des pays développés (et celles de certains pays en développement) ont connu, depuis le début des années 80, des changements structurels que les modèles macro-économiques traditionnels prennent mal en compte. Bénéficiant d'un environnement international à nouveau favorable (le coût réel du pétrole a, par exemple, baissé de moitié par rapport à son sommet de 1980), ces économies y ont puisé de nouvelles sources de croissance. Quels sont ces changements structurels ?

Dans leur dernier rapport, publié le 15 septembre, les experts du GATT repèrent trois catégories de transformations qui expliquent que « l'économie mondiale soit entrée dans une période au cours de laquelle les taux moyens de croissance de la production et du commerce... seront plus élevés qu'ils ne l'ont été depuis le début des difficultés économiques des dernières années 60 et des premières années 70 » : ce sont « les changements des politiques » économiques, « les innovations technologiques dans la production de biens et de services » et « les nouvelles méthodes du monde des affaires ».

Les politiques engagées à la fin des années 70 et au début des années 80, à dominante libérale (les programmes de baisse d'impôts, de réduction des dépenses publiques, de privatisation et de déréglementation...) ont effectivement favorisé un assainissement économique dans la plupart des grands pays industriels. Les conditions d'une croissance renouvelée étaient ainsi créées. Plusieurs séries d'innovations technologiques sont venues l'alimenter. Dans la production, celles-ci favorisent des gains de productivité importants. Du côté de la demande, elles engendrent un nouveau style de consommation.

Au cours des « trente glorieuses », la croissance économique avait été tirée par la demande des ménages en logements et en équipements ménagers. Aujourd'hui, des besoins restent certes à satisfaire dans ces domaines. Mais un nouveau modèle (une nouvelle « norme », comme disent les théoriciens français de la « régulation ») de consommation tend à émerger. La puce électronique, en particulier, transforme un grand nombre de produits, des biens dont sont avides les nouveaux consommateurs. Chaque Français, on presque, a son téléphone ; il achète aujourd'hui un répondeur, un

appareil sans fil. Certains acquièrent une télécopieuse ou un radiotéléphone. La nouvelle demande porte cependant surtout sur les services : le tourisme, par exemple, connaît un véritable boom dans tous les pays industriels.

Des structures relativement assainies, des politiques moins interventionnistes, des gains de productivité renouvelés et une nouvelle demande : « On peut attendre une croissance qui continue aux Etats-Unis, en Asie et, en général, dans les économies de marché », expliquait, jeudi 14 septembre, devant les membres de la commission des finances de l'Assemblée nationale M. Robert Eisner, le président de l'Association des économistes américains.

Déséquilibres persistants

La crise serait donc finie. Après une période de croissance molle — les années 70 et le début des années 80 —, les pays occidentaux auraient retrouvé des rythmes de croissance soutenus (autour de 3 % ou 4 % par an). Il faut rappeler que les experts estiment que, sur une longue période, les pays industriels ont une vitesse de croissance qui tourne autour de 1 % l'an.

Mais si « la » crise est finie, le monde occidental n'en a pas fini pour autant avec « les » crises. En effet, de nombreux déséquilibres — humains et financiers — subsistent, sources potentielles de tensions. Le tiers-monde (et l'Afrique en particulier) n'a pour l'instant que peu profité du retour à la croissance de l'économie mondiale. Dans les pays industriels, le chômage massif n'a eu cours de la crise n'a pas disparu, même si certains pays ont réussi à le réduire. Aux Etats-Unis, le taux de chômage a été divisé par deux (5,2 % de la population active est aujourd'hui sans emploi) par rapport à son sommet, alors qu'il reste supérieur à 9 % dans la CEE — 2 % seulement de moins par rapport au pic de 1985. Parallèlement, et paradoxalement, ce chômage coexiste avec une situation de pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Les déséquilibres sont aussi financiers. Considérés dans leur ensemble, les pays industriels continuent à épargner insuffisamment par rapport à ce qu'ils investissent. C'est surtout le cas des Américains, qui accumulent des déficits inquiétants à l'égard du reste du monde. La dette des pays en développement laisse également planer une menace pour l'ensemble de l'économie mondiale.

En France, comme dans les autres pays européens, l'après-crise est commencée. Le retour à la croissance impose sans doute d'imaginer un nouveau type de relations sociales. M. Michel Rocard, premier ministre, et M. Jacques Calvet, président de Peugeot SA, sont l'un et l'autre convaincus que, malgré la prospérité retrouvée, il faut maintenir les disciplines qui ont permis de sortir de la crise. Ils ont sans doute raison. Mais cela ne peut pas suffire. Le « pacte de croissance » proposé par le premier ministre est une réponse à cette situation nouvelle. A écouter les propos de M. Calvet, il semble que le patronat privé français n'ait pas encore de propositions pour faire face aux conflits de l'après-crise.

ERIK IZRAELEVICZ.

SOMMAIRE

■ Le projet de loi de finances pour 1990 comprend plusieurs mesures d'allègements de la fiscalité sur l'épargne (lire page 28).

■ Alors que la grève se poursuit lundi 18 septembre à Mulhouse et à Sochaux, les syndicats élèvent le ton et organisent une manifestation à Paris (lire ci-dessous).

■ Le taux de fécondité s'est stabilisé en France en 1988 (lire ci-dessous).

■ Après sa tournée en Europe, M^{me} Carla Hills, représentante de M. Bush dans les négociations commerciales internationales, s'est déclarée « rassurée » sur les projets de la Communauté (lire page 24).

INSOLITE

Une vie de chiot

La mort accidentelle de 79 chiots de race boïte, le 6 septembre, pendant leur transport entre un chenil anglais et un laboratoire suédois a vivement ému le ministre britannique de l'Agriculture, M. John Gummer. Celui-ci a déclaré qu'il ne tolérera pas la cruauté envers les animaux et qu'il prendra les mesures nécessaires pour empêcher de telles choses.

Le ministre a déposé un vététaire en Suède pour enquêter sur cette affaire. Le transporteur britannique concerné a fait ses excuses en indiquant qu'il était « extrêmement choqué » et qu'il se refusait désormais à transporter des animaux destinés à l'exportation.

DÉMOGRAPHIE

770 000 nouveau-nés en 1988

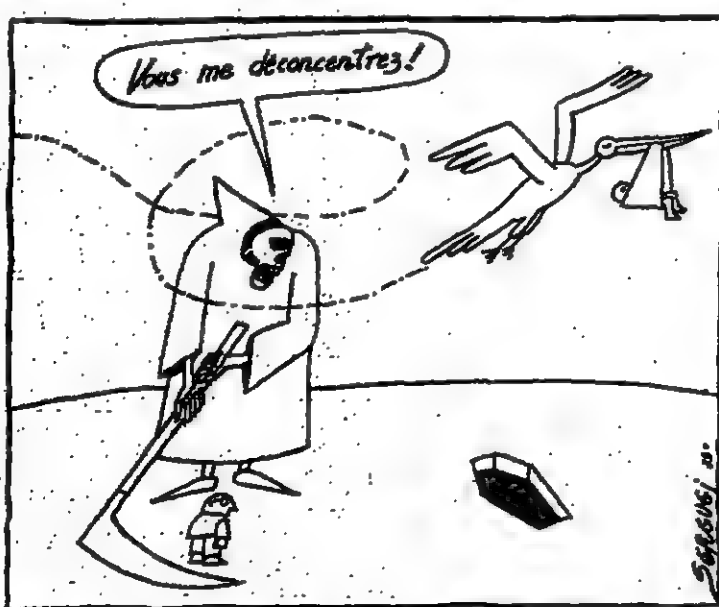
Le taux de fécondité de la France se stabilise

La baisse de la fécondité en France serait-elle stabilisée ? C'est, en tout cas, ce que ressort du rapport annuel que vient de publier l'Institut national d'études démographiques (INED). Tous les indicateurs 1988 démontrent une stabilité, ou presque. Le nombre des naissances d'abord : 770 000 comme en 1987 (13,8 pour 1 000). Le taux de fécondité reste à 1,82 ; le niveau est demeuré presque inchangé depuis 1984, après une brève petite remontée à 1,95 en 1980-1981. Dans ces naissances, la part des parents étrangers continue à baisser lentement : 10 % environ, contre 11,9 % en 1983. Les avortements diminuent depuis 1984 : 160 732 en 1987, contre 166 797 en 1986. Mais des variations mineures dans certains départements amènent les démographes à se demander si l'enregistrement est toujours correct.

Le divorce aussi

La stabilité de la fécondité met aujourd'hui la France à un niveau relativement élevé en Europe. La chute de la fécondité, commencée dans les pays d'Europe du Sud (Italie, Espagne, Portugal, Grèce), continue. En revanche, la situation se stabilise dans l'Europe du Nord (un peu au-dessous de 1,8 en Grande-Bretagne et en Norvège, vers 1,6 aux Pays-Bas) ; elle remonte même en Allemagne fédérale et au Danemark (qui avaient atteint des niveaux très bas et se situent maintenant au-dessus de 1,4 et 1,5 respectivement), et surtout en Suède (2,2).

Hormis la Suède et l'Irlande, seuls les pays d'Europe de l'Est se situent au-dessus du niveau français : ceux-ci s'échelonnent de 1,8 environ en Hongrie à 2,3 en Pologne.



Mais sans dans ce dernier pays, la fécondité baisse surtout plus ou moins vite, que ce soit en Roumanie (2,2), en Tchécoslovaquie, Bulgarie et Yougoslavie (2 environ). En RDA, après la remontée de 1975-1980 consécutive à des mesures d'aide aux familles, le taux de fécondité est revenu à 1,7.

De son côté, le déclin du mariage en France semble s'arrêter. On enregistrait 273 000 en 1988 contre 263 000 en 1987, après la chute d'un tiers constatée de 1970 à 1986. Au total, on peut estimer que 30 % des femmes restent célibataires. Le divorce paraît se stabiliser aussi : 30,8 % des mariages ont abouti à un divorce contre 31 % en 1987. Mais les mariages de divorce commencent la même crise que les premiers mariages. Ils ont diminué de moitié en quinze ans.

La mortalité enfin reste presque stable aussi : on a compté 524 000 décès en 1988 (soit 9,4 pour 1 000) contre 527 000 en 1987. La mortalité infantile, déjà basse, ne peut diminuer que lentement, arrivant à 7,7 pour 1 000 naissances vivantes. Mais l'espérance de vie à la naissance, progressant de plus de trois mois par an, dépasse désormais quatre-vingt ans pour les femmes, si elle n'atteint que 72,3 ans pour les hommes.

La baisse de la mortalité en 1987 avait concerné la plupart des causes de décès, mais pas les cancers (plus 1,5 %) ni le sida : même si ce dernier n'a été responsable « que » de 964 décès, il domine « le paysage sanitaire français ».

G. H.

du 15 au 24 septembre 1989

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE

ÎLE DE CHATOU

près de Paris. Accès direct RER. Chatou.

organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.

Tél. 4770.88.78

FRANCE

info

SUR FRANCE INFO

TOUTES LES DEMI-HEURES

Avec Jean-Pierre Gaillard et Christophe Redle

Toutes l'information économique et financière

• A 7 h 57, la clôture des grands marchés

TOKYO, WALL STREET, PARIS

• La Bourse de Paris en direct

• La vie des affaires

De 6 heures à 1 heure du matin.

ETRANGER

Représentante du gouvernement Bush pour les négociations commerciales

M^{me} Carla Hills se dit rassurée après sa tournée européenneBRUXELLES (CEE)
de notre correspondant.

M^{me} Carla Hills, la représentante des États-Unis pour les questions commerciales, achève sa tournée européenne rassurée. C'est du moins ce qu'elle a déclaré après s'être entretenue samedi 16 septembre avec M. Frantz Andriessen, le vice-président de la Communauté européenne. « Nous sommes décidés à rester ouverts aux importations. Notre intention n'est en aucune manière, comme on le prétend à Washington, de multiplier les bar-

rières pour forcer les entreprises des pays tiers à venir investir en Europe », avait précédemment mis au point le responsable européen.

En fait, tout au long de sa tournée, M^{me} Hills est partie en guerre contre le protectionnisme de plus en plus menaçant de la Communauté, selon elle. A Londres, l'une des dernières étapes de sa tournée, M^{me} Hills a souligné combien la garantie de change donnée par le gouvernement allemand aux industriels participant au programme Airbus (et notamment à Daimler-Benz) déplaçait à son gouvernement. Elle en a une nouvelle fois fait état à Bruxelles devant M. Frantz Andriessen.

M^{me} Hills est également revenue à Bruxelles sur les projets supposés de la CEE en matière de « contenu local ». Cette crainte est apparue après que des produits fabriqués par des entreprises japonaises installées aux États-Unis, en particulier dans le domaine des semi-conducteurs, ont été taxés à l'entrée de la Communauté, sous prétexte qu'ils comportaient une part de composants japonais trop importante.

M. Andriessen a répondu que la CEE s'en tenait strictement aux dispositions du GATT et n'avait pas du tout l'intention d'imposer à ses fournisseurs des exigences particulières concernant le contenu local.

D'autres litiges commerciaux entre la CEE et les États-Unis ont

été abordés au cours de ces entretiens : le dossier de la viande traitée aux hormones (la CEE a affirmé sa volonté de pénaliser le moins possible les exportateurs américains), d'une part, et celui des ventes d'acier de la Communauté aux États-Unis, d'autre part. Ces exportations sont soumises à un quota qui viendra à échéance en avril 1992. La CEE pourrait accepter sous condition la reconduction de ces accords de limitation. M. Frantz Andriessen et M^{me} Carla Hills devraient se revoir trois fois d'ici à la fin de l'année. Les deux parties ont réaffirmé avec force leur volonté de consentir les efforts nécessaires pour que l'Uruguay Round (les négociations commerciales multilatérales engagées en septembre 1986 à Punta del Este dans le cadre du GATT) s'achève au terme prévu, c'est-à-dire à la fin de 1990.

Sur la question agricole, dossier sensible s'il en est, M^{me} Hills avait annoncé jeudi 14 septembre, à Londres, que son gouvernement avait l'intention de soumettre au GATT d'ici à la fin de l'automne un programme détaillé de réformes des marchés agricoles. Les États-Unis envisagent par ailleurs de proposer des modifications à la procédure de résolution des conflits entre partenaires commerciaux au sein du GATT, le système actuel ne prévoyant pas de possibilité d'appel.

Ph. L.

Près de 1 700 emplois supprimés chez le pétrolier britannique

BP restructure sa division exploration-production

BP, troisième compagnie pétrolière mondiale et premier groupe britannique dans les secteurs confondus, a annoncé, jeudi 14 septembre, qu'il va profondément restructurer sa division exploration-production, en vendant 1,31 milliard de dollars (8,3 milliards de francs) d'actifs et en supprimant mille sept cents emplois (sur dix mille cinq cents) dans le monde.

Ce repli, mal accueilli par la Bourse puisque l'action BP a perdu 5 pence à Londres aussitôt la nouvelle connue, vise, selon la direction, à réduire les frais généraux et à rendre l'exploration pétrolière « plus

agressive » et « plus sélective ». La plupart des observateurs notent cependant que cette restructuration suit les rachats successifs de la totalité du capital de Standard Oil Co (Sohio) aux États-Unis pour 50 milliards de francs en 1987, et de British Petroleum pour 26 milliards de francs en 1988, et qu'elle permettra surtout de réduire l'endettement excessif du groupe et éventuellement de préparer une nouvelle acquisition.

L'essentiel des actifs pétroliers et gaziers cédés, correspondant à des réserves de 367 millions de barils équivalent pétrole, seront rachetés par Oryx Energy, une petite compagnie américaine issue de Sun Oil, qui acquerra ainsi environ 9 % du patrimoine de BP en mer du Nord. Parmi ces actifs figurent les participations de BP dans cinq gisements déjà exploités en mer du Nord (Ninian, Murchinson, Hutton, Dunlin et Audrey), dans des gisements en cours d'exploitation et dans

quarante-deux blocs d'exploration. Les intérêts de BP dans les systèmes d'oléoducs de Ninian et de Brent sont également compris dans la vente. En outre, BP cédera un certain nombre de permis et de participations à l'étranger (en Colombie, à Dubaï, en Équateur, au Gabon, en Indonésie et en Italie). Ces opérations sont encore sujettes à l'approbation des divers partenaires de BP dans les champs concernés.

Quant aux suppressions d'emplois, elles devraient surtout concerner l'Ecosse (970), les effectifs du siège londonien étant également touchés (470), ainsi que le siège de Houston, aux États-Unis. Cette mesure permettra, selon la direction, une économie de 950 millions de francs, par an environ. Elle a toutefois suscité de vives réactions en Ecosse où le groupe est accusé de ne pas tenir les promesses qu'il avait faites lors du rachat de Britoil il y a un an.

Ralentissement de l'inflation en Grande-Bretagne

Les prix de détail en Grande-Bretagne ont augmenté de 0,3 % en août par rapport à juillet, la hausse des prix alimentaires (+0,5 %) et des boissons alcoolisées (+1 %) n'ayant été que partiellement compensée par la baisse des prix de l'essence.

Sur un an (août 1989 comparé à août 1988), l'inflation est de 7,3 % contre 8,2 % en juillet. Le ralentissement du rythme annuel de la hausse des prix est dû à la prise en compte du fort relèvement des taux de crédit au logement intervenu en août 1988. Si l'on exclut du calcul de l'indice des prix de détail le coût du crédit au logement, le ralentissement du taux d'inflation en rythme annuel se confirme.

Ph. L.

M. Poehl prévoit un rôle international accru pour le franc français

Le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, a déclaré, dans un entretien publié le 17 septembre par le journal allemand *Welt am Sonntag*, que le franc français devrait jouer un rôle international accru si la France continuait de mener une politique économique stable, et de libéraliser son marché des capitaux. Une telle montée en

puissance de la devise française réduirait la Bundesbank, selon M. Poehl, et « allègerait le fardeau [supporté par le mark] en tant que monnaie de réserve ».

Par ailleurs, le président de la Bundesbank a formulé une mise en garde contre la récession trop rapide de l'union économique et monétaire européenne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Béghin-Say

Suite aux articles récemment publiés par la grande presse économique et financière, la Société tient à préciser qu'elle ne saurait cautionner des informations divulguées sans avoir été préalablement consultée pour en confirmer la véracité.

Le conseil d'administration de la Société sera convoqué avant la fin du mois d'octobre pour arrêter les comptes semestriels sociaux et consolidés. Il débattre également à cette occasion de questions relatives d'une part à un projet d'augmentation de capital et d'autre part aux divers scénarios envisageables quant au sort des participations détenues dans Papeterie Béghin-Corbéhem et Kayserberg.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Ce présent avis est publié à titre d'information seulement.



YVES SAINT LAURENT

JUN 1989

PLACEMENT PRIVÉ D'ACTIONS YSL

F 1 000 142 500

BANQUE DE NEUFLIZE, SCHLUMBERGER, MALLET

BNP

BANQUE INDOSUEZ

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet



GROUPE ABN BANK

TRANSPORTS

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

Le président de la SNCF annonce une réduction de 4500 emplois par an

Interrogé au « Grand Jury RTL-le Monde », M. Jacques Fournier, président du conseil d'administration de la SNCF, a confirmé, le dimanche 17 septembre à Nantes, que la société nationale envisageait de réduire ses effectifs dans les prochaines années. « Il y avait 500 000 cheminots en 1940 et 350 000 en 1963, a-t-il déclaré. Il y en a aujourd'hui un peu plus de 200 000. On retrouve cette évolution dans tous les réseaux comparables au nôtre. L'Est comme à l'Ouest (...). La SNCF n'a jamais procédé à des licenciements. Dans le cadre du statut que nous respectons scrupuleusement, nous assurons la gestion de l'évolution des effectifs. Je n'ai pas la religion de la réduction des effectifs (...). Cela dit, il nous paraît raisonnable de prévoir que, dans les toutes prochaines années, il y aura encore des réductions, mais elles seront très inférieures à celles des dernières années (...). Nous prévoyons de réduire d'environ 4500 personnes par an les effectifs. Mais, compte tenu des départs en retraite, dont le nombre se situe autour de 7500 par an, nous pouvons recruter 3000 personnes chaque année. C'est un phénomène nouveau puisque, au cours

de la période récente, la SNCF ne recrutait plus ».

A propos des pannes qui ont bloqué des milliers de voyageurs, cet été, sur les lignes de la Côte d'Azur, M. Fournier a déclaré qu'elles avaient donné lieu à réparation : 90 % des dossiers déposés par les voyageurs pénalisés ont été réglés par l'attribution de billets de train dans 10 % des cas, la SNCF a remboursé les frais supplémentaires qui lui avaient été présentés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHRYSLER CORPORATION

Nous vous informons que le conseil d'administration de la société Chrysler Corporation a, dans sa séance du 7 septembre 1989, décidé la mise en distribution d'un dividende de 30 cents par action ordinaire détenue, payable le 16 octobre 1989, aux actions inscrites à la date du 18 septembre 1989.

Les actions ordinaires seront négociées ex-coupon à la Bourse de New York à compter du 12 septembre 1989. Les actions de priorité ne font pas l'objet d'une distribution de dividende.

SEMA GROUP

RÉSULTATS DU 1^{er} SEMESTRE 1989

Le chiffre d'affaires consolidé de SEMA GROUP pour le premier semestre de 1989 s'élève à 137,7 millions de francs. Le bénéfice consolidé avant impôts a atteint pour la même période 7,1 millions de francs.

Ces résultats traduisent une amélioration significative par rapport au second semestre de 1988 et sont en ligne avec la tendance annoncée en avril dernier.

Les activités de SEMA GROUP en France et en Espagne continuent à enregistrer d'excellentes performances, tandis que les activités du Groupe au Royaume-Uni ont renoué avec la rentabilité, traduisant ainsi les premiers effets du plan de redressement mis en place en janvier 1989.

Le Conseil d'administration a décidé la mise en paiement d'un dividende intérimaire de 0,80 pence par action.

Le volume global des commandes enregistrées a été très encourageant, notamment sur les deux marchés majeurs du Groupe, en France et en Grande-Bretagne.

Il convient en particulier de mentionner l'obtention d'un contrat d'une valeur totale de plus de 150 millions de francs pour la fourniture des systèmes de contrôle et de commande des frégates type 23 de la Royal Navy. Ce contrat place la SEMA GROUP au premier rang des fournisseurs de prestations intellectuelles dans le domaine des systèmes de haute technologie.

L'un des premiers effets de la synergie résultant de la fusion a été le succès rencontré par nos projets financiers en Europe continentale. Un autre bénéfice de la fusion a été de pouvoir maintenir, malgré le plan de redressement, un volume d'investissements croissant en Recherche et Développement, tout comme en formation, afin de préparer l'avenir.

Le plan stratégique de développement du Groupe pour les années 1990 à 1995 a été mis au point, et ses objectifs seront diffusés dans toutes les unités opérationnelles du Groupe dès la fin de l'année.

Perspectives

Pour le second semestre de 1989, les activités continentales du Groupe devraient réaliser des performances équivalentes à celles du premier semestre, tandis que les activités du Royaume-Uni devraient voir leur rentabilité atteindre un niveau convenable à la fin de l'année.

La croissance du volume des commandes devrait également être satisfaisante, permettant une amplification de la croissance interne en 1990.

صكنا من الامل

Économie

AFFAIRES

Champion canadien de l'OPA à crédit

M. Robert Campeau devrait perdre le contrôle de son groupe

Le titre de Campeau Corp., groupe fondé par l'homme d'affaires canadien Robert Campeau, n'a pas été coté vendredi 15 septembre à New-York ni à Toronto, dans l'attente d'un plan de restructuration pour le sortir de lourdes difficultés financières (11,5 milliards de dollars de dettes) nées du rachat d'importantes chaînes de distribution américaines. Un de ses principaux actionnaires (25 % du capital), Olympia and York

Developments, du groupe Reichmann, de Toronto également, doit garantir un prêt de 250 millions de dollars. La révélation au milieu de la semaine dernière de la gravité des problèmes financiers de Campeau a mis en ébullition le marché des « junk bonds », ces obligations à haut risque, appelées aussi « actions de pacotille », grâce auxquelles M. Robert Campeau avait financé ses OPA.

MONTREAL
de notre correspondante

Le Canadien Robert Campeau vient de perdre, à tout le moins, quelques-unes de ses illusions. « Aux Etats-Unis, disait-il en avril 1988, le capitalisme est plus sain ; on tient moins compte des origines ».

Parti de rien, ce sexagénaire avide d'une revanche sur les barons nantis de son pays natal venait alors de conclure à l'arraché la plus importante OPA non pétrolière jamais réalisée aux Etats-Unis. Le groupe Federated Department Stores, avec ses sept cent soixante-quinze points de vente et ses seize enseignes de grand magasin, dont le presti-

gieux Bloomingdale's, était passé sous son contrôle à l'issue d'une bataille acharnée.

M. Robert Campeau avait certes pris d'énormes risques en recourant fortement aux obligations à hauts rendements (ces fameux junk bonds à court terme) pour financer son opération de 6,6 milliards de dollars. Le « nouveau roi du commerce de détail américain » promettait toutefois, avec une belle assurance, de confondre les sceptiques. N'avait-il pas conquis deux ans plus tôt, pour 3,6 milliards de dollars, le géant new-yorkais Allied Stores (vingt et une chaînes de magasins), grâce à sa première OPA hostile financée sur endettement ?

Ces derniers jours, Wall Street n'a pas spécialement fait de différence de classes : en exigeant de tout homme d'affaires — qu'il soit bien né ou qu'il soit issu, comme Robert Campeau, des quartiers francophones pauvres de la ville minière de Sudbury, dans l'Ontario — le simple respect des engagements financiers pris.

Or, l'empire bâti par ce conseiller des affaires croque actuellement sous le poids d'une dette de 11,5 milliards de dollars, soit plus de 75 milliards de francs (dont 3 milliards en obligations à court terme), et manque cruellement de liquidités.

Sous tutelle

M. Robert Campeau doit d'une part rembourser rapidement le prêt-relais de 400 millions de dollars octroyé pour l'achat de Federated Stores par trois institutions conduites par la First Boston Corp. Il lui faut d'autre part payer au plus vite près de 51 millions de dollars d'intérêts sur un emprunt contracté pour l'achat d'Allied Stores. Il lui faut enfin rembourser toutes ses chaînes de distribution actuellement à court de fonds de roulement au moment où elles achètent le gros de leurs marchandises en vue du traditionnel boom commercial de décembre.

A ce dernier chapitre, les riches frères canadiens Paul, Ralph et Albert Reichmann ont accepté de voler, dans une certaine mesure, au secours de leur compatriote. Leur groupe immobilier et pétrolier Olympia and York Developments financera, sous certaines conditions, un prêt de 250 millions de dollars, au prix fort. M. Campeau perdra vraisemblablement le

contrôle de son groupe, au sein duquel la participation des frères Reichmann devrait passer de 25 % à 36 %.

Campeau Corp. est d'ores et déjà sous tutelle : une équipe d'administrateurs sera chargée de la restructuration financière du groupe, dont le joyau, Bloomingdale's, sera vendu. Si le champion de l'OPA à crédit en est arrivé là, c'est qu'il a commis quelques erreurs, qui ne pardonnent pas lorsqu'on joue très serré. Il avait notamment misé sur une baisse des taux d'intérêt. Il avait aussi cru que la consommation américaine repartirait d'un pied plus vaillant.

M. Robert Campeau, jamais à court de jugements péremptoires sur l'état du monde, de l'économie et de ses affaires, n'en est pas à ses premiers déboires. Sa vie est une succession d'émotions fortes, façon montagnes russes.

Manœuvre dès l'âge de quinze ans, il a fait tous les métiers avant de construire de ses mains, à vingt-cinq ans, sa première maison. A peine terminée, elle est revendue. Bénéfice de l'opération : 3 000 dollars, six fois son salaire mensuel de l'époque. Devenu entrepreneur, il bâtit plus de vingt mille maisons à Ottawa, accumule les succès à Montréal et à Toronto, mais voit trop grand. Après la vente en 1970 de son entreprise à Paul Desmarais, homme d'affaires franco-ontarien comme lui, M. Robert Campeau part se remettre d'une dépression nerveuse sous le soleil de Floride.

Deux ans plus tard, ragaillard, il rachète sa compagnie à son ami Desmarais et repart de plus belle dans l'immobilier, jusqu'en 1980. Cette année-là, l'establishment anglophone de Toronto, qui n'aime guère ce « nouveau riche flamboyant, se ligue contre lui et l'empêche d'acquiescer la plus grosse société fiduciaire du Canada, Royal Trustco. Nouvelle déprime, nouvelle fuite, de cinq mois seulement cette fois.

A son retour, il n'a qu'une idée en tête : partir à la conquête des Etats-Unis, Eldorado de l'OPA, où il regrette de n'avoir pas commencé sa carrière.

C'est là qu'elle risque actuellement de se terminer. Ces hommes dévoués, dont la suffisance a impatienté ces derniers mois les financiers américains, doit faire vite, à soixante-cinq ans, pour se relever une nouvelle fois.

MARTINE JACOT.

CEE

Le Parlement de Strasbourg accroît sa pression en faveur de l'Europe sociale

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Le Parlement européen a adopté, la semaine dernière, une série de résolutions présentées par la quasi-totalité de ses groupes politiques où il demande à la Commission européenne ainsi qu'à son conseil des ministres de prendre rapidement les dispositions législatives nécessaires pour que les droits sociaux des salariés soient effectivement respectés dans le marché unique de 1993.

La résolution présentée par le groupe socialiste, qui a mené avec succès l'offensive dans cette affaire, a été adoptée par 234 voix contre 29. En raison des efforts consentis la veille par M. Jacques Delors, le président de la Commission pour se rapprocher du point de vue du Parlement ainsi que du refus du Parti populaire européen (PPE), où siègent les démocrates-chrétiens, de s'engager dans cette voie, la menace de bloquer les travaux concernant la mise en place du marché unique dans le cas où la Commission et le Conseil ne feraient pas diligence a été exprimée avec moins de vigueur que ne le prévoyait originellement les socialistes ; mais la pression est maintenue. « Le Parlement, lit-on dans la résolution, met en garde l'absence de progrès substantiels dans le domaine social avant la future collaboration entre le Parlement européen et les autres institutions ».

Ph. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BSN PROGRESSE...

1 413

MILLIONS DE FRANCS
DE BENEFICE NET
AU 1^{er} SEMESTRE 1989

Au 30 juin 1989, le chiffre d'affaires consolidé de BSN s'est établi à 23,2 milliards de francs contre 20,7 milliards de francs à fin juin 1988.

Pour le premier semestre 1989, le bénéfice net a atteint 1 413 millions de francs contre 1 257 millions de francs en 1988, soit une progression de 12,4 %.

Ce résultat net inclut d'une part une plus-value sur la cession des activités de sous-traitance dans les biscuits aux Etats-Unis et d'autre part les coûts de financement de l'acquisition des sociétés biscuitières de Nabisco dont les résultats ne sont pas intégrés au 30 juin.

Le résultat opérationnel après amortissements et avant frais financiers et impôts s'est établi à 2 550 millions de francs contre 2 299 millions de francs pour le premier semestre 1988.

La répartition par Branches est la suivante :

(en millions de francs)	30/6/1989	30/6/1988
Produits Frais	537	418
Epicrerie	444	460
Biscuits	522	421
Bière	496	414
Champagne, Eau minérale	316	286
Emballage	339	357
Résultat opérationnel des Branches	2 654	2 356
Résultats non répartis	(104)	(57)
Résultat opérationnel du Groupe	2 550	2 299

La société Vandamme Pie Qui Chante a été transférée de la Branche Epicrerie à la Branche Biscuits en 1989 ; les résultats du premier semestre 1988 ont été retraités pour en tenir compte.

Les résultats consolidés semestriels de BSN ont fait l'objet de contrôles spécifiques des commissaires aux comptes qui ont délivré l'attestation prévue par la loi.

Les résultats atteints au premier semestre et ceux du second semestre, favorisés par de bonnes conditions climatiques, permettent d'envisager une croissance raisonnable des résultats de l'ensemble de l'année en cours.

Pour vous informer en permanence sur BSN,
composez sur votre minitel 36 16 3 1111.



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Un suivi régulier de vos clients
réguliers vous évitera bien des irrégularités
de paiement.



Janvier : Monsieur B. fixe pour sa société des objectifs de développement commerciaux. Conseil SCRL : on peut travailler à temps normal.



Avril : les ventes du 1^{er} trimestre sont inférieures aux prévisions. Conseil SCRL : évolution à suivre.



Juillet : le principal client de Monsieur B. vient de déposer son bilan. Conseil SCRL : surveiller de près, trousser conseil.



Octobre : l'octroi d'un prêt de 5 MP vient renforcer le capital de Monsieur B. Conseil SCRL : traiter avec prudence, à court terme.

SCRL

Première société française d'information économique SCRL créée aujourd'hui l'AS* : une analyse de solvabilité complète directement accessible par minitel, accompagnée d'un contrôle trimestriel systématique qui vous permet d'être in-

formé régulièrement pendant toute une année, de l'évolution de la solvabilité de vos clients. Le contrôle trimestriel "AS" de SCRL, c'est l'assurance d'avoir en main toutes les cartes pour bien connaître vos clients tout au long de l'an-

née et rester, en affaires, maître du jeu. Pour en savoir plus, appez 3614 SCRL ou contactez-nous : SCRL, 5 quai Jaurès, BP 9063, 69255 LYON Cedex 09. Tél. : 72.30.10.10 (Province) ou 40.11.25.25 (Paris).

Pour que vos affaires restent des affaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NOUS INVESTISSONS
EN TURQUIE

PRIMAGAZ
L'ÉNERGIE
D'ALLER
PLUS LOIN.

Le 5 septembre 1989, Monsieur Jean-Charles INGLESSI, Président de la Compagnie des Gaz de Pétrole PRIMAGAZ a paraphé l'acquisition près d'investisseurs privés de 77 % du holding turc EUREKA METAL qui détient, notamment, 49 % du capital du second distributeur de gaz de pétrole liquéfiés (G.P.L.) en Turquie, la Société IFRAGAZ.

Le Groupe IFRAGAZ emploie 700 personnes, et a réalisé en 1988 un chiffre

d'affaires de 350 millions de francs générant un profit net de 6 %.

Dans un marché turc qui progresse de 10 à 15 % l'an, il a distribué l'année dernière 280 000 tonnes de G.P.L. en bouteilles et 70 000 tonnes en gros vrac industriel.

Les tonnages commercialisés par le Groupe PRIMAGAZ représenteront 1 100 000 tonnes/an.

Cet investissement a été intégralement financé sur la trésorerie courante de la Compagnie PRIMAGAZ.



GROUPE PRIMAGAZ

Marchés financiers

La Générale des eaux rachète Grandjournan

Le groupe Générale des eaux va prendre le contrôle complet de Grandjournan, une entreprise moyenne (propriété urbaine, assainissement et transports), implantée principalement à Nantes et dans l'Ouest, dans laquelle il avait déjà des intérêts. Cette prise de possession fait suite au retrait des principaux détenteurs de cette affaire familiale, et notamment du président, M. Paul Grandjournan.

Propriété des familles Grandjournan et Peigné, Grandjournan réunit un ensemble de sociétés, essentiellement dans deux domaines : le transport et l'assainissement des marais (avec diverses filiales spécialisées) et surtout la propriété urbaine (collecte d'ordures ménagères et de déchets industriels, pompage et curage de canalisations), dans les sociétés SAGO (à Nantes, CORADIC (à Rennes) et STMB (à Bordeaux)). Ces dernières travaillent pour plus de deux cent cinquante collectivités locales sur la façade atlantique, de Saint-Brieux à

Saint-Jean-de-Luz, mais surtout dans la région nantaise et en Bretagne.

La Générale des eaux avait déjà des liens étroits avec elles : sa filiale CGEA, qui va reprendre l'ensemble des parts familiales (à l'exception de l'immobilier et de la location de véhicules), détenait déjà 50 % de Netra, 33,98 % de STMB et 33,95 % de la maison mère SAGO. C'est surtout dans ce secteur « propriété urbaine », où la concurrence est vive dans l'opinion du marché unique européen, tant avec les entreprises françaises qu'étrangères, que la synergie est claire : la CGEA consolide ainsi l'implantation du groupe Générale des eaux dans l'Ouest et le Sud-Ouest. Grandjournan a un chiffre d'affaires de 230 millions de francs dans ce secteur, dont 100 millions environ pour la collecte des ordures ménagères, où l'entreprise estime tenir la quatrième place parmi les sociétés françaises. Le prix de la transaction n'est pas définitivement fixé, mais pourrait être de l'ordre de 200 millions de francs.

CGEE Alstom : nouvel actionnariat, nouveau nom

Après avoir modifié son actionnariat en avril, CGEE Alstom change maintenant de nom. Elle s'est choisie celui de Cegelec, subtil contraction de la raison sociale de ses deux nouveaux actionnaires (la CGE française pour 75,5 % et la General Electric britannique - GEC - pour 24,5 %) et de son domaine d'activité, l'électricité. Ce changement de nom n'est pas du luxe. Rares ont été les entreprises françaises à avoir dû supporter tant de fautes d'orthographe dans leur raison sociale ! Cette modification est également chargée de sens : après être sorti du capital de l'entreprise (dans lequel il était présent à 45 %), le groupe Alstom disparaît même de sa raison sociale... ce grand frère encombrant, qui ne rêvait que de croquer la CGEE Alstom, qu'il avait dû se résigner à posséder à 45 % seulement.

Outre la reprise des activités de contrôle industriel de GEC, Cegelec a également racheté cette année le secteur du contrôle industriel des ACEC belges et il y a quelques jours, CGA-HBS, filiale d'Alcatel CIT (elle aussi dans la galaxie CGE). Avec 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires et un effectif de 1 900 personnes, CGA-HBS travaille dans le péage, le contrôle de trafic dans les transports routiers et

ferroviaires, et le tri postal automatisé, notamment. Cegelec a également pris récemment une participation de 50 % du capital de CETT, (également filiale à 100 % d'Alcatel CIT), une petite société de 150 millions de francs de chiffre d'affaires spécialisée dans l'étude et la réalisation de systèmes de gestion technique centralisée par télécommunication pour l'énergie et l'industrie et d'équipement de réseaux de transmission et de télécommunication.

Cegelec pèsera désormais 15 milliards de francs de chiffre d'affaires, soit 3 de plus qu'auparavant. Créée en 1971 du regroupement des activités des différentes filiales de la CGE dans les domaines du contrôle industriel et de l'entreprise électrique, elle travaille dans trois métiers : l'entreprise électrique, son secteur d'origine, le contrôle industriel et les services d'assistance technique, son troisième et plus récent domaine.

Avec ses 3 milliards de trésorerie et une rentabilité égale à 1,5 % du chiffre d'affaires, Cegelec a aussi fait une véritable moisson de contrats cette année : le dernier en date, de 425 millions de francs, à Taiwan concerne le contrôle d'une aciérie de 2 millions de tonnes en association avec l'allemand Man.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMMUNICATION DE LA VALEUR PATRIMONIALE DE L'ACTION

La valeur patrimoniale de la société, mesurée sur la base des états comptables du 30 juin 1989, et en fonction des cours de Bourse de ses participations, directes et indirectes, ressortait, en date du 11 septembre 1989, à : 310 francs par action.

Ce chiffre est à rapprocher du cours de Bourse de l'action MMB qui s'élevait le même jour à 211 francs (premier cours), témoignant d'une décote, par rapport à la valeur patrimoniale, de 32 %.

Le Groupe André

a pris le contrôle de

Creeks

Trianon Finance

a assisté le Groupe André dans les négociations

Paris, juillet 1989



LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 31 décembre 1988

8 sept. 15 sept.

Valeur transp. à rev. variable	125,2	124,9
Valeurs industrielles	125,2	124,2
Valeurs étrangères	125,2	124,2
Industrie chimique	148,5	142,5
Industrie métallurgique	116,0	114,8
Industrie électrique	141	134,8
Industrie aéronautique	113,7	112,7
Industrie textile	122,1	122,7
Industrie de consommation	117,5	116,5
Industrie agro-alimentaire	125,7	125,7
Industrie des services	134,4	132,5
Assurances	125,8	124,5
Crédit bancaire	113,1	114,2
Social	103,5	102,7
Immobilier et financier	111,4	113,1
Investissement et portefeuille	121,2	122,2

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs transp. à rev. variable 95,8 | 99 |

Valeurs étrangères 100 | 95,8 |

Industrie chimique 125,2 | 124,2 |

Industrie métallurgique 148,5 | 142,5 |

Industrie électrique 116,0 | 114,8 |

Industrie aéronautique 141 | 134,8 |

Industrie textile 113,7 | 112,7 |

Industrie de consommation 122,1 | 122,7 |

Industrie agro-alimentaire 117,5 | 116,5 |

Industrie des services 125,7 | 125,7 |

Assurances 134,4 | 132,5 |

Crédit bancaire 125,8 | 124,5 |

Social 113,1 | 114,2 |

Immobilier et financier 103,5 | 102,7 |

Investissement et portefeuille 111,4 | 113,1 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs transp. à rev. variable 95,8 | 99 |

Valeurs étrangères 100 | 95,8 |

Industrie chimique 125,2 | 124,2 |

Industrie métallurgique 148,5 | 142,5 |

Industrie électrique 116,0 | 114,8 |

Industrie aéronautique 141 | 134,8 |

Industrie textile 113,7 | 112,7 |

Industrie de consommation 122,1 | 122,7 |

Industrie agro-alimentaire 117,5 | 116,5 |

Industrie des services 125,7 | 125,7 |

Assurances 134,4 | 132,5 |

Crédit bancaire 125,8 | 124,5 |

Social 113,1 | 114,2 |

Immobilier et financier 103,5 | 102,7 |

Investissement et portefeuille 111,4 | 113,1 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs transp. à rev. variable 95,8 | 99 |

Valeurs étrangères 100 | 95,8 |

Industrie chimique 125,2 | 124,2 |

Industrie métallurgique 148,5 | 142,5 |

Industrie électrique 116,0 | 114,8 |

Industrie aéronautique 141 | 134,8 |

Industrie textile 113,7 | 112,7 |

Industrie de consommation 122,1 | 122,7 |

Industrie agro-alimentaire 117,5 | 116,5 |

Industrie des services 125,7 | 125,7 |

Assurances 134,4 | 132,5 |

Crédit bancaire 125,8 | 124,5 |

Social 113,1 | 114,2 |

Immobilier et financier 103,5 | 102,7 |

Investissement et portefeuille 111,4 | 113,1 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs transp. à rev. variable 95,8 | 99 |

Valeurs étrangères 100 | 95,8 |

Industrie chimique 125,2 | 124,2 |

Industrie métallurgique 148,5 | 142,5 |

Industrie électrique 116,0 | 114,8 |

Industrie aéronautique 141 | 134,8 |

Industrie textile 113,7 | 112,7 |

Industrie de consommation 122,1 | 122,7 |

Industrie agro-alimentaire 117,5 | 116,5 |

Industrie des services 125,7 | 125,7 |

Assurances 134,4 | 132,5 |

Crédit bancaire 125,8 | 124,5 |

Social 113,1 | 114,2 |

Immobilier et financier 103,5 | 102,7 |

Investissement et portefeuille 111,4 | 113,1 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs transp. à rev. variable 95,8 | 99 |

Valeurs étrangères 100 | 95,8 |

Industrie chimique 125,2 | 124,2 |

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principales postes sujets à variation

(en millions de francs)

7 septembre 1989

Total actif	689 854
dont	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	88 709
ECU	65 728
Avances au Fonds de stabilisation des changes	16 839
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	66 426
Concours au Trésor public	28 670
Titres d'Etat (bons et obligations)	22 230
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	310
Effets privés	134 529
Effets en cours de recouvrement	23 097
Total passif	689 854

Billets en circulation 242 433 |

Comptes courants des établissements financiers à la constitution de réserves 80 296 |

Compte courant du Trésor public 9 138 |

Reprises de liquidités 20 517 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Comptes de réajustement des droits de tirages spéciaux 8 931 |

ECU à l'ordre au Fonds européen de coopération monétaire 66 077 |

Réserves de réévaluation des avoirs publics en or 230 678 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs transp. à rev. variable 95,8 | 99 |

Valeurs étrangères 100 | 95,8 |

Industrie chimique 125,2 | 124,2 |

Industrie métallurgique 148,5 | 142,5 |

Industrie électrique 116,0 | 114,8 |

Industrie aéronautique 141 | 134,8 |

Industrie textile 113,7 | 112,7 |

Industrie de consommation 122,1 | 122,7 |

Industrie agro-alimentaire 117,5 | 116,5 |

Industrie des services 125,7 | 125,7 |

Assurances 134,4 | 132,5 |

Crédit bancaire 125,8 | 124,5 |

Social 113,1 | 114,2 |

Immobilier et financier 103,5 | 102,7 |

Investissement et portefeuille 111,4 | 113,1 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs transp. à rev. variable 95,8 | 99 |

Valeurs étrangères 100 | 95,8 |

Industrie chimique 125,2 | 124,2 |

Industrie métallurgique 148,5 | 142,5 |

Industrie électrique 116,0 | 114,8 |

Industrie aéronautique 141 | 134,8 |

Industrie textile 113,7 | 112,7 |

Industrie de consommation 122,1 | 122,7 |

Industrie agro-alimentaire 117,5 | 116,5 |

Industrie des services 125,7 | 125,7 |

Assurances 134,4 | 132,5 |

Crédit bancaire 125,8 | 124,5 |

Social 113,1 | 114,2 |

Immobilier et financier 103,5 | 102,7 |

Investissement et portefeuille 111,4 | 113,1 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs transp. à rev. variable 95,8 | 99 |

Valeurs étrangères 100 | 95,8 |

Industrie chimique 125,2 | 124,2 |

Industrie métallurgique 148,5 | 142,5 |

Industrie électrique 116,0 | 114,8 |

Industrie aéronautique 141 | 134,8 |

Industrie textile 113,7 | 112,7 |

Industrie de consommation 122,1 | 122,7 |

Industrie agro-alimentaire 117,5 | 116,5 |

Industrie des services 125,7 | 125,7 |

Assurances 134,4 | 132,5 |

Crédit bancaire 125,8 | 124,5 |

Social 113,1 | 114,2 |

Immobilier et financier 103,5 | 102,7 |

Investissement et portefeuille 111,4 | 113,1 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs transp. à rev. variable 95,8 | 99 |

Valeurs étrangères 100 | 95,8 |

Industrie chimique 125,2 | 124,2 |

Industrie métallurgique 148,5 | 142,5 |

Industrie électrique 116,0 | 114,8 |

Industrie aéronautique 141 | 134,8 |

Industrie textile 113,7 | 112,7 |

Industrie de consommation 122,1 | 122,7 |

Industrie agro-alimentaire 117,5 | 116,5 |

Industrie des services 125,7 | 125,7 |

Assurances 134,4 | 132,5 |

Crédit bancaire 125,8 | 124,5 |

Social 113,1 | 114,2 |

Immobilier et financier 103,5 | 102,7 |

Investissement et portefeuille 111,4 | 113,1 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs transp. à rev. variable 95,8 | 99 |

Valeurs étrangères 100 | 95,8 |

Industrie chimique 125,2 | 124,2 |

Industrie métallurgique 148,5 | 142,5 |

Industrie électrique 116,0 | 114,8 |

Industrie aéronautique 141 | 134,8 |

Industrie textile 113,7 | 112,7 |

Industrie de consommation 122,1 | 122,7 |

Industrie agro-alimentaire 117,5 | 116,5 |

Industrie des services 125,7 | 125,7 |

Assurances 134,4 | 132,5 |

Crédit bancaire 125,8 | 124,5 |

Social 113,1 | 114,2 |

Immobilier et financier 103,5 | 102,7 |

Investissement et portefeuille 111,4 | 113,1 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs transp. à rev. variable 95,8 | 99 |

Valeurs étrangères 100 | 95,8 |

Industrie chimique 125,2 | 124,2 |

Marchés financiers

BOURSE DU 15 SEPTEMBRE

Règlement mensuel											
Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
3620	C.A.E. 96 +	3780	3772	3780		3620	Chase Bank	280	280 00	280 00	+ 0.20
1680	B.N.P. P.T.	1200	1201	1201		3630	Chenier Ind. Ind.	280	280 00	280 00	+ 0.20
1180	C.F.P. P.T.	1200	1200	1200	+ 2.60	3640	De Beers	96 80	96 80	96 80	+ 0.84
1180	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185		3650	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3660	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3670	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3680	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3690	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3700	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3710	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3720	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3730	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3740	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3750	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3760	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3770	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3780	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3790	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3800	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3810	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3820	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3830	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3840	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3850	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3860	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3870	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3880	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3890	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3900	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3910	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3920	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3930	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3940	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3950	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3960	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3970	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3980	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	3990	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4000	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4010	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4020	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4030	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4040	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4050	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4060	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4070	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4080	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4090	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4100	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4110	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4120	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4130	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4140	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4150	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4160	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4170	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4180	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4190	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4200	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4210	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4220	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4230	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4240	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4250	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4260	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4270	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4280	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4290	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4300	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4310	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4320	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4330	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4340	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4350	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4360	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4370	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4380	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4390	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4400	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4410	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4420	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4430	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4440	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4450	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4460	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4470	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4480	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4490	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4500	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4510	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4520	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4530	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4540	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4550	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4560	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4570	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4580	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4590	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4600	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4610	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4620	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4630	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4640	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4650	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4660	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4670	Dominion Bank	2265	2265	2264	- 0.04
2070	Châ. Lyon P.T.	1185	1185	1185	+ 0.26	4680	Dominion Bank	2265	22		

Comptant (reflection)

[illegible]

Actions

[illegible]

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		"NORMALES" ET DEVISES	COURS	
	préc.	16/8	Achat	Vente		préc.	16/8
Euro (Unité \$)	9 843	9 888	6 490	9 900	Or (Bols de 1000)	27 100	77500
ECU	9 009	9 068	...	...	Or (Bols de 1000)	77200	77400
Aluminium (1000 lbs)	327 610	328 400	328 400	348 800	Or (Bols de 1000)	442	444
Argent (1000 oz)	16 048	16 125	16 000	16 000	Platin (1000 g)	7200	7200
Papier (100 \$)	289 500	289 270	288 820	289 500	Prix sans (20 \$)	482	480
Diamonds (100 lbs)	88 900	89 800	89 800	91 000	Prix sans (20 \$)	441	441
Nickel (100 lb)	50 750	50 800	50 800	51 000	Solomon	2882	2884
Or (1000 g)	10 281	10 370	9 880	10 800	Prix sans (20 \$)	3980	3980
Or (1000 g)	3 907	3 905	3 750	4 280	Prix sans (20 \$)	288	288
Or (1000 g)	4 088	4 089	4 000	5	Prix sans (20 \$)	2880	2880
Or (1000 g)	301 600	300 400	378 800	400 800	Prix sans (20 \$)	480	480
Or (1000 g)	100 100	100 100	100 100	100 100	Prix sans (20 \$)	480	480
Or (1000 g)	47 970	47 920	46 800	46 800	Prix sans (20 \$)	480	480
Or (1000 g)	5 426	5 401	5 150	5 790	Or (Londres)	...	...
Or (1000 g)	4 036	4 034	3 800	5 000	Or (Londres)	...	...
Or (1000 g)	5 016	5 016	5 000	5 000	Or (Londres)	...	...
Or (1000 g)	5 016	5 016	5 000	5 000	Or (Londres)	...	...
Or (1000 g)	5 016	5 016	5 000	5 000	Or (Londres)	...	...

SICAV (selection)[illegible]

.....	2783 1
.....	4270 92

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, page 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

